

LE MONDE LIBERTAIRE

N°1869 FÉVRIER 2025 4 €

LE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE
MEMBRE DE L'INTERNATIONALE DES FÉDÉRATIONS ANARCHISTES



Parlementarisme, un diagnostic réjouissant !

Le dossier principal du Monde Libertaire de février 2025 porte sur la santé. Il y a tant à en dire en mode capitaliste et dans une perspective de sortie de ce système mortifère. Cela tombe assez bien, car l'actualité politicarde de ces dernières semaines nous pousse, bien malgré nous, à nous pencher sur la santé d'un sérieux malade, le parlementarisme.

Après une dissolution ébouriffée relevant de la psychiatrie, le recrutement d'un gouvernement éphémère auprès des tendances les plus minoritaires de l'échiquier politique hexagonal, Macron I^{er}, dans son fantasme impérial, est allé chercher pour nouveau Premier ministre un Bayrou « modémiste » dont personne n'aurait jamais voulu. Nous voilà maintenant sous le joug d'un président putschiste qui s'accroche, secondé par une armée de sous-fifres multi-désavoués par la population électorale. Ils s'accrochent mordicus comme le morpion sur...

Combien de temps cette nouvelle équipe de choc va-t-elle encore pouvoir tenir ? Ne boudons pas notre plaisir : pour les plus aveugles, qui vont peut-être retrouver la vue, le parlementarisme et même la simple idée de pouvoir avec leur cortège d'institutions poussiéreuses, montrent au grand jour un état de santé catastrophique, ce qui n'est pas pour nous déplaire.

Après ça, qui va pouvoir encore nous dire qu'aller élire ait encore le moindre sens ? Qui va pouvoir encore appeler au vote... utile ?

Et puis tiens, pendant qu'on y est, regardons aussi plus loin, aux USA, en Roumanie, en Géorgie et ailleurs. Nulle part les « élites » dirigeantes ne sont l'expression des peuples. Rien que des émissaires du vrai pouvoir, celui du fric et de la corruption.

La France n'est pas gouvernable ? Tant mieux, on n'a pas besoin d'être gouvernés et nous sommes prêts pour l'autogestion généralisée, débarrassée de tous les miasmes du capitalisme destructeur.

Tout est à refaire, sans eux. Nous leur proposerons un régime drastique propre à leur faire prendre conscience de ce qu'est la difficulté de vivre sous gouvernance. Pour la meilleure santé de l'humanité et de la planète qui l'abrite.

Philippe Pouchat
CRML

LE MONDE LIBERTAIRE

145, rue Amelot 75011 Paris

Direction
de la publication :
Dominique Lestrat

Maquette
Philippe Camus
(ductus@me.com)

Prix de vente au n° : 4 €

Dépôt légal :
1^{er} trimestre 1977

N°ISSN : 0026-9433

Commission paritaire :
0624D80740

Numéro d'imprimeur :
22080280
Imprimé par :
Corlet Imprimeur
ZI Rue Maximilien-Vox
14110 Condé-sur-Noireau



Ce numéro est accompagné d'un poster pour les abonnés.



CERTIFIER L'HONNEUR

C'est expérimental, mais ça va se généraliser ; dans certains départements, pour travailler dans le secteur de la santé et du social, auprès notamment des enfants, il faut se voir délivrer un certificat d'honorabilité. Oui, l'honneur, ça se certifie.

Et ce qui est amusant, c'est que c'est l'État – une structure oppressive qui a organisé la déportation d'enfants juifs, a massacré des peuples dans ses colonies, est un des plus grands vendeurs d'armes, soutient un copain-état génocidaire, parque des gamins dans des centres de rétention, entretient une police gangrénée de fonctionnaires racistes ; bafoue le droit constitutionnel de manifester ; fiche, surveille, enferme des gens par milliers – qui va attester de l'honorabilité des professionnels du social. Un État, rappelons-le, dirigé par des bouffe-galettes dont trop ont été condamnés ou vont l'être, pour des affaires de cols blancs qui brassent des dizaines de millions d'euros, et ce malgré une justice de classe.

Alors évidemment, travailler auprès des gamins doit être un secteur sous surveillance et il est salutaire de devoir montrer patte blanche. Il était d'ailleurs déjà demandé des extraits de casier judiciaire. Désormais, il faudra que l'État valide l'honneur.

Tout est question de définition, j'imagine...

Julien Caldironi
Individuel FA 49

IN MEMORIAM ET HENRI S'EN ALLA...

Donc, peu avant la fin de l'année 2024, Henri Simon s'est endormi pour de bon. Pendant toute la deuxième moitié du XXe siècle, il a cheminé jamais très loin du courant anarchiste sans jamais s'y rattacher. Rapidement, certainement un peu rapidement, on aurait pu dire qu'il représentait le courant conseilliste. Ce fut en fait bien plus que cela.

Il est né le 25 novembre 1922 à Rozay-en-Brie (Seine-et-Marne). La notice du Maitron, rédigée par notre compagnon Hugues Lenoir, mentionne qu'il fut tout d'abord manœuvre dans une râperie fin 1939, puis embauché comme technicien juridique en assurance vie aux Assurances Générales de France (1945-1971). En 1972, après une année de chômage, il rentra comme technicien juridique chez Trapil, une société d'économie mixte gérant les pipelines de France (1972-1976). De 1977 jusqu'à sa retraite en 1982, il fut demandeur d'emploi.

“Un homme qui luttait dans tous les instants de sa vie.”

Si, dès le début des années d'après-guerre, il fut délégué CGT, cela ne dura pas. Il en fut expulsé après la mort de Staline. Entre-temps, il avait fait la connaissance du groupe marxiste antistalinien Socialisme ou Barbarie auquel il adhéra formellement en 1953. Les débats au sein de SoB, en rupture avec le trotskysme, portaient essentiellement sur la nature de l'URSS, considérée comme un capitalisme bureaucratique d'État. De ce groupe réunissant un certain nombre d'intellectuels, il se sépara en 1958, au moment du coup d'Alger, car revenait la question du parti et des tâches d'avant-garde. En opposition avec cela, il sortit du groupe. Avec Claude Lefort, il fonda un groupe qui prit le nom d'ILO (Information et Liaisons Ouvrières). Il regroupait au début essentiellement des intellectuels et des étudiants. Rapidement un certain nombre d'ouvriers et d'employés

du Regroupement interentreprises, créé au même moment qu'ILO, fusionnèrent avec ce groupe qui devint ICO (Informations Correspondance Ouvrière). Sous ce sigle, avec des réunions hebdomadaires et la publication d'un bulletin ronéoté, ce groupe publia nombre d'informations sur les luttes dans les entreprises en se positionnant aussi sur la question algérienne, refusant de prendre parti pour un camp et s'ouvrant aux luttes internationales.

Ce travail de réflexion et d'information dépassa les limites des courants antistaliniens, fort peu nombreux par ailleurs, au point qu'en octobre 1966, l'Internationale situationniste publia un texte intitulé *Lire ICO* qui suscita dans le groupe pour le moins une certaine incompréhension. Trois ans plus tard, en 69, l'I.S. se demanda : « *Qu'est-ce qui fait mentir ICO ?* ». Entre-temps, il y avait eu Mai 68 et les espoirs révolutionnaires qui se manifestèrent sous forme de débats enflammés, d'exclusions et de dérives théoriques. ICO traversa cette période en restant fidèle à sa pratique, c'est-à-dire rassembler les informations en provenance des entreprises comme expressions des luttes de classes et être un endroit de libres confrontations.

“Plaçant la lutte de classes au centre de son existence.”

D'Henri il est possible de dire qu'il fut avant tout un homme qui luttait dans tous les instants de sa vie. C'est ainsi qu'il comprenait, vivait la « militance » et ne la réduisait pas à son aspect politique. Il ne se disait pas non plus « révolutionnaire », car ce mot était trop souvent associé à des personnes pour qui l'engagement politique est tout, au point d'oublier qu'ils sont avant tout des êtres humains contradictoires qui n'arrêtent pas de merdoyer tout au long de leur vie. Plaçant la lutte de classes, la lutte pour « matérielle », qui seule peut transformer radicalement l'ordre existant, au centre de son existence, il n'a cessé de se remettre en question, de s'interroger sur sa propre évolution.

Jusqu'au bout, il est resté indocile, toujours curieux des changements d'ordre économique, politique,



technique... Toujours ouvert, toujours à l'écoute, mais pas pour autant homme parfait, cela va de soi. Voilà ce que nous pouvons retenir de l'homme. Il a cependant sans aucun doute incarné ce regroupement qu'était ICO qui porta dans ses publications l'idée des conseils ouvriers en faisant revivre la révolution allemande à travers sa brochure *Les conseils ouvriers en Allemagne*. ICO marquait là sa parenté avec le courant communiste de conseil hollandais et son initiateur, l'astronome Anton Pannekoek.

Henri a laissé des traces directement dans une longue interview intitulée *De la scission avec Socialisme ou Barbarie à la rupture avec ICO*, menée par les auteurs de la publication *L'Anti-mythe* où il relate en détail sa trajectoire politique comme dans une interview filmée présente sur le site <https://labour-net.tv> réalisée en 2018.

“Son besoin de confrontation permanente.”

Arrivé au milieu de cette rétrospective, il fait le point sur les possibilités des luttes actuelles. Après avoir rappelé que les coopératives avaient été une tentative pour le monde ouvrier de prendre pos-

session à la fois de son travail et de sa production, tentative récupérée par le capital, Henri rappelle « en 1905, l'apparition des conseils ouvriers, que personne n'avait prévus, qui se sont développés en fonction de la structure du capitalisme à ce moment. L'idée de pouvoir gérer une entreprise, il faut que l'entreprise soit un tout, ce que le capitalisme était entre les deux guerres. Par exemple, à Renault Billancourt, c'était une totalité, à ce moment-là une gestion de l'entreprise peut se concevoir. Mais le capitalisme aujourd'hui est quelque chose de complètement différent, il est tellement mondialisé d'une part, différencié d'autre part [...] aucune entreprise ne peut être isolée du reste. Ce n'est pas par hasard que l'idée d'autogestion, de conseils ouvriers ne peut plus se développer. Il n'y a pas de perspective, même les grèves les plus radicales qu'il peut y avoir, c'est uniquement pour avoir du pognon. Ce qui est entièrement nouveau, positif, les occupations de places comme Occupy Wall Street peuvent faire penser à l'apparition des conseils en 1905 [...] ce qui est très positif, c'est une internationalisation du phénomène ».

Après ICO, ce fut Échanges et mouvement. Né en 1975, « c'est essentiellement un réseau de contacts et la publication d'un bulletin qui n'a jamais été conçu autrement que comme une sorte de lettre collective destinée à un réseau réduit de souscripteurs supposés y trouver des éléments d'information et de discussion pour leur propre travail de réflexion ». C'est ainsi qu'Henri le définit dans un texte interne en 1979.

Dans le même texte, il explicite son besoin de confrontation permanente qui pourrait être tout à fait le nôtre, « Pourquoi voudrait-on discuter avec tant de copains si nous n'avions pas ce besoin, j'ai pratiquement fait tout cela toute ma vie, jamais inutilement ». Henri ajoutait alors ce qui peut nous sembler fondamental : « le besoin de se retrouver avec ceux qui partagent les mêmes conditions d'exploitation ne peut être rempli et satisfait que par le mouvement de lutte lui-même ».

Pierre Sommermeyer

METZ

QUELQUES NOUVELLES DU SABOT !

Le Sabot, local libertaire messin, ouvert depuis maintenant 5 mois, se porte bien. Entre ouverture trois jours par semaine, selon la disponibilité des camarades, et permanences ou divers événements, le local prend vie et tourne !

Étant l'un des seuls lieux militants à Metz, notre local sert et doit servir de base au mouvement social et se tenir à disposition de toutes les luttes qui nous composent. Les différents ateliers, permanences, formations et autres participent à la vie du local, mais aussi à celle du milieu militant messin, voire plus large. Par ailleurs, nous saluons les collectifs, assos, orgas... (ex : Trans'gressif, BDS, la Libre Pensée de Moselle, Bure stop...) qui viennent au local, nous soutiennent, participent à la vie du lieu et avec qui nous travaillons avec plaisir.

Le Sabot est un local anarchiste, de par les personnes et organisations qui le composent (FA / CNT), mais aussi de par son fonctionnement autogestionnaire qui vise à s'organiser autrement et construire la révolution sans « l'attendre ».

C'est aussi grâce au Sabot que le mouvement anarchiste en Moselle a pu se renforcer et se consolider en ayant un endroit où se réunir et s'organiser.

Mais alors d'où vient le nom « Sabot » ? Bien évidemment, il ne sort pas de nulle part, mais bien de l'histoire du sabotage où les ouvrières bloquaient les machines avec leurs sabots pour empêcher le travail et ainsi donc « saboter ».

Militant par la Lorraine, avec notre Sabot

Pour rendre encore plus vivant le local, tous les deux mois, nous essayons de renouveler notre vitrine, avec une thématique différente à chaque fois. Ainsi, en décembre, nous sommes partis sur le thème « antispécisme, contre leur surconsommation pendant les périodes des fêtes. » Et plein d'autres sont prévues d'ici quelques mois !

À l'intérieur, la bibliothèque est enfin opérationnelle, de nombreux badges et stickers n'attendent qu'à être dévalisés gratuitement ou à prix libre et puis bien sûr nos livres n'attendent que de trouver une table de chevet !

À l'occasion du 11 novembre, une soupe populaire contre toutes les guerres et pour une aide concrète aux personnes à la rue a été servie devant le Sabot. Elle a attiré bon nombre de personnes. Cette soupe en appelle d'autres et

nous conforte dans l'idée que notre local sert nos idées de manière très concrète.

Les ventes ou prix libre ne suffisent évidemment pas à payer notre loyer, alors de temps en temps nous organisons également des concerts de soutien. Alors si tout ça te parle, te questionne, te motive... passe aux événements ou au local, de plus, depuis décembre, nous avons mis en place de nouveaux horaires d'ouverture :

- > Lundi de 17 h à 20 h
- > Mercredi de 17 h à 20 h
- > Samedi de 15 h à 19 h

Également, si tu veux nous soutenir financièrement, de manière ponctuelle ou mensuelle, nous avons mis en place une feuille de souscription solidaire.

> Pour toutes infos ou contact : le-sabot@riseup.net

Soutenir le Sabot, c'est soutenir le mouvement anarchiste mosellan, mais aussi pour un autre choix de société. Pour un avenir égalitaire, libertaire et débarrassé des systèmes de domination !

À bientôt et vive l'anarchie !

L'équipe du Sabot
local libertaire à Metz



IBIS BATIGNOLLES

EXPLOITATION ET VIOL

Il y a déjà cinq ans, les femmes de chambre de l'hôtel IBIS Batignolles entamaient une grève pour obtenir l'amélioration de leurs conditions de travail. Nous en avons rendu compte à plusieurs reprises dans les colonnes du *Monde libertaire* en dénonçant le système d'exploitation dans le secteur hôtelier, à savoir la sous-traitance qui permet de ne pas attribuer à ces employées les mêmes droits et conditions salariales que le personnel embauché directement par ce type d'établissements.

Cette lutte des femmes de chambre fut dure et longue (23 mois quand même!), mais se termina victorieusement pour les grévistes qui ont vu finalement satisfaite la quasi-totalité de leurs revendications, même si le système de sous-traitance perdure encore dans le secteur hôtelier.

Restait un point et non des moindres : à l'hôtel IBIS Batignolles, il ne suffisait pas au directeur de pressurer et harceler ses employées, il s'était aussi rendu coupable de viol sur l'une d'entre elles. Cette affaire était entre les mains de la justice depuis près de huit ans.

La justice bourgeoise est souvent longue à rendre un verdict (sauf pour un manifestant accusé d'avoir envoyé un projectile sur les forces de l'ordre), elle est également peu encline à défendre les faibles contre les puis-



sants, mais il arrive parfois qu'elle le fasse. C'est le cas cette fois-ci; après trois jours d'audience, la sentence est tombée : le directeur de l'hôtel IBIS Batignolles, qui a finalement reconnu les faits, a écopé de 7 ans ferme avec mandat de dépôt, injonction de soins et inscription au fichier national des délinquants sexuels.

Il a donc été directement incarcéré. On ne va pas pleurer pour lui, espérons simplement qu'il lui aura été précisé qu'il n'aura pas de femme de chambre à disposition pour s'occuper de sa cellule.

Ramón Pino
Groupe Salvador Seguí

J'IRAI DORMIR CHEZ VOUS (À MAYOTTE)

L'itinéraire d'un enfant gâté, mais momentanément désœuvré, qui conduisit un président de la République de son palais parisien vers un « Rendez-vous en terre inconnue ».

« **P**as question que le Béarnais confisque l'avion présidentiel pour aller faire la bise à ses bourrins. » L'ange déchu de l'Élysée prononça ces paroles peu amènes dans la froidure et l'humidité d'une nuit parisienne de décembre, au sortir d'une visioconférence dont il savait qu'elle était résolument inutile.

« Putain, encore deux ans... »

Il était plus que temps de réagir, d'autant que du côté de ce qui fut le « domaine réservé », les perspectives restent limitées à cause d'une stupide brouille avec Poutine, du départ de Merkel, du nouveau favori de Trump et de l'Argentin qui donne le tournis à s'agiter sans raison. D'autres ont plus de chance. Sarkozy collectionne les procès, Hollande observe le naufrage du marigot de la gauche depuis son pédalo, Mélenchon enquête sur la contestation interne dans son parti et Le Pen tremble devant la perspective de son inéligibilité, mais lui, Emmanuel I^{er}, roi de la dissolution, quelles perspectives s'offrent à lui ? Allait-il devoir traverser la rue pour postuler comme animateur pendant la semaine de la mode (par chance, il avait conservé la recommandation de l'archevêque de Paris), pour couper des rubans au kilomètre ou s'inscrire à une formation « Pose de couronne » chez Miss France ?

Rendez-vous en terre inconnue

Reste l'exemple du chef du Commonwealth et de ses tournées à l'étranger. Consultant la liste des contrées méprisées par les voyages officiels, le président pointa un doigt dubitatif sur Mayotte, une île perdue de l'hémisphère sud. Seul, Jacques Chirac s'y était aventuré, sans doute suite à une confusion du service vacances de l'Élysée avec l'île Maurice où le châtelain de Bity se reposait des désagréments de Bernadette et du pouvoir. Le président préféré des Français s'y était entraîné à endurer des conditions koh-lantesques imposées par le souci de la tempérance et de l'économie des deniers publics qui a toujours été la caractéristique de ses actions.

L'agent de voyage le moins aguerri aurait fait remarquer que décembre aux Comores rime avec saison des pluies et que la conjugaison d'une température de plus de 30 °C et d'une quinzaine de jours de pluie compromet les joies simples de la plage, de la plongée sous-marine et de l'observation des baleines. Son croisiériste de secrétaire général aurait pu également confirmer

ces informations s'il n'avait été retenu par la convocation de pinailleurs mal intentionnés du fisc ou de la justice.

Plus fort que « le » Bernard Lavilliers des Fatals Picards

Par un de ces heureux hasards que réserve l'Histoire, un cyclone d'une violence inouïe ravagea alors Mayotte, semant la mort et la désolation. Désormais, son voyage pouvait trouver une justification tout à fait acceptable. D'ailleurs, sitôt arrivé, collier de fleurs au cou et manches retroussées, regard d'acier bleu horizon caché derrière des lunettes de soleil pour éviter de s'encombrer de détails superflus, coiffé de son casque de chantier fétiche (collection Vuitton), il retrouva ses réflexes de Jupiter. Évacuer vite fait le problème du cyclone en décrétant un deuil national qui ne mange pas de pain et tracer une vision enthousiasmante du futur.

La peau de Barnanier éliminée, le champ des JO d'hiver s'offrait à lui. Il allait faire un coup de deux qui devait lui garantir un passage à la postérité, à condition de ne pas renouveler l'erreur de partager les lauriers avec une illuminée d'origine étrangère. 2030 n'était pas si loin qu'il ne puisse en tirer profit. Encore fallait-il faire fissa pour transformer Mayotte en site olympique d'hiver.

Des jeux d'hiver durables

L'exemple de la reconversion des terrils du Nord, de l'aménagement des dunes du Moyen-Orient et la tenue de cet événement à Sotchi avaient de quoi stimuler les imaginations. Il eut la confirmation que le projet serait réalisable et à un coût limité, dès qu'il contempla le spectacle sous ses pieds. Un paysage naturellement accidenté aux collines vallonnées, parfaitement adapté aux épreuves de l'alpin.

La cellule *ad hoc* de son secrétariat avait rédigé une note, blanche, évidemment, à son intention dans laquelle on expliquait que « *les indigènes démolissent les habitations généreusement mises à leur disposition par l'État français, pour avoir davantage de surface habitable. Ils préfèrent également dormir à l'air libre et sous les étoiles, n'utilisant les plaques de tôle que comme lits de substitution.* » Toujours curieux, le président aurait aimé connaître les raisons de ce comportement surprenant : superstition ou coutumes ancestrales, mais l'heure n'était pas à la consultation du guide vert. L'utilisation d'une matière première surabondante de tôles et de gravats pour l'artificialisation des pistes et le recours aux régiments de la M.O.I. (Main-d'œuvre immigrée) limiteraient drastiquement les dépenses tout en faisant la nique à ce Retailleur¹ qui en prenait un peu trop à ses aises. Évités les coûteux travaux de terrassement et de remblai, les achats de matières premières et leurs dessous

de table, ces Jeux Olympiques seraient les premiers à bénéficier du logo H.R. (hyper rentable). D'ailleurs, le projet de budget avait reçu l'imprimatur du ministre démissionné Lemaire lui-même, c'est dire! Voyant toujours plus loin que vous et moi, le président imaginait déjà des boutiques de location de feuilles de palme pour la pratique du bobsleigh ou de la luge et la remise des « Étoiles de mer » sur la plage. Avec cette reconversion économique de l'île, l'utilisation des ressources naturelles, y compris humaines, un budget plus que limité, les écolos allaient devoir la fermer.

Le diable et ses foutus détails...

Bruno Roger-Petit, son « conseiller mémoire² », appellation contrôlée, proposa au président une cerise fun et popu à poser sur le gâteau. La participation à « *J'irai dormir chez vous* », une émission de divertissement qui connut une certaine audience il y a quelques années. Le président, qui avait appris de ses erreurs passées, se résolut à rester une nuit supplémentaire malgré l'inconfort. L'émission servirait de cadre à un grand débat ambulant de clarification destiné à faire connaître aux autochtones la bonne nouvelle que le destin, en l'occurrence cézigue, leur réservait. Ça plus une tournée de selfies, malgré les risques de transmission de maladies, et l'affaire serait rapidement pliée. On vit donc une silhouette en chemise blanche aux plis parfaitement repassés parcourir les rues de la ville et prendre langue avec la population, exprimant son désir qu'ils l'hébergeassent.

Bien sûr, ajoutait-il, soucieux de ne pas sembler profiter de la situation, « *pour une nuit seulement* ». C'était également l'occasion de questionner les habitants sur leurs étranges habitudes relevées plus haut. Hélas, Sa Maladresse et leur timidité empêchèrent le plein succès de cette demande qu'ils furent nombreux à trouver incongrue sinon inquiétante. D'ailleurs, pas un ne l'autorisa à franchir le seuil de ce qui restait de son humble demeure. Légèrement dépit, mais toujours plein d'empathie pour son prochain et la curiosité jamais rassasiée, le mari de la dame aux pièces jaunes s'en fut, regrettant toutefois de ne pas connaître la raison pour laquelle les Mahorais restaient des heures sans boire ni manger. S'agissait-il de raisons religieuses, était-ce pour sacrifier à la tradition d'un carême local ou pour satisfaire à la mode des régimes « détox » ?

« Macron des missions »

Malgré cette légère déconvenue, on peut affirmer le succès incontestable de l'opération. Quelle meilleure preuve que ce refrain « *Macron des missions* », chanté tout le long du chemin qui le conduisait à l'aéroport! Entonné avec la bonne humeur un peu naïve propre à nos compatriotes ultra-marins, sa mélodie résonne encore, pleine de douceur à ses oreilles.



CARICATURE DE DONKEYHOTÉY

Toujours sur le front...

Un chasseur de la base aérienne de Djibouti, chargé d'exfiltrer le commando présidentiel, atterrit trois heures plus tard seulement, pour le déposer au milieu de mille cinq cents pioupious. Là, il put retrouver l'Ordre, la propreté, les manifestations de respect et le chef des cuisines de l'Élysée qui avait préparé un repas de réveillon. Certes, les dorures de la République étaient absentes du tarmac de la base et la décoration effectuée par le régiment des boules des sapins de Noël ne camouflait qu'à demi les chasseurs tricolores prêts à décoller, mais la République et surtout le confort reprenaient leurs droits.

Terminant sa part de bûche coco-mangue-passion, le président revint alors sur les péripéties qui avaient jalonné son « voyage en terre inconnue ». Toujours étonné que les Mahorais préfèrent les rations des secours alimentaires aux plaisirs tout simples d'un pâté en croûte, d'un foie gras ou d'une volaille aux morilles, il conclut, fataliste, mais un peu peiné pour ces populations accueillantes : « *Et si ça se trouve, ils boudent le Champagne!* » Une putain de bonne question à se poser entre deux pépins d'une clémentine de Corse recrachés.

Jean-Claude Lenervé

1. Il était du voyage ?
2. Qui se vante d'être pour beaucoup dans la pétaudière actuelle.

LE COUP DE GUEULE DE JUSTHOM L'ANTICHAMBRE DU FASCISME

Le borgne vient de crever. Malheureusement, ses idées nau-séabondes continuent à nous empoisonner l'existence. La mort de ce tortionnaire ne peut effacer les tortures qu'il a pratiquées sur des êtres humains. De même qu'elle ne peut faire oublier toutes les violences verbales, les saloperies qu'il a érucées. D'autant qu'elles sont reprises et relayées par une flopée d'adeptes du racisme, de la xénophobie, de l'antisémitisme, de l'homophobie.

Jusqu'aux plus hautes instances du pouvoir (présidence, gouvernement, Assemblée nationale...) devenues l'antichambre du fascisme.

Le Pen au Panthéon ?

C'est ainsi que le président a souligné le poids historique de l'homme qui vient de mourir tout en laissant, a-t-il dit, l'histoire juger de son rôle dans la vie publique. Ne vient-il pas par ses propos moralisateurs d'admettre que Le Pen était une personne fréquenteable ?

Pourquoi ne pas le faire entrer au Panthéon aux côtés de Missak Manouchian, un immigré arménien, résistant et communiste et de Simone Veil, une juive, cela aurait de la gueule !

Le Premier ministre Bayrou, dès l'annonce de la mort, a fait l'éloge de ce « *grand patriote* » qui a été : « *une figure de la politique française... quel combattant il était.* »

Pourquoi pas des obsèques nationales à ce grand homme qui a un sens inné de la République et qui s'est battu pour elle ?

Retailleau, le ministre de l'Intérieur s'offusque que l'on danse sur un cadavre et dénonce des scènes honteuses : « *La mort d'un homme, fût-il un adversaire politique, ne devrait ins-*

pirer que de la retenue et de la dignité. Ces scènes de liesse sont tout simplement honteuses », a-t-il écrit.

Voilà des propos et des écrits qui sont indignes et honteux de la part d'un ministre. C'est une insulte envers le peuple et tous ceux qu'il a torturés.

Quand Mitterrand faisait la courte échelle à Jean-Marie Le Pen...

Tous ces grands démocrates sont à l'image de François Mitterrand qui, dès 1981 à son arrivée à la présidence de la République, s'est employé à faire la courte échelle à Jean-Marie Le Pen. Alors qu'avant 1982, lui et son parti n'étaient rien. Lors des élections présidentielles de 1974, il avait obtenu 0,75% des voix et ses candidats aux élections législatives de la même année avaient engrangé en moyenne 0,2% des voix. Lors des élections présidentielles de 1981, il n'avait pas obtenu les 500 signatures pour se présenter à cette élection.

Il faut dire qu'un des conseillers élyséens, François de Grossouvre, était un ami. Ils s'étaient connus sous le régime de Vichy. C'est ainsi qu'à peine élu président de la République, François Mitterrand accorde à la demande de François de Grossouvre, son conseiller, une audience à Jean-Marie Le Pen qui venait se plaindre de l'inégalité de traitement de son parti à la radio et à la télévision.

35 députés FN à l'Assemblée en 86

Cette première audience a été suivie d'une autre rencontre le 29 mai 1982 avec un autre conseiller élyséen, Guy Penne, à qui Jean-Marie Le Pen a demandé de transmettre une lettre à Mitterrand. Il lui demande d'intervenir

expressément en sa faveur auprès des directeurs de chaînes de télévision. Le 22 juin, Mitterrand signe une réponse écrite en faveur de la demande : la télévision ne saurait méconnaître l'obligation du pluralisme qui lui incombe...

Une semaine plus tard, Le Pen est l'invité en direct au journal de 23 heures sur TF1. Il se félicite publiquement de ce que « *sa lettre porte ses fruits et de ce que François Mitterrand réussisse à se faire obéir.* »

Mitterrand en appelle au pluralisme et promet qu'il infusera dans les scrutins électoraux à des degrés divers une dose de proportionnelle. C'est ainsi que, lors des élections législatives de 1986, 35 députés du Front national ont été élus. C'est le début d'une ascension qui va l'amener aux portes du pouvoir.

Un passé peu reluisant

Entre François Mitterrand, François de Grossouvre et Jean-Marie Le Pen, je n'y mettrai pas mon petit doigt !

François de Grossouvre, en juin 1940, rejoint Vichy, le service d'ordre légionnaire (SOL), la milice de Vichy, au service de l'Allemagne nazie, dirigée par Joseph Darland et qui prône la collaboration avec les nazis. François Mitterrand, sous le régime de Vichy, travaille à la Légion française des combattants et des volontaires de la Révolution nationale qui reprend la propagande pétainiste.

En avril 1942, dans un courrier, il avoue n'être pas particulièrement inquiet du retour aux affaires de Pierre Laval, mais il condamne la fonctionnarisation de la Légion française des combattants, lui préférant le modèle du Service d'ordre légionnaire (SOL).

Justhom
Groupe de Rouen

DARMARIN... DE TARASCON !

Il est comme ça. Il a toujours été comme ça. Il ne peut pas s'en empêcher !

Après avoir été un ministre de l'Intérieur caricatural au petit jeu de l'esbroufe d'un tohu-bohu de grandes déclarations toutes plus fascisantes les unes que les autres, le voilà ministre de la « Justice ». Ainsi, donc, le même qui hier défilait avec les flics en clamant qu'en tant que ministre de l'Intérieur il ne pouvait rien faire, car le problème de la police c'était le laxisme de la « Justice », se retrouve à représenter ceux qu'il dénonçait hier. Oui, mais c'était hier ! Hier... !

Pour l'heure, le désormais pas laxiste ministre de la « Justice » annonce avec tambour et trompettes qu'il va mettre au régime de sécurité renforcée les cent principaux chefs du narco trafic. Ah bon ! Les centaines d'autres que les cent premiers vont donc pouvoir continuer comme avant. Et puis, pourquoi tout cela n'a-t-il pas été mis en place plus

tôt, notamment lors des gouvernements dont Gérard était membre ? Et enfin, en quoi ce genre de fanfaronnades permet-il de résoudre les VRAIS problèmes de la prison ? À savoir une surpopulation honteuse, des conditions d'hébergement attentatoires à la dignité humaine, un quart des détenus relevant de l'HP et relégués en prison faute de place en HP, une quasi-absence de préparation à une réinsertion sociale, une université de la délinquance pour les voleurs de poules victimes d'une « justice » de classe...

Bref, notre Darmarin de Tarascon ne sait plus quoi inventer en matière de... Tartarinades. Et le pire est à venir, car son élève Retailleau, reconduit à l'Intérieur, n'a pas l'intention de se laisser marcher sur les arpions par un bateleur de foire électorale.

Jean-Marc Raynaud

CRISE DE FOI « LA DISCUTABLE LEÇON DE LAÏCITÉ DU PAPE¹ »

La religion catholique (comme toutes les religions), on connaît. C'est une mafia totalitaire qui entend régner ici-bas en vendant des bitcoins made in l'au-delà. Les croisades (tuez-les tous, Dieu reconnaîtra les siens), les guerres de religion, le goupillon cul et chemise avec le sabre, le partage de la galette de l'ici-bas avec TOUS les pouvoirs..., jalonnent son histoire.

La « démocratie » chrétienne et ses journaux, dont Le Monde, on connaît également. C'est bien élevé. Jamais un mot plus haut que l'autre. Le gendre idéal pour la fille aînée de l'Église. Toujours respectueux de la belle-mère.

Bref, depuis toujours, la musique est sans fausses notes. Mais, ces jours-ci, boum !

Lors de son voyage en Corse, Papou, en effet, a plaidé pour « une saine laïcité qui ne soit ni statique, ni

figée, mais évolutive et dynamique », en bref, tout le contraire d'une laïcité à la française « à la coloration héritée des Lumières beaucoup trop forte » conduisant à présenter les religions « comme une sous-culture ». Rien de nouveau sous le soleil !

La nouveauté c'est que *Le Monde* s'en indigne (la violence du mot fait frémir) en écrivant « Le Pape François, en posant d'emblée le principe laïque comme un dogme figé, tend à conforter les tenants de la conception qu'il entend dénoncer, celle qui fait de la laïcité une arme antireligieuse et non un vecteur de liberté pour chacun, essentiel au vivre ensemble ». Et, pire, de poursuivre « Plutôt que... le Pape pourrait s'interroger sur la façon dont les populations, catholiques compris, perçoivent ses récents propos (assimilant les médecins qui pratiquent l'avortement à des tueurs à gages,

essentialisant les femmes - « la femme est accueil fécond, soin, dévouement vital » - et ses silences sur les violences sexuelles dans l'Église) ».

Seigneur Jésus, Marie, Joseph, c'est pas Dieu possible que de préférer de telles outrances !

Serait-ce le début d'une grogne chez les gardes suisses de la royauté ? Ce qui commencerait à sentir le sapin pour la royauté.

On vous rassure ! C'était juste un plan à la Bayrou, le nouveau pape de la démocratie chrétienne, pour essayer d'amadouer les « camarades socialistes ».

Donc, ça va s'arranger. Comme d'hab !

Jean-Marc Raynaud

¹. Titre de l'éditorial du journal *Le Monde* du 17/12/24.

LE RÉFÉRENDUM, LE FRÈRE JUMEAU DE L'ÉLECTION

“Les élections sont aristocratiques et non démocratiques : elles introduisent un élément de choix délibéré, de sélection des « meilleurs citoyens », au lieu du gouvernement par le peuple tout entier.”

Aristote

Le référendum ou l'art de tromper une fois de plus le peuple : l'autocrate qui est à la tête du pays ne sait plus où il habite. Il a quasiment épuisé toutes les alternatives pour créer encore l'illusion que c'est un grand démocrate. En quelques mois, il a ramassé quelques claques (défaite aux élections européennes, dissolution de l'Assemblée nationale apportant une redéfaite électorale aux élections législatives, difficultés pour trouver un Premier ministre et constituer un gouvernement.) À peine ce gouvernement constitué, il est censuré. Concrètement, ce président est désavoué. Mais il veut absolument se maintenir au pouvoir.

Les vœux 2025 : que le peuple tranche...

Alors, lors des vœux aux Français en janvier 2025, il annonce comme une nouveauté qui n'en est pas une : « le référendum ». Il va demander au peuple de « trancher » sur des sujets déterminants. Sauf que les sujets déterminants, ce sera lui qui les aura choisis.



Qui plus est, on l'a vu à l'œuvre, ce grand démocrate. Il a mis sur pied tout un tas d'usines à gaz :

- > les grands débats à travers le pays pour contrer la révolte des gilets jaunes ;
- > le Ségur de la santé pour parer au mécontentement du personnel soignant ;
- > la convention citoyenne sur le climat pour juguler la colère des écologistes.

À chaque fois, je dis bien à chaque fois, il a ignoré du haut de sa superbe les propositions émises par les intéressés et il les a dénaturées. Il a traité les participants avec beaucoup de mépris. Soyons-en certains, ils s'en souviennent...

Le peuple lui a fait savoir, par le résultat des différentes élections, qu'il souhaitait « que ce charlatan s'en aille. » Mais, ça, il refuse ! Il tente de retarder l'échéance. Mais il a, à mon avis, épuisé tous les recours. Plus personne ou si peu ne croient en lui et ce n'est pas ce référendum « salvateur » qui changera quelque chose. Le but de la manœuvre est de faire perdurer le système, y compris en accompagnant la venue au pouvoir des représentants du fascisme.

Passer à autre chose...

Tant que l'on ne s'attaquera pas au fondement du système capitaliste (l'État, le gouvernement, les élections, le patronat, l'administration - justice, police...), etc., rien ne changera.

Monsieur Macron (et Monsieur Bayrou), vous êtes totalement discrédités et plus personne ne croit en vos sornettes. Car lorsque ne vont aux urnes que les deux tiers et bien souvent pas la majorité des inscrits, c'est un vote sanction contre votre politique antisociale.

Et ce n'est pas l'interview qu'a donné Bayrou, au journal Le Figaro en 2017, qui changera quoique ce soit : « La Ve République donne au président trois armes irrésistibles pour surmonter les divisions : le 49,3, la dissolution de l'Assemblée et le référendum. » Cet oiseau de mauvais augure, ce mauvais prophète fut un éphémère ministre de la Justice, un haut-commissaire au plan et aujourd'hui il est 1er ministre. Vous devez croire en ses prédictions, car vous suivez à la lettre ses conseils : le 49,3 vous en usez et en abusez jusqu'à l'overdose, la dissolution, c'est fait, en attendant la prochaine en juillet si le peuple vous en laisse le temps. Un de vos gouvernements a été censuré. Le prochain, celui de votre conseiller Bayrou, est en sursis. Et maintenant les référendums !

Si le président a trois armes irrésistibles, vous semblez en oublier une quatrième. Celle-là vous ne la maîtrisez pas et lorsqu'elle sera dégainée par le peuple en colère, alors je ne donne pas cher de votre morgue et de votre suffisance.

Justhom
Groupe de Rouen

LETTRE OUVERTE AU JOURNAL LE MONDE

Le journal Le Monde est considéré comme un journal de référence. Il l'a, parfois, démontré. Mais il semblerait que les temps changent. À la lecture de la une de son numéro 24 874 du 21/12/24, il est, en effet, permis de s'interroger.

En bas, à gauche, une photo de Gisèle Pelicot. Et vingt lignes annonçant un article pages 10 et 11. Le titre est : Viols de Mazan. La justesse et l'indépendance du verdict. L'article est correct. À la mode du Monde. Propre sur lui, bien dégagé derrière les oreilles. Il prend résolument la défense de Madame Pelicot qui, rappelons-le,

a été victime d'une cinquantaine de viols orchestrés par son mari qui, au préalable, l'avait mise sous sédatif. Jusque-là, pas de soucis, mais...!

Mais en haut, à gauche de la même une, une photo, aguichante, d'une jeune femme dévoilant la moitié d'un de ses seins. La reproduction de la une du magazine M du Monde daté du même jour.

Le Monde, dans son magazine de « mode », tendance bobo parigot, est coutumier du fait. Mais, c'est bien sûr, tout cela ne relève que du flou artistique entre l'érotisme et le porno. Et personne, total respect pour l'art, n'a

jamais osé critiquer ce magazine pour cela. C'est du Pivot encensant ce pédophile de Matzneff. Avant que...

Pour l'heure, ça fait désordre. En haut, à gauche, la photo d'une jeune femme dépoitrillée, et en bas, à gauche, celle de Madame Pelicot, victime de cinquante viols. En clair, en bas, on dénonce l'objétisation du corps des femmes, et, en haut, on exhibe ce même corps des femmes. De mauvaises langues seraient tentées de préférer le vieux Monde des demi-silences à celui de l'hypocrisie!

Jean-Marc Raynaud





Il court, il court l'insoumis...

Mémoire des luttes antimilitaristes

Cinquième et dernière partie

Le revoilà, Franck Thiriot, insoumis au sortir de 68. Dernier épisode, bouquet final, un spectacle de grand Guignol offert par la justice militaire

Tribunal Permanent des Forces Armées.

Le TPFA, habilité à juger des militaires engagés ou appelés... et les insoumis, est situé à l'intérieur de la caserne Reuilly. Le dispositif répressif mis en place pour l'occasion est impressionnant : gardes mobiles, CRS, chiens policiers, etc. Nous sommes très honorés de cette délicate attention, hommage étatique de première classe à nos activités subversives. De grands ados attaquent, pris dans un innocent enthousiasme juvénile et joyeux, les cars et les bagnoles des bourres isolés à grands coups de grolles, de caillasses, de barres de fer et de crachats. Les condés n'en mènent pas large face à ces jeunots déchaînés devant ce vaste déploiement de forces, pure provocation. Le tapis brûle, c'est la baston ! Sur le boulevard Diderot, le Bureau d'Information de l'Armée a été fermé, rideau de fer tiré. Des gendarmes tireurs d'élite snipers sont en planque sur les toits, rien que ça.

Sauf que, manque de bol pour ces élites-tueuses, une pacifique équipe du GIT, munie de mégaphones d'élite, est également en place sur les toits voisins pour crier notre indignation : « Vous jugez la personne de Bruno Hérail pour éviter de juger l'insoumission. [...] S'insoumettre c'est d'abord vouloir vivre maintenant. [...] Cette lutte continue, d'autres insoumis et futurs insoumis se préparent à la relève. Aucune prison, aucune répression n'y pourra rien. Nous ne nous tairons pas. Vous nous entendrez, messieurs, partout dans les quartiers et par-dessus les toits ».

Aucun copain ne sera alpagué, bien que des grenades lacrymogènes leur soient lancées depuis la rue au risque de les faire tomber des glissantes toitures en zinc. Le groupe enfilera la venelle avant que des cognes ne lui asticotent les côtes à grands coups de « bidules » (on ne parle pas encore de « tonfa » pour les matraques).

“Nous n'avons pas à juger de vos idées, mais seulement de votre acte d'insoumission !”

Le procès de Bruno s'ouvre. Le Président Doll déclare d'entrée de jeu : « Je tiens à conserver à cette audience son caractère serein ! ». En écho, on entend bien le mégaphone des copains du GIT sur les toits et les explosions de grenades de l'autre côté des fenêtres du tribunal. « Serein » est donc une expression parfaitement appropriée aux circonstances.

Voici comment Cabu en parle :

« Président : vieille baderne, doit sentir la soutane pas propre. Assesseur : la culotte de peau lui donne des démangeaisons. Ils ont tout vu : l'Indo, l'Algérie, le Tchad et maintenant l'ennemi intérieur. Le spectre du chômage : l'insoumis. Non, pas vu passer un seul auteur de tortures. Mais les insoumis, c'est une mine d'or. « Mais vous avez été scout, et donneur de sang ». Bruno Hérail ne mord pas au paternalisme : « Je ne vous reconnais pas le droit de me juger. Vous représentez l'armée du fric. Je suis prêt à faire des mois de prison. J'ai refusé tout examen psychique ». Dommage, entre barbus : « et puis vous avez fait des études... »

Le journaliste du Monde, ce jour-là, Francis Cornu, note dans son article (paru le 7) : « M. Doll note qu'il ressort de tout cela un certain sentiment de générosité ». [...] « Je veux être un citoyen libre et responsable. Que vous le vouliez ou non, mon refus est politique ». Le président est alors obligé de reconnaître « Il paraît difficile d'essayer de vous convaincre... [...] Nous n'avons pas à juger de vos idées, mais seulement de votre acte d'insoumission ! » M. Hérail a répondu à chaque fois que, dans ces conditions, le débat était inutile puisqu'il n'avait aucune autre « motivation » à présenter que ses idées : « J'estime qu'il est nécessaire de briser les structures d'une société de contraintes dont le service militaire constitue l'un des plus puissants moyens de pression ». Puis, il ajoute : « Ma position est une question de principe. Pour cela, j'ai refusé tous les faux-fuyants si souvent employés : le service national de la coopération, la réforme. On m'a pourtant proposé deux fois de subir un examen psychologique ». Cinq témoins de moralité : quatre sont des insoumis. L'un des témoins, une institutrice de 40 ans : « vous avez établi votre pouvoir sur des monceaux de cadavres »... et puis hop ! Embarquée et expulsée de la salle. À sa sortie du tribunal, elle sera interpellée par la police. L'un des quatre témoins de la défense : « L'armée c'est toujours “marche ou crève, comme dans un certain tunnel”, faisant référence à la mort récente de huit appelés sous le tunnel de Chessy. « Je vous en prie... c'est un accident regrettable », répond le Président.

“Mon ami Cabu conclura sa page de Charlie Hebdo avec un dessin des trois juges délibérant aux pissotières du tribunal.”



« L'armée et sa discipline avilissante ». « Je ne peux pas tolérer qu'un témoin insulte l'armée, et d'abord, avez-vous fait votre service militaire? Alors, vous ne savez rien de l'Armée! Témoin suivant! » Le commissaire du gouvernement requiert, serein, un an de prison : « Je demande l'application de la loi, dans toute sa tranquille assurance. » Les avocats, constatant l'inutilité d'un pareil débat, de Félice déclare au président : « vous dites que vous êtes l'émanation d'un régime libéral. Pinochet aussi est un libéral ». Puis met en garde le tribunal contre les conséquences d'une sanction trop sévère : « ce serait donner de la force aux idées que vous jugez, car les idées se développent toujours à partir des barreaux et des prisons ».

Mon ami Cabu conclura sa page de Charlie Hebdo par « et le tribunal se retire pour délibérer » avec un dessin des trois juges aux pissotières du tribunal, vus de dos, se disant : « Ouf, ça fait du bien de délibérer : 2 ans? 10 ans? Tataouine? Fusillé tout de suite? J'ai vu l'ennemi intérieur. Bouh! C'est plein de poils. » Dix minutes après ils reviennent (Ah! oui, la prostate...) « Présentez armes!... Bruno Héral : neuf mois de prison. Suivant! »

L'impitoyable tendresse de cette condamnation, bien inférieure aux vingt-quatre mois généralement assignés depuis peu aux insoumis, résultat de l'absurde clarté des décisions d'un tribunal sereinement téléguidé par le ministère des Armées, nous prouve qu'un pas décisif vient d'être franchi dans le rapport de force entre le pouvoir et nous. La peine infligée est même inférieure de trois mois à celle requise, alors qu'aucune « circonstance atténuante » n'a pu être inventée pour la justifier. À l'issue de l'audience, on va se jeter un gorgéon derrière le jabot,

De Félice, Even, Cabu et moi, à la brasserie toute proche, pendant que le lourd dispositif policier et les gaz lacrymaux se dispersent. Le président du tribunal est planté en face de moi, le nez en truffe, entouré de ses deux assesseurs débarrassés de leurs sardines sur épaulettes, en civil, regard toujours aussi méchamment serein. Ils viennent se rincer le sifflet eux aussi. Les cerbères de l'État nous dévisagent depuis leur table voisine, près des toilettes, prostates obligeant. Les bulles de nos premières gorgées de bière sonnent dans nos palais comme de silencieux tintements de clochettes au milieu de douces clairières parsemées de printanières pâquerettes. Le goût de la victoire.

Pendant ce temps-là...

L'actualité est blindée : Lip, Larzac, les comités de soldats, la mort de Puig Antich et le coup d'État au Chili. Pinochet le libéral, chef d'état-major du Président socialiste Allende, allait rappeler aux amnésiques le véritable rôle des armées, dernier rempart de la société bourgeoise contre « l'ennemi intérieur ». Au Chili aussi, le sabre allait être l'allié indéfectible du goupillon et le valeureux peuple chilien se faire sonner les cloches durant trois décennies.



© V. CABUT

Pompidou, libéral lui aussi, signataire du fameux Décret de Brégonçon exprimant l'assourdissante exigence de soumission lancée par sa fétide et puissante bouche, soufflera ses veilles le 2 avril 1974 au soir, l'émotion due à notre impitoyable contestation l'ayant prématurément usé. Le soleil de l'insoumission l'avait ébloui, lui révélant la pâleur d'une existence passée à gagner du fric chez Rothschild, des kilos et des galons en politique. Le voilà pourtant refroidi, prêt à son tour pour les séchoirs à viande des cimetières et le néant de l'oubli. Nous lui aurons quand même fait entrevoir que l'espoir d'une existence différente de celle que le pouvoir tisse pour nous, de ses mille bras de fer et de velours, n'est pas vain. Pompidou-de-Montboudif, une pauvre vie pour rien. Dans mon agenda de poche, à la page du lendemain, je note très brièvement : « Bon débarras, au suivant! On n'a pas fait autant d'histoires lorsque Puig Antich a été assassiné par Franco. » Nous, les Insoumis, sommes passés par ici, nous repasserons par là.

Franck Thiriot

Retrouvez les quatre premières parties de ce texte sur le *Monde libertaire* en ligne

<https://monde-libertaire.net/index.php?article=8055>

<https://monde-libertaire.net/index.php?article=8089>

<https://monde-libertaire.net/index.php?article=8137>

<https://monde-libertaire.net/index.php?article=8159>

Le **Monde libertaire en ligne (monde-libertaire.net)**, le complément hebdomadaire du *Monde libertaire* papier.



IRAN

PAKHSHAN AZIZI

Le régime islamique iranien condamne à mort une assistante sociale

L'avocat de Pakhshan Azizi a annoncé, le 8 janvier, que la Cour supérieure islamique d'Iran a validé sa peine de mort. Mais qui est cette femme et pourquoi risque-t-elle la peine de mort ?



La justice islamique prétend que cette prisonnière politique kurde est membre d'un groupe armé. Elle l'a condamnée à 4 ans de prison, suivie de la peine de mort. Amir Raïssian, son avocat, précise qu'aucun document n'existe prouvant son appartenance à un quelconque groupe armé. Il affirme que même dans la rédaction du verdict, aucune mention n'est faite de l'adhésion à un groupe armé. Il fera appel. Maziar Tataï, l'autre avocat de Pakhshan a aussi déclaré que dans la rédaction du verdict, l'on a précisé qu'elle enseignait la jinnéologie¹, qu'elle était présente en Irak et participait au conflit armé en Syrie. Les informations reçues par un média iranien à l'extérieur du pays montrent que le dossier de Pakhshan était tellement vide que le premier procureur voulait signer sa libération, mais le ministère des Renseignements (la police politique) s'y est opposé.

Pakhshan Azizi était bien présente au Rojava en Syrie de 2014 à 2023 selon ses avocats, mais en tant qu'assistante sociale pour porter secours, en particulier aux femmes qui subissaient les attaques de Daech. La justice islamique en Iran sait bien que Pakhshan était active au sein du Croissant Rouge syrien et d'autres institutions de secours des Kurdes au

Rojava, mais curieusement, elle n'en fait aucune mention. La police politique des mollahs a saisi l'ordinateur et le téléphone portables de Pakhshan, et fouillé attentivement sa maison, mais n'ayant rien trouvé de grave, la justice n'y fait pas référence non plus.

Torturée pour faire des aveux

Pakhshan, son père, son frère, sa sœur ainsi que le mari de cette dernière, ont été arrêtés le 4 août 2023. Ils sont restés au quartier d'isolement de la terrible prison d'Evin, près de Téhéran, pendant deux semaines avant d'être libérés sous caution sauf Pakhshan. Elle y est restée durant trois mois et trois semaines avant d'être transférée au quartier 209 de la prison.

Plusieurs organisations de défense des Droits de l'homme ont déclaré que Pakhshan a été gravement torturée pour faire des aveux forcés. Elle a rédigé une lettre datée du 21 juillet 2024 dans laquelle elle fait allusion aux tortures en écrivant : « Les interrogateurs m'ont pendue plusieurs fois. » Elle a fait une grève de la faim de 36 jours pour protester contre les conditions de détention et accusations sans fondement.

Pakhshan a été aussi arrêtée en 2009 dans une protestation étudiante à Téhéran contre l'exécution de prisonniers politiques kurdes avant d'être libérée 4 mois plus tard.

La condamnation à mort de Pakhshan a beaucoup sensibilisé la société. Des milliers d'internautes ont exigé l'annulation de la peine de mort de Pakhshan en utilisant le #PakhshanAzizi. Le Conseil de coordination des associations syndicales des enseignant.es d'Iran a réagi contre la peine de mort prononcée contre elle. Le Syndicat des ouvriers des transports en commun en bus de Téhéran et sa banlieue (la Vahed) a publié un communiqué le 13 janvier dans lequel l'on lit : « Le verdict inacceptable contre Pakhshan Azizi démontre que la répression systématique est monnaie courante au sein du pouvoir judiciaire en Iran. » Le Syndicat a demandé l'annulation de la peine de mort contre Pakhshan en précisant son opposition contre la peine de mort et en exigeant son abolition.

Le fait marquant a été sans doute un rassemblement très courageux de plusieurs dizaines d'activistes, à majorité féminine devant l'hôtel de la province (ostan) du Kurdistan d'Iran à Sanandadj le 15 janvier. Ces activistes ont demandé l'annulation de la peine de mort prononcée contre Pakhshan et la fin de cette peine en général. L'on a pu lire sur certains écriteaux : « Non à la peine de mort – Oui à la vie » ou encore : « Pakhshan est le symbole de la vie, son exécution est une trahison de l'hu-



LA RÉVOLUTION SYRIENNE



manité. » La police est intervenue et a confisqué quelques téléphones portables de manifestant.es

Volker Türk, le haut-commissaire des Nations unies aux Droits de l'homme a dit, le 7 janvier, qu'au moins 31 femmes ont été exécutées en Iran en 2024. Il a ajouté qu'au total 901 peines de mort ont été appliquées en Iran en 2024. Il a demandé au régime des mollahs d'arrêter les condamnations et applications des peines de mort en augmentation depuis l'année précédente.

Le régime des ayatollahs exécute 2 à 3 prisonniers de droit commun par jour pour maintenir le climat de peur. Il est incapable de résoudre, ou même amoindrir les graves crises économiques, politiques et sociales qui secouent le pays. Sa seule solution est de maintenir la terreur. Il veut maintenant exécuter Pakhshan Azizi.

Il faut exiger l'annulation de cette peine et la libération de Pakhshan et toutes et tous les prisonnier.es politiques en Iran

Nader Teyf

Groupe Commune de Paris

1. Lire la page Wikipédia fort détaillée : <https://fr.wikipedia.org/wiki/Jinéologie>

Avertissement : En 2013, sur le site Tahriricn, un anarchiste syrien répondait à une analyse de la situation en Syrie faite par le groupe Alliance anarchiste 1^{er} mai, en corrigeant en grande partie les idées fausses et les inexactitudes historiques contenues dans le document.

Vous trouverez ci-dessous une partie de sa réponse¹ qui nous a semblé faire sens encore aujourd'hui.

Vous affirmez que la révolution syrienne « a éclaté en mars 2011, sous la forme d'un mouvement largement spontané parmi les classes moyennes et inférieures de Syrie, principalement jeunes, et principalement, mais pas exclusivement, urbaines ».

Je ne sais pas d'où vous tenez cette affirmation - je suppose qu'elle provient des représentations (erronées) des médias occidentaux et des comptes-rendus orientés vers l'Ouest sur les médias sociaux, etc. - mais ce qui s'est réellement passé en Syrie, pour autant que je sache, est exactement le contraire... Et c'est, en fait, ce qui distingue la révolution syrienne de la (première) révolution égyptienne, par exemple.

Les manifestations de masse en Syrie ont commencé et sont restées, pendant plusieurs mois après le début de la révolution, largement confinées aux régions marginalisées et négligées et aux zones rurales telles que Dar'a, Idlib, Deir al-Zor, al-Raqqah, les banlieues pauvres et les bidonvilles de Damas, etc.

Hormis quelques manifestations de solidarité relativement modestes, les grands centres urbains (Damas et Alep) n'ont pas « bougé » à grande échelle pendant un certain temps. Cela s'explique en partie par la réticence des classes moyennes urbaines à se ranger du côté de la révolution, car elles croyaient encore que le régime pouvait surmonter cette « crise », et qu'il était donc plus sûr pour leurs intérêts de rester du côté du régime ou de garder le silence. En revanche, la marginalisation, la négligence, la privation et l'humiliation dans les régions rurales avaient atteint un tel degré que les habitants n'avaient plus grand-chose à perdre. Cette situation, associée à des identités régionales fortes qui ont facilité la rupture avec le discours du régime, a fait de la révolution syrienne - du moins au début - une révolte presque classique des pauvres ruraux marginalisés.

Pour comprendre cela, il faut comprendre comment le soi-disant programme de « modernisation » de Bachar al-Asad a été mis en œuvre depuis 2000. Sans entrer dans les ●●●



LA RÉVOLUTION SYRIENNE



23 MARS 2011. MESSAGE SUR FACEBOOK INVITANT LES GENS À MANIFESTER À DAMAS ET DANS D'AUTRES VILLES LE 25 MARS DANS LE CADRE D'UNE « JOURNÉE DE LA RAGE ».

●●● détails, la libéralisation économique du pays, célébrée par l'Occident comme des « réformes » bienvenues, a été menée à bien par un réseau mafieux d'officiers de haut rang de l'armée et de la sécurité s'associant à de grands hommes d'affaires, qui s'est largement concentré dans les centres urbains bourgeois traditionnels et leur a profité. En outre, la libéralisation économique ne s'est pas accompagnée d'une « libéralisation politique » qui aurait pu rendre ces « réformes » plus acceptables pour la population - à l'exception d'une brève période de libertés politiques, connue sous le nom de « Printemps de Damas » en 2000-2001, qui a rapidement été fortement réprimée, le régime craignant qu'une trop grande liberté ne déstabilise son pouvoir. Le tableau est donc beaucoup plus complexe que la façon dont vous le présentez dans votre déclaration :

Sur le plan intérieur, Bashar a tenté de poursuivre la modernisation du pays, par exemple en relâchant le contrôle du gouvernement et en autorisant l'entreprise privée dans le secteur bancaire et d'autres secteurs de l'économie. Plus récemment, il a tenté de se rapprocher de l'impérialisme américain, notamment en se retirant du Liban. Ces politiques ont eu pour conséquence une augmentation drastique de la corruption et une

intensification du désir de la population syrienne de jouir d'une plus grande liberté politique. Il en va de même pour ce que vous dites des revendications initiales de la révolution syrienne : « Ses principales revendications étaient centrées sur les besoins immédiats du peuple, principalement en matière d'emploi, et sur la nécessité de préparer la transition vers un système politique plus démocratique après trois décennies d'une dictature brutale sous les Assad. »

Pour autant que je sache, les revendications - ou plutôt les slogans - portaient sur la dignité, la liberté et le pain et contre la répression, ce qui s'est rapidement transformé en demande de chute du régime suite à la répression musclée et aux massacres contre les manifestants. Pour comprendre cela, il faut comprendre la nature des régimes totalitaires comme le régime syrien, ce que tant de commentateurs occidentaux semblent ne pas comprendre. Lorsque les Syriens disent « à bas le régime », ils signifient ou impliquent des injustices politiques, économiques et sociales à la fois, car le « régime » symbolise toutes ces formes apparemment différentes d'injustice.

C'est peut-être à cause de cette incapacité à comprendre la nature du régime syrien que tant de commentateurs occidentaux attribuent à la révolution syrienne des « exigences » qui reflètent leurs propres valeurs et souhaits plutôt que ce que les Syriens eux-mêmes veulent et pour quoi ils se battent - des gauchistes traditionnels qui prétendent qu'il s'agit d'emplois et de droits des travailleurs aux libéraux qui prétendent qu'il s'agit de démocratie. On peut dire la même chose du débat (largement occidental) sur la violence ou la non-violence :

Alors que la lutte en Syrie a commencé sur une base non violente et a fini par mobiliser des secteurs importants du peuple syrien, la réponse agressive et extrêmement brutale du gouvernement a forcé l'opposition à s'armer. L'une des conséquences a été la militarisation de la lutte. Cela a contraint les masses populaires non armées à rester sur la touche (et à se réfugier dans des camps en Turquie, en Jordanie et au Liban) et a transformé ce qui avait été une révolution populaire en une guerre civile entre le gouvernement syrien, soutenu par la minorité alaouite, d'une part, et les milices de l'opposition, soutenues par la majorité sunnite, d'autre part.

Il est vrai que la réponse brutale du régime aux premières manifestations a poussé les gens à recourir aux armes pour se défendre, mais cela ne signifie pas que la révolution syrienne ait jamais été pacifique ou non violente. Lorsque l'on dit « pacifique » en arabe, cela signifie souvent « sans armes » ou « non militarisé ». Le mot n'a pas les mêmes connotations chargées qu'en anglais et dans d'autres langues européennes (pacifisme et tout le reste). De plus, la militarisation d'une révolution



28 NOVEMBRE 2013 À KAFRANBEL. PHOTO DE SHARNOFF'S GLOBAL VIEWS POUR FLICKR

populaire ne signifie pas qu'elle s'est transformée en « guerre civile ». Nous sommes vraiment fatigués des gens qui décrivent la révolution syrienne comme une « guerre civile ». Et encore une fois, la guerre est entre un régime répressif et un peuple réprimé, dont certains sont maintenant armés et se défendent. Elle n'oppose pas « la minorité alaouite à la majorité sunnite ». Il y a beaucoup d'alaouites syriens qui soutiennent la révolution et beaucoup de sunnites syriens qui soutiennent encore le régime. Arrêtez de tout réduire à des étiquettes sectaires simplistes. Voici un autre exemple de votre déclaration :

Plus récemment, le Hezbollah, inquiet de la défaite éventuelle de son protecteur syrien et de la victoire de la majorité sunnite, a envoyé ses propres forces militaires bien entraînées dans la mêlée.

Avant son intervention dans les affaires syriennes (pour soutenir le régime et ses forces qui perdaient du terrain), alors qu'il était encore populaire parmi de nombreux Syriens et Arabes en tant que mouvement de résistance, le Hezbollah ne s'est jamais inquiété de la « majorité sunnite ». Bien au contraire. Le soutien du régime syrien au Hezbollah n'a jamais été lié au fait qu'il s'agit d'un mouvement religieux chiite. Comment expliquez-vous alors le soutien du régime au Hamas ? (c'est-à-dire avant que les dirigeants du Hamas ne décident d'abandonner le régime perdant et de quitter la Syrie). Mais de toute façon, j'en ai assez dit sur cette question (l'obsession occidentale pour le sectarisme au Moyen-Orient), je ne vais donc pas me répéter.

**Texte transmis par
Pierre Sommermeyer**

1. Cette traduction a été faite de l'anglais présent ici <https://tahririch.wordpress.com/>. Le texte de départ a été publié sur <https://libcom.org/article/response-syrian-anarchist-first-may-statement-syria>. La totalité du texte est publiée par Divergences.be

FAITS D'HIVER

« Considérations humanitaires »

À l'heure où la planète est ravagée par les guerres, les cyclones, et où le PSG n'est même plus sûr de gagner contre le Réal de l'île d'Oléron (25^e division), enfin un rayon de soleil !

Pour des « considérations humanitaires », notre « camarade » Joseph Poutine, bien que lâchement attaqué par les nazis ukrainiens et lâché par les grandes démocraties nord-coréenne, iranienne..., vient d'accorder l'asile au grand poète assyrien, Bachar machin, qui venait de prendre une prune de 135 € pour avoir mal garé sa deux-chevaux. La grande France éternelle lui avait, certes, montré le chemin en accueillant, toujours pour des « considérations humanitaires », ce pauvre Bébé Doc d'Haïti et ce prêtre mendiant de Khomeiny. Mais, quand même, quel courage !

Bref, enfin, l'humanitaire commence à s'imposer dans le paysage. Merci, cependant, de ne pas trop en faire. Du genre, inviter Bernard Kouchner portant un sac de plumes à la cérémonie. Ou notre nouveau dernier Premier ministre, François Bayrou, annonçant qu'il va accueillir Nelson Mandela, ce poète blanc victime de l'apartheid. On ne peut quand même pas accueillir toute la misère du monde !

Voilà où on en est !

Jean-Marc Raynaud



SYRIE

VERS UN NOUVEL ÉTAT CAPITALISTE ISLAMIQUE

Nous avons signalé, dans le précédent article du Monde libertaire de janvier 2025, que les événements s'accéléraient en Syrie, après la chute annoncée, dans la nuit du 7 au 8 décembre 2024, du régime dictatorial de Bachar Assad. Cette constatation s'est avérée exacte au vu de ce qui s'est passé depuis. Après avoir évoqué quelques rappels des faits, non exhaustifs, et à titre informatif, nous effectuerons, dans une seconde partie, une analyse plus ou moins objective, éclairée par ces faits.

La plupart des informations que nous relatons ici, et surtout celles du ballet diplomatique incessant en Syrie, trouvent leur source dans les médias indépendants ou les grands médias. Est-il encore utile de rappeler que la diplomatie secrète a toujours une part importante dans le système politique capitaliste ? D'ailleurs, l'on définit le « ballet diplomatique » comme des opérations de diplomatie visibles publiquement. Il va donc de soi que beaucoup de compromissions nous échappent.

L'oppression des femmes, encore...

L'homme du soi-disant nouveau régime est Mohammad Al-Joulani, nom de guerre désormais abandonné, d'Ahmad Hussein Al-Charaa, bien que son règne ne soit, pour l'instant, consolidé qu'à Damas et bien entendu dans le gouvernorat d'Idlib. Il se donne pour l'instant un délai assez important pour bien installer le régime capitaliste islamique en Syrie. Il a dit, entre autres, que trois ans seraient nécessaires pour rédiger la nouvelle loi fondamentale syrienne, la Constitution, et quatre ans pour organiser des élections. Il installe pour l'instant des « ministres provisoires » dont au moins l'un d'eux a eu un lourd passif. Il a nommé Chadi Al-Waissi comme ministre de la Justice. Ce dernier a exécuté en public deux femmes accusées d'adultère à Idlib en 2015. Le gouvernorat du même nom est, de fait, administré par le

groupe d'Al-Charaa, le HTS, depuis 2017. Les témoins affirment que pratiquement aucune femme n'ose sortir sans voile islamique devenu obligatoire dans la ville et le gouvernorat d'Idlib. Chadi Al-Waissi avait dit, dès sa désignation au ministère de la Justice, que la Syrie n'aurait plus de juges femmes et qu'elles devaient remettre les dossiers en cours à leurs collègues hommes.

À part le ministre turc des Affaires étrangères, différentes délégations gouvernementales de la région, entre autres saoudienne, qatarie, jordanienne et même plus étonnante Irakienne, sont allées à Damas rencontrer Al-Charaa pour apporter leur soutien. Ce dernier a précisé que la Syrie a besoin de reconstruction. Il s'agit effectivement d'un marché juteux estimé de 400 à 1 000 milliards de dollars. Une délégation officielle américaine a rencontré Al-Charaa le 20 décembre. Les États-Unis ont supprimé la récompense de 10 millions de dollars pour son arrestation. Le ministre des Affaires étrangères ukrainien s'est entretenu à Damas avec Al-Charaa dès le 30 décembre. Le 3 janvier fut le tour des ministres des Affaires étrangères allemande et français pour rencontrer Al-Charaa au nom de l'Union européenne. Il y a eu un hic prévisible au début de la rencontre. Al-Charaa, comme tout islamiste sérieux, a refusé de serrer la main d'Annalena Baerbock, la ministre allemande. Mais Jean-Noël Barrault, le ministre français a cru trou-

ver une bonne excuse en déclarant à RTL : « *Voudrais-je qu'Ahmed Al-Charaa serre la main de mon collègue allemand ? La réponse est oui. Était-ce le but de mon voyage ? La réponse est non.* » Autrement dit : les affaires d'abord, les droits des femmes peuvent attendre. Presque deux jours plus tard, le directeur de l'Association des surfeurs d'Iran a été démis de ses fonctions pour avoir serré la main d'une surfeuse au Danemark ! Il y a des signes qui ne trompent pas, peu importe que l'islamisme soit chiite en Iran ou sunnite en Syrie.

La guerre contre les Kurdes

Les forces démocratiques de Syrie (FDS ou QSD en arabe) ont choisi d'apaiser les relations avec Al-Charaa afin de mieux concentrer leurs efforts contre les attaques incessantes de la Turquie et de l'Armée nationale de Syrie (SNA) à sa solde. Mazloum Abdi, le commandant général des FDS a annoncé que le nouveau drapeau syrien serait hissé partout au Rojava. Plus étonnante encore fut l'information diffusée le 2 janvier selon laquelle une délégation des FDS est allée à Damas pour discuter avec le HTS afin d'« engendrer les pourparlers futurs ». Farhad Chami, à la tête du Centre médiatique des FDS, a confirmé cette information en précisant que les négociations continueront.

Un journaliste iranien de la diaspora a affirmé le 3 janvier qu'une conversation téléphonique s'est tenue entre Gideon Sa'ar, le ministre israélien des Affaires étrangères et Ilham Ahmed, codirigeante du département des Affaires étrangères du Rojava. Saleh Moslem, membre de la direction du YPD (Parti de l'union démocratique) dont les YPG (en kurde : Unités de protection du peuple) sont le bras armé, avait déjà déclaré qu'Israël a verbalement soutenu les Kurdes.

Du 3 au 5 janvier 2025, des combats faisaient rage dans la ville de Manbij au nord de la Syrie entre les forces prin-



principalement kurdes et celles soutenues par la Turquie pour un total de 101 personnes tuées. Les Forces démocratiques de Syrie ont perdu 16 combattants alors que l'armée turque comptait 85 morts dans ses rangs. La Turquie considère les FDS, et leur aile principale, les YPG, comme une force dépendante du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). La Turquie refuse de reconnaître les Kurdes vivant dans ce pays comme un peuple, de sorte qu'elle les qualifie de « Turcs de montagne ». Elle ne veut absolument pas qu'une quelconque forme d'autonomie comme l'expérience du « confédéralisme démocratique » au Rojava, le Kurdistan Syrien, se propage aussi au Kurdistan de Turquie. La Turquie s'appuie dans sa guerre contre le Rojava principalement sur la SNA (Armée nationale de Syrie), or les soldats souvent conscrits de cette force sont à la solde de l'État turc. Le *Kurdistan Monitor* a diffusé, le 6 janvier, des clips de soldats de la SNA qui désertent pour protester contre les salaires impayés ou volés par des commandants depuis 6 mois. Les combattant-es des FDS ne luttent pas pour de l'argent, mais pour protéger leurs territoires des forces réactionnaires islamiques comme Daech et des forces d'occupation turques. Plusieurs milliers de ces combattant-es ont perdu la vie contre Daech et comptent depuis un moment leurs morts dans les combats contre les forces militaires que la Turquie mobilise. Les FDS ont annoncé que la Turquie s'est aussi servie, dans la récente bataille de Manbij, d'une organisation qui s'appelle Hurass-Al-Din (Gardiens de la religion, en arabe) composée de guerriers islamistes tchéchènes, uzbeks et ouïghours.

Une mosaïque de peuples et de cultures

Quelques 528 000 Syriennes et Syriens ont été tués de 2011 à la chute d'Assad. Au moins 6 millions de personnes sont

parties à l'étranger et la moitié de toute la population a été déplacée à l'intérieur du pays. La Banque mondiale annonce une baisse de 84 % du PIB syrien pour la même période. La moitié de la population n'a pas de quoi manger. Le HTC, adulé par les pays de la région et des Occidentaux, n'est pas le choix des gens, mais celui de tous ces États dont certains ont été cités plus haut. Le HTC n'a pas seulement mis un extrémiste islamiste à la tête du ministère de la Justice, mais a déjà ordonné le changement de manuels scolaires, avec, entre autres, la suppression de l'Origine des espèces. Le HTC a montré qu'il ne prendra pas en compte l'extraordinaire diversité culturelle, ethnique et même religieuse de la Syrie. Les Kurdes de Syrie font au moins 18 % de la population. Les chrétiens constituaient 10 % de la population avant la guerre, 13 % sont des alaouites, une des nombreuses sectes chiites. D'autres soi-disant minorités existent en Syrie, comme les Druzes vivant principalement dans le gouvernorat de Soueïda, au sud du pays. Les Druzes ont réussi à constituer des comités et institutions municipales dans ce gouvernorat. C'est pourquoi ils ont subi moins de dégâts humains et matériels pendant la guerre civile malgré leur opposition à Assad. Bref, ce sont toutes ces grandes communautés que l'on appelle faussement « minorités » qui font la Syrie. Bien que les FDS aient rencontré le HTS à Damas, aucune perspective claire n'a été dégagée. Les États-Unis jouent sur un double tableau. D'un côté ils envoient une délégation officielle pour rencontrer Al-Charaa, et de l'autre, depuis le 29 décembre, ils ont envoyé au moins 60 camions d'équipements militaires dans les zones sous contrôle kurde. Ils font aussi une nouvelle base militaire près de Kobané que les YPG ont libérée au cours d'une importante bataille contre Daech en 2014.

Le marché juteux de la reconstruction

Nile Qatar ni la Turquie ne pourront « reconstruire » seuls la Syrie. L'Arabie saoudite et les Émirats Arabes Unis sont des concurrents du Qatar et de la Turquie. La concurrence de ces États régionaux complique davantage la situation en Syrie. Beaucoup de délégations étrangères sont allées en Syrie, mais le HTC n'a envoyé de représentant qu'en Arabie saoudite. Al-Charaa compte apparemment plus sur l'Arabie saoudite.

Mais si cet État accepte de participer à la reconstruction de la Syrie, il exigera un rôle politique plus important, ce que la Turquie n'acceptera pas. L'Union européenne s'aligne, comme à l'accoutumée, sur la politique des États-Unis. Elle n'a pas son mot à dire seule. Elle ne veut pas que les militaires organisés par la Turquie aient le monopole du pouvoir en Syrie. Israël ne veut absolument pas qu'un État islamique s'installe près de ses frontières, d'où son souhait de renforcer les Kurdes voire les Druzes.

Des manifestations ont déjà eu lieu après la chute d'Assad dans lesquelles les gens ont montré leur opposition à un État islamique. Les femmes ont eu une place très importante dans ces nouvelles protestations post Assad. Seul le peuple syrien, dans toute sa diversité, pourra changer le cours des choses en tirant les leçons des catastrophes qui ont eu lieu soit par l'intervention militaire dans des pays de la région comme l'Afghanistan, l'Irak et la Libye ou l'instauration d'un État théocratique en Iran. Ni les États impérialistes ni les puissances régionales ne pourront dessiner un destin souhaitable pour la Syrie et sa formidable mosaïque de peuples.

Nader Teyf

Groupe Commune de Paris



ESPAGNE

LES SIX DE LA SUIZA : LE COMBAT CONTINUE

En Espagne, le conflit social et judiciaire autour des « Six de La Suiza » se poursuit. Nous en avons rendu compte dans les colonnes du *Monde libertaire* à diverses reprises, notamment dans le numéro de septembre 2024.

Un petit rappel des faits : il y a maintenant huit ans, une salariée de la pâtisserie « La Suiza » contactait la CNT afin de porter plainte contre cette entreprise pour harcèlement au travail et harcèlement sexuel. Des rassemblements étaient organisés par la CNT devant l'établissement en question. Réaction de la Direction : elle portait plainte « pour entrave au bon fonctionnement du commerce » contre six manifestants, tous membres de la CNT. Ces six militants, connus depuis comme « Les Six de La Suiza », se sont vus condamnés à trois ans et demi de prison et plus de 125 000 euros d'amende, ce qui a provoqué un vaste soutien populaire en faveur des condamnés et déclenché des actions communes de toutes les organisations syndicales du pays.

La CNT a fait appel du jugement et a lancé une campagne de crowdfunding afin de réunir des fonds pour couvrir tous les frais de justice. Résultat dépassant ses espérances. Voici donc ci-dessous le communiqué publié par le Secrétariat Permanent de la CNT en fin d'année 2024.



La campagne de crowdfunding de soutien aux « Six de La Suiza », lancée par la CNT, a dépassé toutes les espérances, recueillant plus de 95 000 euros. Ce chiffre n'est pas seulement un succès financier, mais aussi une démonstration éclatante de la force de solidarité populaire et une victoire de la lutte syndicale. Le financement populaire en soutien aux camarades de « La Suiza » est une démonstration de l'énorme solidarité de la société civile

et de l'engagement pour la défense des droits du travail.

La peine de prison infligée à ces six personnes pour avoir défendu les droits d'une camarade a déclenché une vague d'indignation et a **rendu évidente la précarité des droits du travail dans notre pays**. La sentence, étant considérée pour beaucoup comme une atteinte à la liberté syndicale et au droit à la contestation, a fait l'objet d'un appel, et la lutte légale continue grâce à la générosité de mil-

liers de personnes ; les « Six de La Suiza » peuvent compter sur les recours nécessaires pour affronter les frais légaux et garantir leur bien-être.

Ce soutien financier dépasse ce cas individuel et se transforme en un message clair adressé aux institutions : la société civile n'est pas disposée à tolérer la répression syndicale et la violation des droits fondamentaux.

« Le Secrétariat Permanent de la CNT veut remercier la participation et la diffusion de la Campagne financière populaire, de la part des innombrables collectifs et particuliers qui ont consacré leur temps à cette participation », souligne Erika Conrado, Secrétaire générale de la CNT. « Le soutien transmis par ces contributions, que comme classe ouvrière nous faisons de tout cœur, est destiné aux camarades qui ont lutté dans la rue en utilisant les outils du syndicalisme classique. Nous ne permettrons pas qu'on nous fasse plier et nous resterons à leur côté n'en déplaise à certains », ajoute Conrado.

La campagne de crowdfunding a dépassé les frontières régionales et a généré un vaste débat au niveau national et international sur la situation des droits du travail et l'importance de la solidarité. De nombreuses organisations sociales, syndicales et politiques ont rejoint cette initiative, la transformant en symbole de lutte pour la justice sociale. [...] Quand il s'agit de solidarité, les sigles ne sont pas un problème pour faire front commun face aux injustices.

Ce succès démontre que le financement collectif est un outil puissant pour renforcer les mouvements sociaux et défier les structures du pouvoir. La Campagne des « Six de La Suiza » est devenue une référence pour d'autres luttes similaires et a ouvert de nouvelles voies pour le financement de projets sociaux et politiques.

Traduit de l'espagnol par
Ramón Pino
Groupe Salvador Seguí



LIBERTÉ POUR AZAT MIFTAKHOV

Mathématicien libertaire russe d'origine tatar incarcéré en Russie

Texte : MLT & Dessins : OLT



L'anarchiste Azat Miftakhov est arrêté le 1^{er} février 2019 sur l'accusation de « fabrication d'explosifs ». Torturé par la police, mais, faute de preuves, il est libéré le 7 février 2019.



La vitrine des bureaux du parti de Vladimir Poutine fut brisée en 2018. Sur la base de deux témoignages secrets, Azat Miftakhov est arrêté. Le tribunal de Moscou le condamne, le 18 janvier 2021, à six ans d'emprisonnement pour « hooliganisme ».



L'organisation russe de défense des droits de l'homme, des professeurs, des académiciens, des mathématiciens, des étudiants du monde entier ont apporté leur soutien à Azat Miftakhov.



Libéré le 4 septembre 2023, dès sa sortie de colonie pénitentiaire, Azat Miftakhov est arrêté.



C'est sur un dossier monté par le FSB (ancien Tcheka et KGB) qu'il est condamné pour « apologie du terrorisme ».



Le 15 août 2024, la Cour d'appel militaire a confirmé ces quatre années de condamnation.



#FREEAZAT

<https://blogs.mediapart.fr/solidarite-freeazat/blog>



Le bref été de l'anarchie : le Conseil d'Aragon (1936-1937)

Situé dans la partie orientale d'une région autonome coupée en deux par la guerre civile, le Conseil régional de défense d'Aragon se définissait comme une entité administrative autonome qui bénéficiait de l'assentiment de la République jusqu'à ce que celle-ci décrète sa fin en août 1937. Le Conseil d'Aragon n'aura existé que dix mois.

Durant cette période, le village de Caspe est devenu la capitale internationale de l'anarchisme. Une référence unique dans l'histoire contemporaine des peuples, une expérience d'organisation libertaire avec des structures horizontales, une décentralisation et une autonomie politique, mais aussi une production rurale collectiviste. Une période de l'histoire libertaire que personne n'a voulu transcender, comme en témoigne la double défaite à laquelle ce Conseil régional de défense d'Aragon a été soumis.

La révolution sociale

Le Conseil régional de défense d'Aragon est né dans un contexte particulier de lutte sociale contre le fascisme en Espagne et de déclenchement de la révolution sociale. Le coup d'État militaire manqué de juillet 1936 a marqué le début d'une guerre qui a déterminé l'occupation territoriale du pays entre les forces militaires qui s'étaient dressées contre les forces loyales à la République espagnole et les milices populaires antifascistes. L'occupation des trois capitales provinciales (Saragosse, Huesca et Teruel) par les militaires rebelles a conduit à la disparition des structures étatiques dans la moitié orientale de l'Aragon et à l'organisation du Conseil régional de défense.

Cet organisme, présidé par l'anarcho-syndicaliste Joaquín Ascaso, administra pendant dix mois les collectivités aragonaises en toute autonomie par rapport au gouvernement central républicain. Ce monde nouveau que les paysans portaient dans leur cœur était basé sur un anarchisme pragma-

tique qui abordait la question du pouvoir d'un point de vue émancipateur. Ils n'aspiraient pas à une conquête du pouvoir en construisant une structure autoritaire classique semblable à celle de l'État, mais, à partir de structures authentiquement populaires, telles que la collectivité, le conseil ou la fédération, ils pratiquaient un pouvoir horizontal. Toutes les relations sociales étaient médiatisées par l'assemblée générale des paysans, le pouvoir s'exerçait dans chaque groupe social qui décidait de vivre ensemble, et les anarcho-syndicalistes des années 1930 n'ignoraient pas cette réalité. Le pouvoir exercé au sein des groupes humains était médiatisé par des outils garantissant la pleine autonomie de l'individu, ainsi qu'une horizontalité collective.

La lutte antifasciste et la mise en pratique du communisme libertaire

Le Conseil d'Aragon est né de la tradition communautaire de propriété et d'administration des terres, et de la forte influence anarcho-syndicaliste exercée sur la paysannerie aragonaise par les idées de la Confédération nationale du travail (CNT) sur ce territoire. Il faut constater que dans les régions d'Aragon où le soulèvement militaire n'a pas réussi, des comités révolutionnaires se sont formés dès l'été 1936, avant l'arrivée des milices anarchistes de Catalogne et de Valence. La présence ultérieure de ces milices dans la formation du front de guerre aragonais, en revanche, a été fondamentale pour la défense des conquêtes sociales obtenues à l'arrière-garde. Avec cette straté-

gie du peuple en armes, il a été possible d'affronter un gouvernement républicain qui voulait imposer son autorité. En d'autres termes, un premier vide de pouvoir a été comblé, que la paysannerie aragonaise n'était pas disposée à céder à une autre autorité, parce qu'elle s'était érigée en acteur politique à part entière.

La ligne de démarcation nord-sud qui coupait l'Aragon en deux délimita une ligne de front plus ou moins stable jusqu'à la mi-1937 avec les offensives républicaines consécutives sur Huesca, Belchite et Teruel, pour finalement disparaître au printemps 1938 devant l'avancée des militaires factieux. Ce front de guerre s'est constitué dans une grande confusion dans les jours qui ont suivi le soulèvement militaire. Les trois capitales aragonaises tombèrent aux mains des troupes de Franco sans beaucoup de combats. Leur arrière-garde fut assurée par la présence de colonnes de requetés (miliciens) carlistes venus de Navarre et de phalangistes venus de l'est de la Castille.

En revanche, dans la frange orientale de l'Aragon, la proximité avec la Catalogne en tant que zone d'influence anarcho-syndicaliste, les gardes civils ne pouvaient garantir l'intégrité des grands propriétaires terriens et des chefs locaux, ceux-ci décidèrent de partir vers la zone rebelle. Un territoire rural de 25 000 km² et d'environ un demi-million d'habitants fut ainsi abandonné, et les paysans organisèrent une structure de gouvernement totalement horizontale et collective. Le seul précédent similaire étant le territoire libre du sud de l'Ukraine entre 1918 et 1920, à l'époque de Nestor Mahkno.



Dans la région des Monegros, le siège des colonnes anarcho-syndicalistes

La structure initiale, dans le feu de la révolution sociale, prit forme au fur et à mesure que la CNT elle-même prit conscience de l'ampleur des transformations qui s'opéraient et qui, pour la première fois, furent réalisées par le peuple lui-même. Pour défendre cette transformation révolutionnaire de la vie paysanne en Aragon, il fut décidé de tenir un Plénum extraordinaire à Bujaraloz, dans la région des Monegros, le 6 octobre 1936. Ce village avait été pris par la colonne Durruti le 25 juillet lors de sa première avancée vers Saragosse,

mais, bombardée trois jours plus tard, elle s'était repliée et avait établi le quartier général de l'unité confédérale dans cette commune.

Le Plénum extraordinaire des syndicats et des colonnes du Comité régional d'Aragon, de Rioja et de Navarre de la CNT réunit 174 représentants des syndicats cénétistes de 139 villages aragonais, ainsi que des membres du Comité national de la CNT et de diverses colonnes confédérales. On y a discuté de la position à adopter sur une hypothétique collaboration avec les organes du gouvernement républicain et des limites à fixer pour défendre les acquis révolutionnaires. C'est ainsi que

fut approuvée la création du Conseil régional de défense d'Aragon, dans la partie du territoire aragonais où avait été proclamé le communisme libertaire et composé d'environ 450 collectivités rurales.

Des tribunaux populaires furent créés à Caspe, Barbastro et Alcañiz, tentant d'éviter les injustices et les vengeances répressives. Le Conseil se préoccupa de l'alphabétisation, construisit des écoles et lança des campagnes de lecture. Il entretint de bonnes relations avec la Catalogne et Valence et stimula le commerce de produits excédentaires tels que les céréales, l'huile et les noix. La quasi-totalité des collectivités était aux mains de la CNT et une vingtaine aux mains de l'UGT. Selon l'historien Santiago Navascués, « le gouvernement de la République n'a jamais aimé l'idée que le territoire reste aux mains des anarchistes. Mais en décembre, il n'a d'autre choix que d'accepter la situation et de reconnaître le Conseil d'Aragon comme l'organe du gouvernement républicain dans la région. C'était cela ou créer un vide de pouvoir et un chaos qui auraient été exploités par l'armée franquiste. Cela signifie que pendant environ dix mois, dans la pratique, il s'agissait d'un petit État indépendant et révolutionnaire, avec ses lumières et ses ombres, au sein de l'État républicain ».

Cette situation ne plaisait ni au gouvernement républicain ni à la Generalitat – le gouvernement de Catalogne –, qui acceptaient provisoirement l'existence de cette organisation sociale libertaire au vu de l'élan révolutionnaire contre le fascisme représenté par les secteurs anarcho-syndicalistes. Dans un premier temps, le Conseil régional de défense d'Aragon décréta que son siège se trouverait dans la ville de Fraga, mais il fut transféré dans la ville de Caspe en décembre 1936, car elle disposait d'une gare ferroviaire qui la reliait directement à Barcelone.





●●● S'il est vrai que des conseils ouvriers ont été créés dans d'autres territoires pour des activités économiques liées à l'industrie ou au transport, il n'existait dans aucune autre région une entité dotée de la force et de l'autonomie qu'avait acquises l'Aragon et qui était capable de tenir en échec l'autoritarisme de l'État. Les anarchistes espagnols avaient à l'esprit ce qui s'était passé dans le territoire libre de l'Ukraine, détruit de force par l'Armée rouge, et étaient donc très attentifs à ce qu'il n'y ait pas d'interférence avec les principes d'organisation horizontale et les collectivités qu'ils avaient fondées.

Le gouvernement républicain, le harcèlement et la dissolution du Conseil d'Aragon

Le 23 décembre 1936, le gouvernement républicain légalisa officiellement le Conseil, bien qu'il en eût déjà reconnu l'existence par décret gouvernemental au mois d'octobre. Deux jours avant sa légalisation, et comme condition nécessaire, la composition des conseillers devait inclure non seulement des membres liés à la CNT, mais aussi du Front Populaire (Gauche Républicaine, le syndicat socialiste UGT et le PCE, le Parti communiste).

À partir de janvier 1937, le caractère révolutionnaire du Conseil régional de

défense d'Aragon fut progressivement miné par les pressions et le boycott du gouvernement central à travers les conseillers politiques qu'il imposa. C'était le cas dans les centres d'enseignement, gérés par les comités révolutionnaires, qui revinrent rapidement sous le contrôle du gouvernement. Les colonnes anarcho-syndicalistes se déplaçaient sur d'autres fronts de la lutte contre le fascisme. La militarisation, avec la création de l'Armée populaire de la République, mit à mal les milices anarchistes qui étaient jusque-là la principale défense du Conseil.

Le drapeau et le blason du Conseil d'Aragon

À l'époque du Conseil régional de défense d'Aragon, on mit en pratique le communisme libertaire, c'est-à-dire que l'on envisageait une nouvelle société qui prônerait des valeurs telles que la fraternité et l'entraide. Cet idéal se reflétait dans ses symboles. Le drapeau choisi possède une grande symbolique représentant toutes les forces antifascistes de l'époque : le noir de la CNT, le rouge de l'UGT et le violet en allusion à tous les partis du Front populaire. Ces trois bandes apparaissent horizontalement, coupées dans la marge gauche par une représentation triangulaire des armoiries aragonaises, ornées de barres verticales rouges et jaunes.

Quant au blason, il représente la lettre « A » pour Aragon, divisant le champ en quatre quartiers, chacun représentant un territoire aragonais : un olivier à droite par rapport à Teruel, l'Ebre en bas par rapport à Saragosse et les Pyrénées à gauche en allusion à Huesca. Enfin, des chaînes brisées au centre évoquent la rupture avec le passé et la création d'une société nouvelle, couronnée par un soleil levant au sommet. Cet insigne a été retrouvé il y a plusieurs années chez un collectionneur privé, qui possédait un fanion qui devait flotter au vent dans une voiture aragonaise à l'époque, et qui a été capturé à Caspe par les troupes rebelles en mars 1938 comme butin de guerre, d'après l'inscription originale brodée dessus.

C'est le témoignage d'un monde nouveau fondé par les anarchistes aragonais, un espoir vaincu ; son existence même a une valeur historique inégalée. Une révolution, c'est changer véritablement la vie collective de la communauté qui participe à cette transformation à la base. Les autorités républicaines ont combattu une transformation révolutionnaire qui les débordait. Elle n'était pas menée par quelques-uns, mais par le peuple dans son ensemble.

C'est une leçon de mémoire sociale que nous ne devons pas oublier.

Daniel Pinós

Les quatre humeurs du Docteur Capitalisme

Il faut les voir, les politiques, les costards-cravates qui défilent, alors que la carcasse de Le Pen père est encore tiède, pour continuer à propager ses idées nauséabondes...

Et la détestable restriction de l'accès aux soins des personnes étrangères en fait partie, de ces propositions qu'ils imaginent populistes et leur permettant de siphonner les sympathies de raclures qui trouvent que soigner des êtres humains ne partageant pas le même lieu de naissance qu'eux coûte trop cher. Idée de génie (du mal) qu'on se refille, de ministre en ministre, dans la *Valls* actuelle des ronds-de-cuir et des bouffe-galette.

Alors que la pauvreté sordide dans laquelle sont parquées des familles fait que des gamins, aujourd'hui, là, en 2025, en France, ont le scorbut (oui, la maladie des pirates), que la coqueluche fait son come-back, que la tuberculose bat des records, l'urgence serait donc d'empêcher les « migrants » de se soigner et ainsi limiter les droits des CMU et autres AME, ces affreux sigles épouvantails agités par les irresponsables politiques.

Des pirates ? Non des enfants pauvres

En dix ans, 888 enfants ont été diagnostiqués d'une carence sévère en vitamine C en France, un phénomène en accélération depuis 2020, nous dit une étude de *The Lancet*. Et à cause de quoi ? Les bambins n'ont pas embarqué sur le *Black Pearl*, non, c'est la précarité alimentaire. En France, les fruits et légumes coûtent trop cher pour les familles pauvres. Et parmi elles, beaucoup viennent d'autres pays.

Limiter l'accès aux soins, réduire les possibilités de couverture sociale pour les nouveaux arrivants sur le territoire, donc... C'est ça leur « projet ». Pour les demandeurs d'asile, c'est déjà fait, il y a déjà trois mois de carence avant de pouvoir avoir une couverture santé. Et qu'importe si un demandeur d'asile est, dans les textes, présumé réfugié et devait, normalement, légalement, bénéficier des mêmes droits qu'un réfugié, tout le temps de l'examen de sa demande... On s'en fout, non, de la Convention de Genève ?

L'art de se tirer une balle dans le pied

Mais même, même en ne pensant qu'à sa petite gueule, à son nombril-centre-du-monde-bourgeois-raisonnable-on-ne-peut-pas-accueillir-toute-la-misère-du-monde-n'est-ce-pas, ce raisonnement de limiter les soins à des gens pour faire des économies de bouts de chandelle, c'est stupide. Parce qu'on le sait, les savants l'ont attesté, les virus, les microbes, avant d'intégrer un organisme, ne consultent pas la nationalité de ce dernier et en cas d'organisme attesté français, ils ne passent pas leur chemin et vont contaminer l'étranger d'à côté. À moins de parquer

les pauvres et les immigrés dans certains coins du pays ou de se réfugier dans des cités sur la Lune, la bourgeoisie aura du mal à se prémunir des infestations. La peste noire n'avait pas fait beaucoup de tri social, quand elle a éradiqué un tiers des Européens en 1347.

Le triste come-back des maladies qu'on pensait disparues

Ainsi, la très libérale Grande-Bretagne voit ressurgir un cortège de maladies que l'on croyait appartenir à l'histoire. Scorbut, donc, mais aussi gale, rachitisme, et tous ces tristes retours sont l'œuvre de la précarité, de l'isolement, de la violence de classe, du poison capitaliste qui écrase une partie de la population pour mieux la pressurer, et ce dans un contexte de gâchis alimentaire effroyable. On jette de la nourriture par tonnes à l'arrière des supermarchés, mais des gamins manquent de vitamine C. C'est une insulte à la raison, à l'humanité.

Malheureusement, pour nos élites autoproclamées, pour les éditocrates bien couverts par la mutuelle d'entreprise de Boloré et consorts, pour tout ce gratin politico-médiatique, c'est le modèle à suivre. Les Américains ont le système de santé le plus cher du monde et le moins efficace. Jadis, la France avait le meilleur. Mais il faudrait envier nos voisins outre-Atlantique. On décroche sévère, à coller au train de tous ces salopards à l'espérance de vie bien supérieure à celle des prolétaires qui les nourrissent.

La médecine du futur ?

Alors, si les maladies médiévales reviennent, pourquoi ne pas s'inspirer de la médecine de l'époque pour lutter contre ces fléaux d'antan. Vu que les principes scientifiques de base semblent étrangers à nos « décideurs », à quand le retour de la théorie des humeurs, des saignées pour soigner la plupart des affections et les médecins de la peste au bec pointu qui font cramer de la thériaque à la croisée des chemins pour nous protéger des épidémies ? Ça ne coûte pas cher et, selon les experts toutologues sur les plateaux télé des chaînes poubelles, ça fonctionne du tonnerre.

Julien Caldironi
Individuel FA 49



DÉPRIMANT

Notre santé mentale

Guerre en Ukraine, selon l'Institut pour l'étude de la guerre (oui, oui, cela existe !), année 2024 : 4 000 km² conquis par la Russie, - Bilan 2024 : 1 000 000 de morts ou blessés graves soit 2,5 morts ou blessés graves par hectare. - Bilan : 1 000 000 de morts ou fracassés et notre santé mentale est atteinte

Gaza, 45 000 morts, hommes, femmes, enfants - Bilan pour 360 km² soit 1,25 mort par hectare, plus d'hôpital, plus rien, génocide. - Bilan : pour un tout petit territoire, 45 000 morts et notre santé mentale vacille

Des guerres, aujourd'hui comme hier, il y en a autant, avec autant ou plus de victimes. Verdun, c'est, aujourd'hui comme hier, le charnier, c'est pareil, la connerie, c'est pareil, les pauvres gens qui trinquent, c'est pareil.

Hier, on a eu des résistants, de braves gens qui ont lutté contre les despotes, les dictateurs, les mafieux. Il en existe encore des gens qui ne renoncent pas.

Il existe des limites : on ne peut vivre sereinement dans la perspective de ce négationnisme humanitaire, avec ces programmes de destruction massive.

Préserver notre santé mentale, c'est le bon vivre ensemble, c'est la joie de se retrouver, c'est tout sauf la prison, les EHPAD en mode privés, les guerres,

conflits, conflits d'intérêts, magouilles-blues et compagnies, l'État, les petits coups entre amis, frontières de terres, frontières de peaux, de couleurs, de races, de genres, de sexes, de QI parce que tu es diagnostiqué.

Notre santé mentale vacille, après l'épisode du Covid, l'enfermement, le mensonge matin, midi et soir. Elle vacille après le grand foutage de gueule des érections et des 49-3, elle vacille après le grand n'importe quoi des « auto-nominations » des grands timoniers ministres d'État et des revenants de la V^e.

Eux et nous...

Mais eux, ils vont bien, ils se portent bien, autocrates de tous pays, dictateurs embonpoints, gros ventres, grosses bedaines et gros portefeuilles, les milliards s'accumulent et je dirais même qu'au plus ils s'accumulent les milliards et plus ils nous enfument...

En Russie, ils sont au nombre de cinq, oligarques qui font la pluie et la neige en Ukraine, ici, en France et déjà vomissant en Italie et quelque autre pays en Europe, quelques-uns, qui tiennent les médias et l'info à la solde de la finance et de l'ultra droite.

Alors, oui, notre santé mentale vacille, on se fait du souci, pour nous, pour nos enfants, on devient « fous », on ne comprend pas ce qu'il se passe, ce dérapage partout, des « institutions », de ce monde qui dérape,

qui s'ensauvage, qui se déshumanise, qui se décrédibilise, qui n'a plus de sens.

C'est une cure de jouvence qu'il nous faut, de nos institutions, il n'est pas rationnel de laisser ainsi autant de pouvoirs à un seul homme à la tête de chaque État, il n'est pas rationnel d'ailleurs de laisser le pouvoir aux États. Le mal vient de là, de la concentration des pouvoirs, les guerres, les oppressions viennent de là, l'histoire ne ment pas, ce sont ces dictateurs « élus » (ou pas d'ailleurs la plupart du temps) qui les provoquent, les entretiennent.

Les démocraties représentatives ne sont représentatives que par le nom ! Elles ne représentent plus que la caste mafieuse qui leur permet d'être au pouvoir, la finance, le capitalisme, la magouille et bientôt le retour du nazisme tous azimuts.

Urgence pour l'humanité

Alors oui, il y a urgence, il y a urgence pour la santé de notre humanité tout entière, à Gaza, en Ukraine, et de tous les pays en souffrance ou les conflits ou dévastations comme à Mayotte laissent les pauvres gens en détresse, il y a urgence de prendre en main nous-mêmes la survie de ces peuples, car les États les laissent au mieux dans leur pauvreté et au pire les jettent dans des guerres inutiles et fratricides.

Si cela continue, nous allons tous et toutes finir à la prison de la Santé, fadas comme on dit chez moi. J'espère qu'on va se ressaisir, qu'on va faire ensemble, qu'on va mettre ces fous dehors, qu'on va s'occuper de nos affaires, l'anarchie ce n'est rien que ça, ce n'est pas plus compliqué, si le mot fait peur, on va dire les libertaires, c'est pareil.

L'anarchie, c'est quand même mieux que de les laisser nous faire la guerre, ça va mal finir, quand ils auront fait péter le nucléaire, ce ne sera plus la peine de penser à ta santé, ni à celle de papa, de maman, ou du petit, de la petite.

Alors je te dis qu'il faut maintenant et demain qu'on s'occupe de faire nous-mêmes.

De faire la révolution dans la joie.
À bientôt mes camarades,

Jean-Jean de Garrigues



S'EMPOISONNER AU TRAVAIL

Victime de l'ozone

L'ozone, on n'y pense pas. On se dit que c'est dans l'atmosphère, qu'il en faut pour nous protéger des rayons solaires, que parfois il est question de trou dans la couche d'ozone... qu'on en utilisait dans les piscines pour assainir... un gaz plutôt utile. Et puis on apprend que les photocopieurs, mais aussi nos imprimantes laser en émettent et que ce n'est pas terrible du tout pour nos voies respiratoires. L'INRS¹ a édité une fiche spécifique (fiche toxicologique 43, édition juin 2024) et des articles sont parus dans *Travail & Santé* et dans *The Lancet*.

Pour ma part j'en ai entendu parler par hasard en rencontrant Jean-François Michel. Celui-ci, sous le nom de Yaset, anime depuis 1967, sur Cherbourg, le plus vieux fanzine français qui paraît toujours : *Quetton*². Un fanzine qui mêle informations, poésies, surréalismes, collages, chroniques, critiques... selon l'humeur des intervenants.

Jean-François a commencé sa carrière à l'Arsenal de Cherbourg où on sait que les bateaux étaient bardés d'amiante. Au mois de novembre 1999, alors qu'il a cinquante ans et qu'il a quitté l'Arsenal depuis longtemps, la médecine du travail, après bien des examens, lui trouve une asbestose et des épaississements pleuraux avec une incapacité de 8%. Jean-François se retrouve donc sur la longue liste des victimes de l'amiante.

Découvrant cela, Jean-François demande un poste aménagé à la mairie qui l'emploie. En décembre 2000, on lui propose un poste de « photocopieur en nombre » pour les Services et Associations de la mairie pour le pôle « courrier/archives/documentation ». Déjà échaudé par l'amiante et plutôt servi côté poumons et système respiratoire, Jean-François lance une alerte lors d'un CHS sur les problèmes liés à son nouveau poste de travail.

Très vite, toux, maux de tête et dyspnées³ de plus en plus fortes se multiplient.

En septembre 2001, durant un tirage très important de photocopies, une nou-

velle et forte dyspnée de Jean-François pousse ses collègues à appeler SOS Médecin.

Jean-François demande alors un nouveau poste, mais la mairie ne propose que des postes du même ordre dans une atmosphère équivalente. Les médecins du travail, ou pneumologues ont beau dénoncer le fait que « au fil des mois, Jean François Michel est devenu allergique à maints produits irritants », les années passent.

La mairie ne manque pas d'air

En 2007, Jean-François est toujours au même point au niveau professionnel, mais son état de santé s'aggrave : toux chronique, épisodes dyspnéiques, asthme atopique... Et même si le CHU et les professionnels dénoncent l'aggravation de son état de santé, la mairie ne veut toujours rien entendre.

En février 2008, la mairie restant sourde, Jean-François est placé en *Congé Longue Maladie* jusqu'à sa retraite, pour dépression!⁴ Ce qui n'a rien de honteux, mais qui n'est pas le sujet.

Ceci n'empêche pas Jean-François et son médecin de faire une seconde demande de reconnaissance en Maladie professionnelle. Demande rejetée à nouveau par la mairie.

Une fois en retraite, en 2011, Jean François continue pourtant à souffrir d'asthme et d'atopie aggravée. « *Comme rien ne semble ébranler mon employeur,*

je saisis le tribunal administratif de Caen, accompagné par un avocat et le syndicat FO (majoritaire dans le département) ».

Tout cela dure des années, même si les différents médecins et spécialistes reconnaissent la bronchite chronique et l'asthme (HRB) permanent.

Responsable mais pas coupable

En mars 2017, le tribunal administratif de Caen donne raison à Jean François Michel et condamne la mairie à lui verser 20 000 €. Évidemment, la mairie fait appel. En octobre 2018, il est débouté par la Cour d'appel Administrative de Nantes.

Cela s'est terminé devant le Conseil d'État en 2020 et c'est la victoire pour Jean-François Michel. La mairie est condamnée à payer 20 200 €, pour « responsabilité sans faute », ce qui est plutôt fort de café quand on sait qu'en son temps ce poste avait été signalé « danger grave et imminent ».

On se doute que la mairie a vraiment tardé pour verser cette somme.

Jean Pierre Levaray

1. Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles - association loi de 1901, à but non lucratif, créée en 1947 sous l'égide de la Sécurité sociale.

2. Revue *Quetton*, BP 344, 50100 Cherbourg en Cotentin. yasetrevuequetton007@gmail.com. Un nouveau numéro est prévu pour décembre-janvier.

3. Essoufflement ou dyspnée : sensation d'une respiration difficile et inconfortable ressentie dans une situation qui normalement n'entraîne aucune gêne respiratoire

4. Plus tard, il apprendra, contacté par 12 ou 15 autres personnes, touchées elles aussi par l'ozone ont été placées en CLD « pour dépression »

« PARLE À MON MINISTRE, MA TÊTE EST MALADE »

Misère de la psychiatrie, psychiatrie de la misère

L'hôpital public en France, ce n'est un secret pour personne, est en grande souffrance. La psychiatrie, au sein de ce dernier, en est le parent pauvre. Darrieussecq, éphémère ministre de la Santé et de l'Accès aux soins sous le gouvernement réactionnaire Barnier, annonçait cent millions pour la psychiatrie. Au-delà de savoir ce que réserve le gouvernement d'extrême centre de Bayrou pour son budget 2025, les syndicats de ce secteur de soins dans un communiqué intersyndical USP-IDEPP-SPH-SPEP de novembre 2024 estimaient leurs besoins à dix fois plus.

Dans un contexte où toutes les études sérieuses montrent un très net fléchissement de la santé psychique des habitants de notre pays, les ministres se paient de mots en faisant l'aumône à un secteur surchargé, débordé. Les murs sont poussés depuis longtemps et, désormais, les soignants en sont à laisser les gens décompenser chez eux, à faire sortir des personnes en souffrance psychique sans logement, en croisant les doigts pour qu'il n'arrive rien.

Les dernières politiques en la matière étaient de privilégier les soins hors l'hôpital, à domicile. Pourquoi pas, après tout. Abattre – cette fois – les murs des asiles historiques, permettre aux gens malades de ne pas se couper du reste de la société, aurait de la pertinence. Si les moyens suivaient... Ce qui, évidemment, avec un gouvernement capitaliste aux manettes, n'est pas le cas. C'est, en effet, pour les financeurs, surtout un prétexte pour pouvoir fermer des lits.

Tristes moyennes

Dans ces établissements, les génies aux commandes, qui sortent de moins en moins du monde médical, mais de plus en plus d'écoles de *management*, de trucs et de machins modernes où se fabriquent en série les ronds-de-cuir qui n'ont pas vu l'ombre d'une blouse ou d'un malade, tracent des lignes et tripotent des colonnes Excel, au calme

dans leurs bureaux, tandis que deux étages plus bas, des soignants débordés, en sous-nombre, tentent de maintenir les services à flot. Récemment, par exemple, pour certaines structures, il a été calculé des moyennes d'occupation des lits. Les moyennes, dans pas mal de domaines, on en a vu la pertinence et surtout les limites. Si Bernard Arnault entre dans un bar-tabac de Nogent-Le-Rotrou acheter un *Mégagoal* à gratter, la moyenne du patrimoine des clients flirte avec le milliard. Et pour le coup, ça ne veut strictement rien dire. Eh bien, pour autant, dans les usines à pressurer les « ressources humaines », les moyennes d'occupation des lits, bien fluctuantes, sont devenues les seuils maximums d'accueil. Et quand ces moyennes sont dépassées, par exemple sous les effets dévastateurs de confinements en série, lors d'une pandémie, sur la santé psychique des gens ? Il ne reste plus qu'à applaudir les soignants sur les balcons, cette courageuse première ligne (à laquelle on envoie cependant les gendarmes au petit matin quand ces infirmiers et infirmières refusent l'adhésion obligatoire à un ordre inutile et même néfaste à l'exercice de leur profession, mais c'est un autre sujet, déjà traité dans un numéro précédent).

Jadis...

Il y a une grosse décennie, il était encore possible aux soignants de prendre et de laisser le temps. Prendre le temps

pour soigner, accompagner. Et le laisser aux patients pour qu'ils récupèrent des tempêtes psychiques traversées, pour que les troubles s'apaisent, que les malades arrivent à gérer leur pathologie, à vivre avec, ressortent plus sereins, guéris ou renforcés de leur séjour hospitalier... Désormais, ces temps-là, vu que visiblement, c'est de l'argent (pour d'autres), n'existent plus. Dès les premières timides améliorations de l'état du patient, c'est dehors ! Il faut faire de la place, vu la liste d'attente. Jadis, des sans-domiciles en souffrance, des demandeurs d'asile à la rue qui décompensaient suite aux persécutions et aux affres d'un voyage qui avait tout d'un passage en enfer, pouvaient espérer rester un peu, au chaud, au calme, auprès de soignants qui les aidaient. Ce n'est plus possible depuis longtemps. Il arrive que des personnes sans logement, bourrées de cachetons pour les faire tenir, soient déposées à la gare et laissées à elles-mêmes, dans toute leur vulnérabilité, dans cette jungle qu'est la rue. Ne tirons évidemment pas sur les professionnels de santé, ils en sont malades, de ces injonctions paradoxales, de ces gestions à la hache de leurs services.

Une médecine à deux vitesses qui fonce dans le mur

Mais, qu'on se rassure, si on a les moyens, on peut voir un psychiatre ou un psychologue rapidement. Les praticiens libéraux, à 50 balles de l'heure non remboursées, les cliniques privées, ils accueillent, ils reçoivent. Bon, si vous n'avez pas les fonds ou la couverture sociale adéquate, il reste les semaines d'attente pour rencontrer un professionnel dans votre centre médico-psychologique surchargé. Voire des mois, pour les enfants en souffrance. Partout, les soignants se mobilisent, tentent de se faire entendre, débraient, font grève, mais dans une généralisation de



MARDI 4 SEPTEMBRE 2018, À L'HÔPITAL PSYCHIATRIQUE PHILIPPE PINEL D'AMIENS, LES SALARIÉS ENTAMENT LEUR 82E JOUR DE GRÈVE.



SUR LE PIQUET DE GRÈVE DEVANT LE CENTRE HOSPITALIER.

la tarification à l'acte, dans la logique absurde de rendre les hôpitaux rentables, ils sont ignorés par les pouvoirs publics. La seule réponse des politicards est de les stigmatiser, de leur reprocher des taux d'absentéisme fictifs et de chercher à exploiter plus encore les fonctionnaires, avec les trois jours de carence, les énièmes journées de solidarité et autres non-revalorisations des salaires, dépassés depuis Mithras par l'inflation.

Et nos gamins ?

C'est peut-être le pire, dans l'histoire. Les jeunes ne vont pas bien. Les adolescents (11-17 ans) et les jeunes adultes (18-24 ans) sont les plus concernés dans la dégradation de la santé mentale des Français et Françaises. La hausse du recours aux soins d'urgence pour

troubles de l'humeur, idées et gestes suicidaires, dans cette frange de la population, a fortement augmenté durant les années 2021 et 2022 pour rester stationnaire depuis, à un niveau élevé et chez les jeunes adultes, elle a même continué en 2023, selon *Santé publique France* et l'étude des données de surveillance (urgences hospitalières du réseau OSCOUR¹ et associations SOS Médecins) et des données d'enquêtes (Baromètre de *Santé publique France*, Enquête sur la santé et les consommations lors de la Journée d'appel et de préparation à la défense ESCAPAD). Dans la précipitation, le gouvernement a déposé son traditionnel emplâtre sur jambe de bois en tentant de rendre les psychiatres plus accessibles, mais y a-t-il eu pour autant davantage de lits créés ? Davantage de moyens ? De personnels ? Que nenni.

« Vous voulez que je fasse de la dette supplémentaire ? » comme le demandait il n'y a pas si longtemps Fillon à des équipes de soignants épuisés. Les logiques comptables prévalent, ces mêmes logiques qui conduisent à la chute libre de notre système de santé au niveau mondial. Selon l'étude *Mirror, Mirror 2021 - Reflecting Poorly : Health Care in the U.S. Compared to Other High-Income Countries*, le Commonwealth Fund classe la France désormais 8^e, à trois places des USA. Dans d'autres, nous sommes tombés, en quelques années, de la 1^{re} place à la 20^e.

Un système qui n'a que faire de l'avenir

Travaillerons-nous mieux quand nous serons tous et toutes malades ? Dans un monde où les violences sociales et du monde du travail s'accroissent, où le stress, l'écoanxiété frappent de plein fouet, la bourgeoisie aux commandes d'un système capitaliste n'a que faire de l'avenir, même proche. La vente à la découpe de notre système de soins génère ses profits ? Elle s'empresse d'étiqueter nos structures de soins et d'en organiser les soldes. Qu'importe si elle saccage ce bien commun qu'est notre système public de santé, obtenu de haute lutte. Qu'importe si les futurs exploités sont mal dans leur peau, la bourgeoisie trouvera toujours un moyen de coercition pour les faire bosser. Un travailleur malheureux qui n'a même plus la force de se syndiquer, de lutter, de penser des alternatives, c'est peut-être là son « collaborateur » idéal.

Il ne faudrait quand même pas, comme le déplorait Éric Woerth, « appauvrir les milliardaires »...

Julien Caldironi
Individuel FA 49

1. Organisation de la Surveillance Coordonnée des Urgences)

VEILLER AUX VIEILLES

« Ma voisine de chambre est morte, je n'sais pas qui l'on mettra'... »

Florence Fortin-Braud, aide-soignante après avoir été aide à domicile, témoigne que vieillir est une affaire de femmes. En effet, trois éléments se conjuguent. D'abord, les femmes âgées dépendantes sont plus nombreuses que les hommes du fait de la différence d'espérance de vie. Ensuite, les aides à domicile sont principalement des femmes. Et enfin, les personnels des EHPAD ou de toute institution médico-sociale sont largement féminisés.

“L'écrasante présence des femmes dans les métiers du soin et des femmes vieillissantes dans les EHPAD n'est pas le fruit du hasard ou d'une pyramide des âges jouant en faveur du sexe féminin. C'est aussi un système, soigneusement entretenu par l'éducation genrée, la domination masculine, et un rapport de force en faveur des hommes, grands gagnants au jeu des métiers et de la dépendance.”

Les personnes âgées, beaucoup de femmes

Non seulement l'espérance de vie des femmes est supérieure à celles des hommes, mais l'espérance de vie sans incapacité est aussi différente. En 2024, en France, l'espérance de vie à la naissance est de 85,3 ans pour les femmes et de 79,4 ans pour les hommes. Mais ce qui apparaît aussi très important, pour chacun d'entre nous, c'est l'espérance de vie sans incapacité. C'est-à-dire le nombre d'années que peut espérer vivre une personne sans être limitée dans ses activités quotidiennes. La DREES estimait en 2023 (sur une population uniquement en Métropole, en « excluant » les DROM-COM!) qu'une femme de 65 ans en bonne santé peut espérer vivre 12,1 ans sans incapacité et 18,5 ans sans incapacité sévère et que pour un homme, l'espoir de vivre sans incapacité est de 10,5 ans et 15,8 ans sans incapacité sévère.

Aujourd'hui, dans les EHPADs, les femmes sont plus nombreuses à tout âge, mais particulièrement à plus de 90 ans : 579 femmes pour 100 hommes. À dépendance égale, les hommes restent plus longtemps à domicile. Les hommes meurent plus jeunes certes, mais ils ont souvent des conjointes plus jeunes et se remettent en couple plus souvent que les femmes après une séparation ou un veuvage, et c'est avec des femmes encore plus jeunes que la première conjointe. Ainsi, en vieillissant, les hommes sont plus souvent en couple, et donc peuvent bénéficier du soutien d'une aidante, sa conjointe ! À 80 ans, les deux tiers des

hommes sont en couple, seulement 21% des femmes le sont. Et donc les femmes se retrouvent plus souvent seules ou avec un conjoint plus âgé : ne pouvant compter sur leur conjoint, elles font plus souvent appel à une aide extérieure, elles représentent ainsi les trois quarts des bénéficiaires de l'APA (aide personnalisée d'autonomie).

Les aidants, majoritairement des femmes

Quant aux aidants, 57% sont des femmes, dont plus de la moitié réduisent leur temps de travail (29% des hommes) pour concilier travail et aide, et dont 38% sont à la retraite (57% des hommes). Les personnes aidées sont soit un parent (38%), soit un enfant (19%), soit un conjoint (15%), un frère ou une sœur (8%) ou une autre personne (20%). L'aidant-e est celui ou celle qui vient en aide, et de manière non professionnelle, à une personne vulnérable, âgée ou handicapée. Les stéréo-



1. « ...Faut s'entendre avec les autres, on est comme au pensionnat. »

Extrait de *Rue basse de Nanteuil*
de Chantal Grimm

types de genre ont la vie dure, ici aussi. Les domaines d'aide relèvent du soutien moral, des activités domestiques, des tâches organisationnelles et du soutien financier. La répartition entre femmes et hommes assigne davantage les femmes aux activités domestiques et de soin, et bien moins dans les tâches administratives. Les qualités de *care* semblent plus « naturelles » chez les femmes, habituées qu'elles sont à prendre soin de la maison, des enfants, des malades, des aîné-es, voire du conjoint. L'aidance n'est que dans ce continuum d'éducation genrée. Outre son coût financier non négligeable (perte salariale en période active qui se répercutera sur la pension de retraite), l'aidance peut également avoir un impact sur la vie sociale et relationnelle. Près de la moitié des aidantes ressentent une charge mentale trop importante : manque de temps, fatigue physique et émotionnelle, en plus des risques psychosociaux du milieu de travail. Autre impact, l'isolement, car comment accepter une sortie ou partir en vacances quand l'aidé-e demande une attention quotidienne ? Qui peut prendre le relais ? En outre, les aidantes se pré-occupent plus de la santé de l'aidé-e et de leurs proches, que de la leur. « *Elles, les filles, belles-filles, épouses et sœurs... prolongent leur statut d'aidante jusqu'au bout, parce que l'aide à la personne en perte d'autonomie ne cesse pas aux portes de l'EHPAD* ».

Les soignantes : où sont les hommes ?

Dans tous les métiers du soin et du lien, les femmes sont plus nombreuses : ces métiers représentent 4 millions de salariés, et ce sont des femmes à une écrasante majorité. Elles représentent sur l'ensemble des effectifs 82 % pour les infirmières libérales, 87 % pour les infirmières hospitalières, 91 % pour les aides-soignantes et 95 % pour les aides à domicile. Dans les EHPAD, ce sont les aides-soignantes qui sont les plus présentes auprès des personnes accompa-

gnées. Même le métier de masseur-kinésithérapeute se féminise à 69 %. Quant aux emplois de direction, dans ces mêmes établissements, les femmes représentent 62,50 % des postes en 2022. Si bien que Florence Fortin-Braud répond à la question, « *Où sont les femmes ?* » : « *Avec les femmes qui ont besoin d'elles !* »

Être une femme, c'est avoir des « problèmes » typiquement féminins : règles douloureuses ou non, endométriose, grossesse, ménopause. Pas facile de les gérer quand on porte une personne, quand on ne peut la laisser seule, pour soi-même se rendre aux toilettes. Et puis, il faut veiller à s'habiller en conséquence, pas de robe ou de salopette, pas de sous-vêtements foncés se voyant à travers les tuniques et pantalons blancs des tenues hospitalières. Quant aux aménagements de poste de travail en cas de grossesse ou d'allaitement, ils ne sont guère faciles à organiser, et bien souvent le rythme des contraintes physiques et les risques de chutes sont autant de situations rencontrées au cours de la grossesse. Autre caractéristique, celle d'être mère et d'assumer le plus souvent seule bon nombre d'événements : enfant malade, charge mentale du foyer, trouver une nounou qui accepte les horaires atypiques d'une soignante avec les changements de dernière minute, alors il y aura des kermesses ratées, des spectacles de fin d'année zappés et un Noël sur deux travaillé. Et les aides-soignantes ne tiennent guère longtemps face aux troubles musculosquelettiques, la charge émotionnelle, la perte de sens, usées avant l'heure de la retraite. La durée moyenne de carrière se situe entre onze et quinze ans en 2020 selon une enquête Défi Métiers en Île-de-France, avec des incidences sur la pension de retraite faute de reclassement adapté.

Soigner dans la sororité

Une autre idée développée par Florence Fortin-Braud, celle de réfléchir à un travail en sororité : les femmes vieillissantes, aidantes et soignantes seraient-



elles unies par un enjeu collectif, celui d'une « *société bienveillante envers les vieilles personnes, respectueuse de ceux et celles qui en prennent soin* » ? En fait, les rapports verticaux, plutôt qu'horizontaux, se révèlent dans la dépendance de la femme âgée envers l'aidante, dans la subordination de la soignante à la dirigeante, dans la méfiance de l'aidante envers la soignante : mais aussi des femmes de générations et de valeurs différentes. « *Des femmes qui ont connu – le devoir conjugal – pour les unes et #MeToo pour les autres. Du mariage religieux au mariage pour tous, de la femme au foyer à la femme libérée, les jeunes, vies et vieilleses [...] sont radicalement différentes, et il y a fort à parier que celles des futures filles et femmes le seront tout autant* ».

Et pourtant, elles partagent un même dénominateur commun : leur genre ! « *Soignante, aidante et vieillissante, je veux vivre et vieillir en liberté, jusqu'au bout* »

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard

Florence Fortin-Braud,
Vieillir, une affaire de femmes ? Femmes âgées dépendantes, aidantes et soignantes, éd. Berger-Levrault, 2024. Invitée sur Radio libertaire, 89.4, dans l'émission Femmes libres le 4 décembre 2024.
<https://emission-femmeslibres.blogspot.com/2024/12/edith-dircksey-cowan-vieillir-une.html>

INSEE, *Espérance de vie à divers âges*, 16.01.2024.

DREES, *L'espérance de vie sans incapacité*, E&R n°1323, décembre 2024.

DREES Méthodes, *Démographie des infirmières et des aides-soignantes*, n°15, juin 2024.

TOUBIB OR NOT TOUBIB. J'EXPIRE

Urgences (12/09/2024)

19 h 00.

Une douleur dans la poitrine. Dans le thorax plus exactement, et qui irradie jusque dans le dos. J'ai jardiné en fin d'après-midi, mais il ne me semble pas que j'ai fait tant d'efforts que ça.

Il y a un peu plus d'un an, je me retrouvais aux Urgences cardiologiques pour de l'arythmie, je n'ai pas trop envie d'avoir un nouveau problème surtout que cette fois, ça fait mal et ça ne veut pas passer. J'ai comme un étau qui presse ma poitrine et je n'arrive pas à trouver une position qui me soulage. B., ma compagne, appelle le 15. Voix féminine qui me passe un médecin. Questions classiques. Il me dit qu'il m'envoie une ambulance.

À peine quinze minutes plus tard, on entend la sirène d'une ambulance et on voit les lumières bleues. Ce qui renvoie ma compagne à de vieux souvenirs dramatiques. Je vais accueillir les ambulanciers devant le portail, ça ne leur plaît pas trop : il faut rester allongé en les attendant.

« Pin Pon »

C'est un couple d'une quarantaine d'années plutôt sympathique. Je monte dans le fourgon où ils m'installent sur la civière. La femme me prend la tension, mais doit s'y prendre à plusieurs fois et avec différents instruments, car ils n'indiquent pas les mêmes chiffres. Il semblerait que j'ai 17/9. Je m'aperçois que je n'ai plus mal. Peut-être m'ont-ils placé dans la bonne position.

Ensuite on décolle et c'est la femme qui conduit. Le type me pose des questions pour le dossier. Parmi ses questions il y a celle-ci : « Avez-vous eu une mauvaise nouvelle aujourd'hui ? »

– C'est vrai que ce matin, j'ai appris le décès d'une ancienne amie qui avait des problèmes cardiaques. » Alors il me regarde avec un petit sourire plein de sous-entendus : « Tiens tiens, justement... »

La sirène est en marche « On doit la mettre lorsque ça touche au cœur. »

Le trajet est rapide. « C'est parce qu'il n'y a plus de circulation ? »

– Non, avec la sirène c'est toujours pareil. C'est d'ailleurs spectaculaire dans les bouchons. Je suis toujours impressionné par toutes ces voitures qui s'écartent devant nous et qui permettent qu'on avance. »

Arrivée aux Urgences.

Tout va très vite. Pas besoin de montrer patte blanche au gardien ni de passer par l'accueil. Tout est prêt. Je suis transféré sur un autre brancard du personnel médical, presque sans m'en rendre compte. Je n'ai même pas le temps de dire au revoir aux ambulanciers qu'une jeune femme me pousse dans les couloirs.

Tout va toujours très vite et je suis dirigé dans une pièce où une autre jeune femme assise à son bureau regarde son écran. Elle est brune, à peine trentenaire et plutôt jolie.

Il est 19 h 30.

Aussitôt elle me place les électrodes pour un électrocardiogramme. C'est rapide, on parle un peu. J'ai un peu d'arythmie, mais ça n'a pas l'air catastrophique.

Quelqu'un vient me chercher et me conduit de nouveau à travers les couloirs. C'était pourtant il y a 18 ans, mais je reconnais l'endroit où mon père avait été placé pour qu'on l'accompagne dans ses dernières heures.

Vol au dessus d'un nid de patients

Dans ces couloirs, il y a beaucoup de monde installé sur des brancards ou des fauteuils roulants. Beaucoup de personnes très âgées. C'est comme si on avait amené les résidents d'un EHPAD. Il y a deux hommes et trois femmes, tous les cinq portent comme une chemise de nuit blanche. Ils sont très pâles et avec leurs cheveux blancs, on dirait que tout

cet alignement a été roulé dans la farine. Il y en a d'autres dans des chambres, tout aussi vieux. Ils appellent sans arrêt le personnel et les voyants rouges clignotent au-dessus de toutes les portes.

On me place dans un coin du couloir juste en face du bureau du personnel et à côté d'un laboratoire.

Pas loin de moi, une femme, très âgée également, assise dans un fauteuil roulant, n'arrête pas de crier et de se plaindre : « J'veux partir, j'veux qu'on me soigne. J'ai mal. Je veux partir. J'ai 92 ans... » Elle n'est pas en chemise de nuit, mais porte un gilet en laine à rayures pastel.

Dans le bureau, une voix féminine dit à ses collègues : « Faut qu'on s'occupe d'elle en priorité. »

Comme le temps des Urgences est un temps suspendu, elle attendra deux heures.

Je passe à la radio

Quant à moi, j'ai la visite d'une jeune interne qui porte un masque anti-Covid. Elle me pose de très nombreuses questions. Aussi bien sur ma santé que sur ma vie. Elle est gentille et dans l'empathie.

Lorsqu'elle se retire, c'est une autre infirmière, plus âgée, qui me demande de descendre du brancard pour passer une radio.

Cette infirmière semble très pressée, car il faut la suivre presque au pas de course. Le problème c'est que je ne suis pas le seul à l'accompagner. Elle a entraîné une autre de mes voisines de couloir. Celle-ci ne va pas bien. C'est une femme à l'âge indéterminé de type antillais, elle a des poches noires sous les yeux et ne quitte pas un sac en plastique orange dans lequel elle doit avoir mis des vêtements et qu'elle traîne partout. Elle avance très lentement, les yeux dans le vague. Nous la distançons.

L'infirmière me fait entrer dans une pièce où m'accueille une radiologue. Pendant ce temps elle va chercher la retardataire.



Je passe donc une radio du thorax. C'est rapide. Je me renseigne si on voit quelque chose. Pas très loquace, cette femme me dit que ce sera au docteur de voir. Bon...

Je me rhabille et sors.

Sauf que l'infirmière qui m'avait amené jusque là est partie. Je me retrouve seul dans ces couloirs qui se ressemblent et je me perds. Pas trop longtemps, car je demande mon chemin à une aide-soignante qui passait par là.

Plus qu'à attendre...

Je reprends place sur ma civière et ouvre le livre que j'avais attrapé avant de partir. C'est un peu compliqué, car il y a pas mal de bruits et de passages. Je suis le seul à essayer de lire. Les quelques rares plus jeunes ne sont pas sur leur smartphone.

Une nouvelle infirmière vient me voir. Qui dit qu'il y a un manque de personnel? (je rigole). Encore une qui vient m'avertir. Je vais avoir la visite d'un autre infirmier pour une prise sang. « Il faut compter deux heures pour avoir les résultats.

- Ça veut dire que je sortirai vers minuit...

- Comptez plutôt une heure. »

Elle s'en va juste quand mon fils m'appelle pour demander si je veux qu'il m'amène un truc à manger. Je lui dis que non. Et de toute façon, on ne peut plus être accompagné aux Urgences.

Les brancards ne cessent de voyager en fonction des arrivées et des placements éventuels dans d'autres services. Maintenant, ceux (surtout des hommes) qui arrivent sont plus jeunes et ont des blessures ou sont vraiment dans le coaltar.

Je commence à faire la différence entre aides-soignantes (liseré jaune), infirmières et internes (leur blouse est ouverte). Il y a une femme dont le liseré de sa blouse est vert, mais je n'ai pas compris son rôle.

Il y a aussi ce grand type, blouse blanche ouverte sur un marcel, stéthoscope autour du cou, qui arpente les cou-

loirs sans arrêt, faisant des allers-retours tels qu'il doit dépasser les 10 000 pas quotidiens.

« C'est le tango des bouchers de la Villette... »

Arrive l'infirmier pour la prise de sang. Il transporte avec lui du matériel dans une petite boîte en plastique transparent et une poubelle jaune pour collecter les aiguilles et le matériel utilisé.

Il semble jeune, a le crâne rasé et une barbe rousse dépasse de son masque anti-Covid.

Il s'installe pour me piquer le bras gauche. Aïe. Normalement je ne sens pas grand-chose, mais cette fois il me fait carrément mal.

« J'ai coupé la veine, me dit-il.

- Vous l'avez transpercée ?

- Oui c'est ça. Vous aurez un hématome ».

Il essaie de pomper le sang malgré tout, mais ça ne vient pas suffisamment. « Je dois piquer plus loin. »

Ce qu'il fait, quelques centimètres au dessus, sur le même bras. C'est fou, ce type est un boucher, il me fait vraiment mal. Mais il semble obtenir la quantité de sang voulue.

Lorsqu'il s'en va, je sais que j'en ai encore pour deux heures. Autant essayer de lire. Toujours beaucoup de mouvements, de transferts de civières. Un type, avec une tête à faire peur, les sourcils

en accent circonflexe, fait lui aussi des allers-retours sans arrêt, traînant avec lui son porte-perfusion. Un autre, très grand, pas loin des deux mètres, marche avec le regard perdu, comme s'il se demandait ce qu'il fait là. Je l'ai déjà croisé plusieurs fois, zonant avec d'autres pensionnaires du foyer d'accueil pas loin de chez moi.

La java des chaussettes à clous

Et puis, arrive une nouvelle civière sur laquelle est étendu un jeune homme de 18 ans environ. Il fait des grimaces, mais je ne vois pas de blessure ni quoi que ce soit d'autre. Derrière l'infirmier, quatre pompiers, trois types costauds portant chacun un sweat à capuche sous un blouson en cuir ou en Jean's et arborant un revolver sur le côté (l'uniforme de la BAC, trop facilement reconnaissable), suivis de quatre flics en uniforme et portant un gilet pare-balle.

J'apprends plus tard, par les ragots du couloir, que le jeune homme a dix-sept ans, qu'il survit dans la rue et qu'il a tenté de cambrioler une maison à Petit-Couronne. Le problème pour lui c'est que les propriétaires étaient là. Il y a eu bagarre. Il a mordu et tapé. Le proprio quant à lui a attrapé un couteau dans la cuisine et lui en a donné un coup dans la cuisse.

Lorsque la BAC et les pompiers partent, les quatre policiers restent pour ●●●

TOUBIB OR NOT TOUBIB. J'EXPIRE

URGENCES (12/09/2024)

... le restant de la nuit et font leur ronde dans les couloirs des Urgences.

Toubib or not Toubib

Il y a les médecins qui passent enfin. Sauf qu'ils vont dans le bureau, sans doute parler avec les internes, et ne restent pas. Ils sont pressés. Du moins c'est le sentiment qu'ils semblent vouloir faire passer. Ils ne regardent pas les gens qui attendent dans les couloirs.

Pareil : facile de reconnaître les médecins : leur blouse blanche est beaucoup plus longue. Elle arrive presque à la cheville. Parmi ces médecins, il y en a un qui est originaire d'Afrique. Peut-être qu'il veut prouver qu'il est vraiment un médecin. C'est le seul à arborer un duffle-coat de mandarin qui, lui aussi, arrive aux chevilles.

Le temps semble passer de plus en plus lentement. À minuit, l'interne qui m'avait posé plein de questions, sort du bureau habillée de ses vêtements de ville. Elle a fini sa journée. Elle est vraiment jeune. Elle me fait un petit au revoir du bout des doigts ainsi qu'un léger sourire compatissant.

La femme antillaise allongée à côté de moi n'est plus seule, sa mère est arrivée un peu plus tôt avec une barre de Tweet et une canette d'Ice tea. Une interne lui annonce que l'ambulance vient la chercher pour la reconduire à l'HP, d'où elle vient. La femme se laisse faire sans difficulté.

Same saigneur shoot again

J'en ai vraiment marre. Je descends de ma civière pour voir du côté des internes s'il y a du nouveau. Le type, un mec sympa, la trentaine et petite barbichette, me dit qu'il n'y a rien et se renseigne. Un peu plus tard, il m'apprend que l'échantillon de mon sang n'était pas utilisable et qu'il vaudrait mieux recommencer.

L'interne me dit que je peux faire le choix de partir, mais on ne saura pas s'il y a eu un problème au niveau du cœur ou on recommence, mais il faudra attendre deux nouvelles heures pour avoir les



résultats. Évidemment j'accepte que l'on recommence. « Ce sera avec le même infirmier ? » Je demande. L'interne me répond par une petite grimace qui veut tout dire.

Un quart d'heure plus tard, l'infirmier revient, portant toujours sa petite poubelle jaune. Il me refait le même coup, sur l'autre bras cette fois. Mais il me charcute à m'en faire crier.

Après, attendre, toujours.

Nous ne sommes plus que deux sur des civières dans ce couloir. Ça doit être pour ça que les lumières viennent de s'éteindre. Il ne reste que des lampes à faible consommation qui ne me permettent plus de lire.

De ce fait, je regarde mon téléphone. Comme j'avais posté sur Facebook que j'étais aux Urgences, beaucoup d'« ami.e.s » m'ont envoyé des messages de sympathie et pour me dire que j'arrive à un âge où il faut lever le pied.

Dernière rencontre

Et puis il y a ce type. Un âge indéterminé, entre 18 et 30 ans. Je l'avais vu à son arrivée, complètement dans les vapes et j'entendais que c'était la quatrième fois qu'il se retrouvait aux Urgences en moins d'une semaine.

Maintenant, il est debout, à la porte d'entrée du bureau des internes et il interpelle le seul présent. « C'est bon, je pars. » L'interne dit que c'est une mauvaise idée, qu'il devrait rester au moins cette nuit à l'hôpital, qu'on puisse lui passer un scanner.

« Non, c'est bon, j'en peux plus. Ça sert à rien que je reste.

– C'est vous qui voyez et je ne peux pas aller contre, mais vous faites une erreur. »

À ces mots le garçon tend son bras gauche sur lequel a été posé un cathéter sans doute pour le scanner : « Enlevez-moi ça. »

L'interne obéit.

En partant, le mec me dit : « À 18 ans, mes parents m'ont foutu dehors. Je suis qu'une merde. »

Et il s'en va. Je ne peux rien faire pour lui et me sens inutile.

Je ne supporte plus de rester sur le brancard. Je marche un peu, comme les types que j'observais tout à l'heure. Une aide-soignante (avec un liseré rouge, celle-là, j'y comprends rien) me fait des sourires tristes à chaque fois qu'elle me croise.

L'heure de la sortie

Puis arrive l'heure. Je vais dans le bureau, l'interne est toujours-là à regarder ses écrans : « On vient de recevoir vos analyses. » Il me montre des chiffres et des tableaux. « Ça va, tout est bon. Vous pouvez partir. Il faudra faire quelques examens un peu plus tard. »

Je lui demande juste s'il faut passer par le secrétariat. Il me répond que non. Je le quitte. On se dit juste en rigolant qu'on espère ne pas se revoir, du moins ici.

J'enfile mon blouson, je passe un coup de fil à B. qui est restée éveillée, pour qu'elle vienne me chercher.

Je vais jusqu'à la salle d'attente, mais il y fait si froid que je préfère attendre dehors.

Sur le rond-point des Urgences, je vois la voiture qui arrive déjà, avec B au volant...

Il est 3 h 00.

Jean-Pierre Levaray

« [...] DES PAUVRES, ILS SONT SANS DENTS. »

Histoires simples

J' attendais dans la salle d'attente d'un ophtalmo sous la surveillance de la secrétaire médicale. Un baron de la rue est entré, un œil recouvert d'un vague pansement qu'il a enlevé pour montrer l'étendue des dégâts à la matonne.

« Carte de sécu et mutuelle ! »

Il a sorti une carte.

« Nous n'acceptons pas la CMU... »

– Vous avez vu l'état de mon œil.

Nous n'acceptons pas la CMU ! Maintenant, sortez, j'ai du travail. »

Il a baissé la tête, comme en faute, faute de quoi ? Est sorti.

« Annulez mon rendez-vous ! » Le temps de sortir à mon tour, il avait disparu.



Tu l'as ? ou tu ne l'as pas ?

toute légère et toute vieille sans parler du traversin...

Il a donc appelé une aide-soignante pour comprendre le pourquoi du comment d'un tel déséquilibre de traitement.

« Vous n'avez pas de mutuelle... »

Y'en a un peu plus, je vous l'mets aussi ?

Retour à ma cueilleuse de châtaignes. Il paraît que la foudre ne tombe pas deux fois au même endroit, mais l'injustice... Quelques mois après l'histoire du kiné, elle revient me voir sur le marché pour une autre embrouille : toujours bénéficiaire de la CMU, elle va se faire soigner une dent.

Son dentiste ne se pose pas de question, ne juge pas possible de réparer la molaire en question et l'arrache purement et simplement. Dans un tel cas, faut prendre des médicaments contre la douleur ou pour favoriser la coagulation. Elle va donc à la pharmacie avec l'ordonnance de l'arracheur. Le gus en blouse blanche prépare les boîtes prescrites et...

« Je suis désolée, je n'ai pas encore reçu ma nouvelle carte pour la CMU, mais j'ai cette attestation qui prouve que je suis prise en charge... »

— Vous reviendrez quand vous l'aurez reçue. Ça fout rien et c'est même pas foutue d'avoir une carte en règle !

— Je travaille et n'ai pas la chance de gagner autant d'argent que vous. Je profite de personne, moi... »

Le gus lui arrache alors les boîtes des mains et la fout brutalement dehors.

Son histoire terminée, comme d'autres personnes s'étaient jointes à nous, c'est presque en cortège qu'on est allé demander des comptes au marchand de pilules.

Puisqu'on parlait de problème de molaire, pendant des mois j'ai galéré pour trouver un dentiste. « Nous ne prenons pas de nouveau client ! ». Pendant ce temps, la dent souffreteuse était vraiment tombée en ruine. Finalement, une copine propose de prendre sa suite auprès de son dentiste. OK pour moi, elle le prévient et me voilà donc prêt à jouer à la roulette.

J'y vais donc, l'homme masqué en blanc jette un rapide coup d'œil, me dit que c'est trop tard, que j'aurais dû m'y prendre plus tôt et condamne donc la dent à un arrachage immédiat.

« Vous demanderez à ma secrétaire de vous faire une ordonnance pour un analgésique. »

Je vais donc voir la dame qui me donne le fameux papier, me rend ma carte vitale. Je lui demande si je dois quelque chose.

« Non, c'est pris en charge directement par la MGEN. »

À ce moment, passe l'arracheur, entendant le nom de ma mutuelle, fait un arrêt sur image, comprend que je ne suis pas à la CMU comme la copine qui lui avait parlé de moi... sans lui dire que j'étais l'institut de ses mômes.

Les mêmes accès aux soins pour toutes et tous ? Dans la société actuelle, même pas en rêve !

Bernard P.

Groupe d'Aubenas

Elle faisait des petits boulots, du ménage des résidences secondaires à la cueillette des châtaignes vendues à un grossiste pour une bouchée de pain. On se croisait régulièrement sur le marché. Un jour, elle a craqué et m'a raconté une vacherie vécue. Pour des problèmes gynécologiques, elle était allée chez un kiné du coin. Quand celui-ci a su qu'elle était sous couverture CMU, il lui avait fait faire des exercices n'ayant aucun lien avec ses problèmes.

« J'ai eu l'impression qu'il me faisait l'aumône de son temps sans me faire une séance normale que je ne méritais pas avec ma CMU... »

Hôpital, dans une chambre en attendant une opération prévue pour le lendemain. J'étais installé depuis une paire d'heures quand il est arrivé pour occuper le deuxième lit. Très vite, il y a eu comme un malaise. Pas besoin d'observer longtemps pour voir que nous n'avions pas le même traitement : de mon côté une super couette et des oreillers alors que lui avait tiré le lot de consolation ressemblant bougrement à une couverture



Pour une lecture anarchiste de l'affaire Pelicot

Une affaire hautement médiatisée

Entre 2011 et 2020, madame G. Pelicot a subi de multiples viols orchestrés par son mari, Dominique Pelicot. Ce dernier recherchait activement des hommes, par le biais des réseaux sociaux, qui pouvaient violer sa compagne. Le jour où l'un d'entre eux venait, le mari s'assurait d'avoir préalablement drogué sa femme pour que celle-ci soit complètement inconsciente durant le rapport. C'est une cinquantaine d'hommes qui ont été impliqués et condamnés dans cette affaire et dont aucun profil type ne peut être défini.

Cependant, alors que 94 000 femmes sont victimes chaque année de viol ou de tentative de viol, que 99% des violences sexuelles sont commises par des hommes et que 6% des violeurs se voient condamnés : pourquoi y a-t-il eu une si grande ampleur médiatique ? La morale des dominants diffusée par le discours médiatique et la société tend à banaliser et à accepter les autres affaires de viols par un processus de minimisation de l'acte. Cela fait des semaines que les médias et la société traitent de cette affaire, mais que d'autres histoires de femmes violées passent à la trappe, estimées comme moins graves. Un avocat aurait déclaré durant le procès qu'il y a « *viol et viol* ». Mais comment en est-on arrivé à une telle banalisation ?

1. Assignation des femmes à un rôle et domination masculine

Travail reproductif et place des femmes

L'objectif du « réarmement démographique » prôné par Emmanuel Macron dans son discours prononcé le mardi 16 janvier 2024 n'est qu'une formule pour illustrer les besoins économiques et moraux de l'État-nation et de l'Église pour conserver leur puissance et leur autorité vis-à-vis de la société civile. Ce réarmement démographique n'est autre qu'une manière d'inciter les femmes à faire des enfants. Mais quel est le problème de fond ? Le problème étant d'assigner la femme à un rôle procréatif. Cela s'illustre notamment par l'influence de la famille dans le droit français soutenue par une politique économique qui vise à soutenir la procréation.

Par exemple, la PAJE, (Prestation d'accueil du jeune enfant), est une aide qui peut s'obtenir à la naissance de l'enfant jusqu'à ses 3 ans sous condition de bas revenu et qui est à même d'augmenter en fonction du nombre d'enfants (l'aide bénéficiant surtout aux classes populaires jusqu'au troisième enfant et varie de 100 à 200 euros par mois). C'est ainsi que l'État français incite les familles de milieu populaire à faire des enfants qui deviendront par la suite des futurs travailleurs ou futurs soldats de la nation. Le discours moral, quant à lui, est défendu par le courant familialiste en France, composé d'intégristes qui promeuvent le modèle familial traditionnel (dit stable selon eux) par opposition aux autres formes de couples s'éloignant du modèle hétérosexuel.

Des pratiques qui s'inscrivent dans la chair des individus

Dans l'affaire Pelicot, il n'est pas question d'un violeur, mais d'une cinquantaine ce qui montre une diffusion inquiétante chez les hommes de telles pratiques. Il nous faut donc, sans les excuser, nous intéresser au profil des agresseurs et à leur parcours. Et que découvrons-nous, que certains d'entre eux ont vécu les conséquences de certaines institutions et/ou espaces misogynes. Prenons l'exemple concret de l'un des accusés dénommé Cédric G, 50 ans, technicien informatique, ayant reconnu des faits de viols ainsi que la possession d'images pornographiques. Ce dernier s'est vu victime de violences incestueuses durant son adolescence par son oncle. Par la suite, vers la vingtaine d'années, il sera condamné pour violence conjugale.

C'est au total un quart des accusés qui auraient confié avoir subi des violences sexuelles dans leur vie, ce qui n'a pas étonné le psychiatre Laurent Laillet qui a expertisé en majorité ces hommes et dit retrouver ces mêmes chiffres « dans la littérature médico-légale ».

Les violences sexuelles sont principalement commises au sein de la cellule familiale et cela dès le plus jeune âge, puisque caché par le contexte familial et réalisé sur place par des gens dits de confiance. Toutes les 3 minutes, un enfant est victime d'inceste, de viol ou d'agression sexuelle en France. Bien évidemment, ce n'est pas une explication de l'acte, mais elle constitue en soi une situation à risque dans la reproduction des violences sexuelles.

2. Une société qui fonctionne par l'humiliation et la persécution permanente

Gisèle Pelicot a qualifié ce procès « *d'épreuve très difficile* » et pour cause, l'humiliation n'a eu de cesse à son égard. Lors d'audiences, des vidéos d'elle droguée et nue ont été diffusées à la demande de Dominique Pelicot pour se défendre, essayant de prouver que cette dernière pratiquait le naturisme. La défense des avocats des accusés et des accusés eux-mêmes consistait parfois à être expliquée par le taux de testostérone de l'accusé avant et pendant l'acte.

Bref, des séances horribles pour elle qui a tout de même souhaité que les gens puissent voir et analyser cette affaire : « *J'ai voulu, en ouvrant les portes de ce procès le 2 septembre dernier, que la société puisse se saisir des débats qui s'y sont tenus. Je n'ai jamais regretté cette décision* ». Les accusés, quant à eux, ont vu les caméras braquées tout le long du procès sur leur tête par les médias précisant à chaque fois qu'ils étaient « masqués ». Dominique Pelicot sera puni de 20 ans de prison et les peines débutent à partir de 3 ans de prison pour les autres. La famille se dit « déçue » par la légèreté des peines attribuées.



Conclusion

L'affaire Pelicot est du point de vue des médias et de la justice un moment qu'il ne fallait pas louper. Pourquoi ? Parce que cette société qui, comme nous l'avons montré auparavant, participe à créer des violeurs, n'a d'autres choix que de présenter une forme de compromis aux yeux des gens pour montrer qu'elle condamne ces actes laissant à penser qu'elle défendrait les dominés. Que nenni, comme l'a montré la violence du procès. Retenons également que la solidarité de certaines féministes chaque jour à proximité du tribunal ou encore les témoignages que Gisèle Pelicot a pu recevoir de femmes victimes de viols sont plus qu'honorables et lui ont énormément servi pour garder la force de continuer le procès. Néanmoins, anarchistes que nous sommes, nous condamnons toutes les formes de dominations qui puissent exister pouvant selon nous n'amener qu'à une reproduction de la domination, « la vengeance appelle la vengeance ».

Dans le système carcéral actuel, plus la peine prononcée est lourde et plus le taux de récidive de l'acte sera important. Les causes : la surpopulation en prison, le manque de professionnels (psychologues, addictologues...) intervenant ou présents sur place, un manque de formation et de prévention réalisées à l'intérieur des prisons alors que bon nombre d'agressions ont pour origine la consommation d'alcool ou de stupéfiants, un accès aux soins limité... La socialisation actuelle des gens est ainsi le fruit d'une société qui produit et entretient un discours et des comportements violents vis-à-vis des femmes. Pour faire face à la misogynie, voici des pistes de ce que nous anarchistes pouvons revendiquer :

- Formation sur l'origine et les conséquences du système patriarcal

- Dans les groupes, adopter une posture démocratique avec un tour de parole pour permettre à tous de s'exprimer (si besoin)

- Utiliser et/ou dénoncer en fonction du contexte les institutions actuelles pour les pousser dans leurs propres contradictions et révéler leur fonctionnement basé sur la domination et sa reproduction.

Tout en détruisant cette société qui ne peut être émancipatrice pour les individus, nous aspirons également à construire un monde meilleur, puisque nous désirons de meilleurs rapports entre femmes et hommes, qui profiteraient à tous. Je terminerai sur ces mots de Gisèle Pelicot : « *J'ai confiance, à présent, en notre capacité à saisir collectivement un avenir dans lequel chacun, femme et homme, puisse vivre en harmonie dans le respect et la compréhension mutuels* ».

Wail

Groupe Makhno

Le courage et la honte

À la sortie du tribunal d'Avignon, le courage d'une femme, devenue une icône, par sa décision de rendre public le procès de ses violeurs, de refuser la honte d'un huis clos.

Gisèle Pelicot a, par son geste, crevé l'abcès de la culture du viol. La monstruosité de ce qui lui a été fait n'a pas été cachée, comme d'habitude, pour préserver soi-disant l'intimité de la victime, mais en fait préserver l'intimité du public, les bonnes mœurs, l'ordre établi.

Quel courage !

Et quelle admiration pour son attitude de dignité après plusieurs semaines d'un procès épouvantable où ont été étalées les grandes saloperies et les petites bassesses. La rage aussi de voir où nous mènent les réseaux sociaux et la possibilité d'échanger aussi facilement les pires tractations humaines.

Et puis, en face, la honte devant le tribunal.

Ces gens qui soutiennent cette femme admirable en brandissant des pancartes réclamant 20 ans de prison pour tous !

20 ans de prison comme la seule solution ! 20 ans de prison pour les violeurs, bien sûr, mais aussi 20 ans d'exclusion sociale pour leurs familles, pour leurs parents, peut-être pour leurs enfants. 20 ans de punition, comme si cela résolvait quelque chose, comme si cela ferait réfléchir de futurs violeurs !

Comme si nous ne savions pas ce que sont les conditions de vie dans les prisons de notre pays, la surpopulation, la violence, la misère, les rats...

Le nombre infime de prisonniers réinsérés, après toutes ces années, enfermés dans ces poubelles. La plupart prêts à recommencer puisque sans solutions sociales ou sans travail sur eux-mêmes.

Et si on s'en offusque, la réponse, binaire, est toute prête.

Le bien contre le mal. Vous avez honte de réclamer 20 ans de prison pour tous ? C'est que vous soutenez les violeurs, c'est que vous partagez avec eux la culture du viol !

Envie de vomir.

À bas toutes les prisons !

Caillou

Groupe Pierre Besnard



Langue du pouvoir, pouvoir de la langue

Le XVII^e siècle fut un siècle en or pour les écrivaines. Leur succès fut si phénoménal que les hommes furent effrayés de se voir concurrencés. Ces jaloux ridiculisèrent les *Précieuses*. Ce mot était au départ un courant littéraire qu'elles assumaient, en recherche d'un idéal de raffinement des relations et du langage dans les conversations et la littérature¹. Ce courant préconisait, bien avant Anna Mahé, une orthographe simplifiée plus fidèle à la prononciation et fut parfois entendu (auteur au lieu de auteur, répondre à la place de répondre...). Par leur succès, ces écrivaines suscitèrent des haines violentes. À la fin du XVII^e siècle, ce sont des femmes qui ont inventé le genre d'emblée très rentable : le conte de fées, dont le merveilleux a désamorcé les railleries masculines.

Le raffinement du vocabulaire des *Précieuses* fut accusé de mettre en danger la langue française. Les mots au féminin furent peu à peu condamnés par les hommes lettrés. En 1635, le cardinal de Richelieu créa l'Académie française, missionnée pour fixer la langue française, lui donner des règles, la rendre pure et compréhensible par tous. Mézerai, entré à l'Académie en 1643, préféra l'ancienne orthographe, qui distingue les gens de Lettres d'avec les Ignorants et les simples femmes. Pour le grammairien-académicien Vaugelas (1565-1650), le genre masculin étant le plus noble, doit prédominer toutes les fois que le masculin et le féminin se trouvent ensemble.

C'est à ces tristes sires que nous sommes encore sommés d'obéir dans nos écrits.

Homme sweet homme

La première édition du *Dictionnaire de l'Académie française* date de 1694. En quelques années, les règles linguistiques, dans un environnement strictement réservé aux hommes, effacent certains mots féminins. Exit les formes féminines des mots savants comme poétesse, médecine, autrice, peintresse, apprentisse, financière, officière et encore clergesse¹. Fin de doctoresse, commandante, chanteresse, devineresse et tutti quanti. Le mot autrice est rejeté en faveur de l'emploi d'auteur femme ou encore d'auteur femelle. Le virus viriliste inocule peu à peu les mentalités. La masculinisation

de la langue est entérinée. Merci Vaugelas ! Pour qui, dans une suite de substantifs, si tous sont féminins sauf un, le masculin l'emporte pour l'adjectif qui s'y rapporte – et non pas celui du dernier mot le précédant. Vous suivez ?

Au XXI^e siècle, si cheffesse est devenue cheffe, le féminin reste inaudible à l'oral. L'usage de mairesse est remplacé par Madame LE maire, ou la maire ambigu, moins déshonorant pour les élus de la gent virile. Ce masculin dominateur à l'image de nos sociétés est ancré dans nos inconscients au point de le ressentir naturel et inamovible. Le mot autrice était jusque récemment considéré comme moche même si une actrice n'est pas une actrice (prononcer eu). On entend encore Camille Claudel appelée UN sculpteur ou des

femmes nommer une consœur UN écrivain (même sur Radio libertaire), masculin moins disqualifiant, par mépris intériorisé, là où la femme demeure illégitime. Au prétexte de fonction, au masculin, car neutre !

Quand un jeune enfant malade m'a dit que son papa l'avait emmené chez la médecine, il ne parlait pas du métier, mais de la femme qui l'avait ausculté. Il m'a mise en joie et j'espère qu'à l'école ou ailleurs aucun adulte ne prétendra « corriger » son langage. Qu'enfin au quotidien le féminin d'un mot désignera moins souvent un objet qu'une personne (par exemple le marin est un homme de la mer, mais une marine est un tableau de peinture ; un carabin est un étudiant en médecine, une carabine est un fusil, etc²), que la langue n'enfoncera plus le





Retour à la ZAD

clou de la femme-objet adulée par l'imagerie machiste.

Pour une autre future

Au XVII^e siècle les écrivaines étaient presque toutes issues de la haute société, le peuple illettré s'épuisant au labeur. La littérature prolétarienne est très majoritairement masculine. La double journée de tant de femmes leur laisse peu de temps et d'énergie pour écrire.

La programmation informatique du correctif de syntaxe et d'orthographe est au masculin. La domination de l'idéologie masculiniste s'ancre dans les détails. Jamais de *elle était une fois* selon l'accord grammatical, *elle tombe de la neige*, ou *es-tu contente ? Oui je la suis*.

Si le pronom *iel*, apparu officiellement en 2014, n'est pas intégré dans les mœurs, nombre de jeunes emploient spontanément le nouveau mot *celleux*. On entend avec naturel des mots comme *spectateur-ice* sur une radio nationale. La langue dite inclusive balbutie, encore si souvent ressentie comme lourde et moche. Le volontarisme n'efface pas facilement des siècles d'habitude sous l'oppression viriliste. Il faut surmonter les moqueries florissantes vis-à-vis de l'inclusivité.

Souvenons-nous des Précieuses ridiculisées. Acceptons les tâtonnements, les imperfections, en différenciant parfois l'oral de l'écrit. Dans l'écriture, la volonté d'excellence de la maîtrise de l'artisan.e doit s'élaborer dans un esprit égalitaire, masculin /féminin ou autre genre non binaire. Le pouvoir dominant a figé la langue tout en assimilant les termes anglo-saxons du potentat capitaliste. Cette acceptation relève d'une paresseuse facilité.

Réveillons une langue insoumise plus vivante, trame inventive des combats égalitaires !

Florence

1. *Autrices, ces grandes effacées qui ont fait la littérature* Daphné, éditions Hors d'atteinte, 2022

2. *Le Zizi des mots, l'intégrale*, Elisabeth Brami, Fred L. (illustration), éditions Talents hauts 2024

Nous avons beaucoup aimé les histoires qui nous venaient de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. Je vivais à l'époque dans les Cévennes et participais à une petite bibliothèque anar, sise au fin fond de la grand-rue et qui tranchait le village de bas en haut. La bibliothèque se trouvait plutôt vers le haut, lorsque l'on sortait du village pour aller vers la Vallée Borgne.

La magie d'un territoire de résistance

Il faut établir la géographie des lieux, car les histoires de la ZAD concernent aussi un territoire, physique et mental, borné par les contes merveilleux de l'enfance. Avec la forêt et les cabanes dans les arbres, et les monstres casqués auxquels résistait tout un petit peuple de boue. La zone était séparée en deux par une route, ladite « route des chicanes », car elle avait été envahie d'obstacles divers afin d'empêcher la circulation motorisée et, partant, l'intrusion des gendarmes. Du côté est de cette route se trouvaient moult cabanes et abris extraordinaires, et c'est cette zone qui fut expulsée en priorité, en 2018, après le démantèlement par une partie des habitants eux-mêmes de la « route des chicanes ».

La magie était là et ce grand vent d'Ouest vint tout à coup aérer notre imaginaire et réactiver toute une mythologie intime, celles de nos lectures enfantines, celles des vieux films que l'on regardait la nuit sur d'antiques télévisions en noir et blanc. Des histoires de loyauté et de résistance, de sentiments entiers et d'émotions fortes. En regardant les images qui nous venaient de la ZAD, en lisant les mots que nous adressaient tous ces amis inconnus, une grande exaltation montait en nous et nous rêvions ensemble, dans notre petit local pauvrement éclairé, et nous allions nous baigner à la Borie, petit territoire libre juste au-dessus du village et la vie semblait ouverte. Je me souviens aussi des premières rencontres avec des zadistes, en Bretagne : celui qui avait monté une bibliothèque rurale dans une ferme pas bien loin de la zone, ou celui qui nous racontait sa participation aux combats lors de la résistance à l'opération César, son casque de Gaulois et son bâton noueux couronné d'une masse de fer qu'il abattait, disait-il, sur les casques des gendarmes mobiles. Je me souviens encore de cet ami qui avait essayé de rejoindre la zone cadennassée par les gendarmes en prenant des chemins de traverse, et s'était fait courser par une vache balèze, n'ayant dû son salut qu'à un saut fantastique par-dessus une haie de fil de fer.

Toutes ces histoires.

Plus tard, nous avons dû partir au moment même où une partie de la ZAD se faisait expulser. Ce fut la fin de pas mal d'histoires. Et le retour à la morne réalité. Le vent était tombé. Comment ferions-nous désormais pour vivre gentiment à la petite semaine ?





●●● Oui, nous étions nombreux à cette époque à vivre des moments merveilleux hors de la ville. Nous avons du mal à nous en souvenir maintenant que tout est devenu si mauvais. Et que la totalité du monde semble siphonnée par les objets froids et diaboliques du pouvoir techno-marchand.

L'envers de l'histoire des vainqueurs

Et puis, il n'y a pas longtemps, un livre est revenu sur ces histoires merveilleuses et cruelles. Il s'intitulait justement *Histoires de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes* et c'était le « s » d'histoires qui importait ici. En effet, dans ce livre de témoignages sauvages, sans éditeur ni copyright, c'est l'esprit de la piraterie qui était mis en avant. Pas de chef, pas de partis, pas de syndicats ni de coteries. Juste peut-être l'esprit de la bande, de la horde ou même du Lone Wolf.

Si ce livre me semble si important, c'est qu'il soulève nombre de questions. Et instille le doute. S'il me touche autant, c'est qu'il raconte des itinéraires de vie non pas exemplaires, mais tous passionnants. Quelque chose comme une fidélité à des idéaux d'une enfance d'avant ce monde. La loyauté, le courage, la détermination et l'envie d'en découdre. Sans se rendre jamais aux raisons du monde des adultes. Car il s'agit ici, dans cette vingtaine d'histoires, de raconter l'envers d'une histoire au singulier, peaufinée par les vainqueurs officiels de la ZAD. Ceux qui ont reçu l'aval des autorités. Et qui ont contribué, plus ou moins directement, à l'expulsion d'une partie de la zone après l'abandon du projet d'aéroport par l'État en 2018. Des histoires des perdants de l'histoire. Ceux à qui on a fait du tort. Et qui, jusqu'à maintenant, n'ont pas eu vraiment accès à la parole. Ce livre est là pour tenter aussi de rendre la honte plus honteuse. Car les gagnants de la ZAD, dans ce monde qui déteste les perdants, continuent à prospérer dans le jeu politique et médiatique.

Au moment de la montée en puissance de la ZAD, nous avions été sensibles aux habitants des cabanes dans les arbres. Nous avions même publié un extrait de l'intervention d'une de ces habitantes dans le numéro 14 du *Bulletin des compagnons de nulle part*, le petit fanzine édité par des participantes à notre bibliothèque-infok. Je reproduis ici une partie de ce texte afin de montrer ce qui nous mobilisait à l'époque, en 2013 (et qui me mobilise

toujours aujourd'hui). Le discours est extrait d'un film, *Quand les arbres s'agitent*, tourné et diffusé par ces habitants de la ZAD. Les yeux sont cernés, mais grands ouverts sous la capuche noire, et la voix sort claire derrière le foulard blanc aux motifs indiens. Elle est équipée de cordages pour pouvoir remonter dans une des cabanes installées dans la forêt. [...] Pour le moment, on entend juste le bruit de la forêt derrière elle, ou plutôt un silence peuplé. Son français est un peu hésitant, on sent qu'elle cherche ses mots pour répondre à la question qu'on vient de lui poser :

« ... parce que partout dans le monde, on est en train de détruire tout le monde, toute la nature, tout ce qu'on a besoin pour vivre, et ça peut pas continuer comme ça, les gens qui pensent juste à l'argent et à la croissance, mais ce qu'il nous faut, c'est de l'oxygène et de la nourriture, et c'est le temps de se battre pour ça, car sinon on va tous mourir. Et tous les animaux. Moi je me bats surtout pour les animaux, parce que les êtres humains, c'est notre propre faute qu'on est si stupides, mais les animaux, je les aime trop. »

L'on retrouve, dans ces *Histoires de la ZAD*, certains témoignages des occupantes de la forêt. Et voilà aussi ce qu'ajoute le préambule du livre et que nous n'avions pas vraiment perçu sur le moment, vivant loin de la zone.

« La résistance aux expulsions de 2012 est documentée par de nombreuses photos et vidéos. Certains montrent des camarades qui se déplacent d'arbres en arbres, à dix ou quinze mètres de haut, sur des ponts de singes. Même si ces pratiques de funambules s'approchent du merveilleux, le plus touchant se déroule au pied des arbres. Des dizaines, voire des centaines, de personnes encourageant les amies dans les airs, les applaudissant, jouant de la musique, sifflant, chantant. On y remarque des visages euphoriques, qui crient, qui expriment leur enthousiasme, leur peur, leur solidarité. »

Capitaliser l'imaginaire rebelle

Mais ce qui est peut-être le plus dérangeant dans ce livre, c'est qu'il pointe notre commune faiblesse face à une forme de séduction. Après cet enthousiasme premier et fédérateur des cabanes, de cette résistance évidente à la police, et un intérêt continu pour la ZAD qui prenait une ampleur imprévue, même





chez les médiatiques (et *la fin d'une période avec l'intimité et l'humilité d'un début, si riche en expériences improbables et si loin du modèle acceptable*, ajoute l'une des rédactrices du livre) nous avons invité des camarades zadistes pour parler d'un livre sur la ZAD qui venait de sortir, *Contrées*, joli livre, bien édité, bien construit, mettant en regard des témoignages sur la lutte de Notre-Dame-Des-Landes et celle des *No Tav* dans le Val de Susa à côté de Turin. Problématiques claires, perspectives se dégageant de ces luttes territoriales, le récit était bien sûr séduisant, comme l'étaient les personnes qui le présentaient. Sans vraiment le vouloir, même si nous étions au courant des dissensions grandissantes sur la zone, nous avons donc favorisé la parole des futurs vainqueurs qui se préparaient déjà, peut-être, à la post-ZAD. Sensibles que nous sommes aux beaux livres, bien écrits, à la parole qui claque, à une certaine forme de littérature, aux écrits des Surréalistes, de l'Internationale Situationniste, nous sommes allés du côté de ce que nous connaissions le mieux, délaissant la critique *pauvre*, les brochures grises au jargon militant ou à la prose hérissée.

On la retrouve heureusement dans ce livre, et sa puissance critique s'exacerbe dans la répétition (*le ressentiment* diront les vainqueurs de haut de leur morgue), le dévoilement de parcours de vie sur la ZAD et la joie de vivre enfin quelque chose s'approchant de l'anarchie. Et la rage d'avoir été chassés par ceux et celles qui ont accepté d'accueillir les journalistes puis signé les contrats avec la préfecture et enfin aidé à dégager tous ceux qui *marquaient mal*. Ces individus hors contrôle qui rendaient la situation explosive et incompréhensible, dit l'un des témoignages. Et qui n'avaient pas leurs entrées dans la bourgeoisie de gauche, chez les journalistes, les universitaires ou les écrivains. Qui n'avaient pas les relais ni la capacité de séduction des gagnants. Eux qui ne voulaient peut-être rien construire d'autre qu'un moment d'antagonisme, qu'un rêve. Eux qui étaient avant tout *contre le monde et son aéroport*. Je ne sais pas. Mais certainement pas prêts à pactiser avec la gauche ni à construire un parti, même imaginaire.

Il ne s'agit pas de donner ici toutes les bonnes raisons aux uns et toutes les mauvaises aux autres. Nous savons, pour l'avoir nous-mêmes vécu à notre échelle à la bibliothèque-infok

de Saint-Jean-du-Gard, durant la dizaine d'années de son existence, combien des dynamiques négatives peuvent se mettre en place sur la durée et déboucher sur des haines féroces. Nous avons aussi vu débarquer, dans notre village cévenol, que l'on croyait pourtant protégé de la bêtise de l'époque, les identitaires de la postmodernité et leurs embrouilles misérables. Et on peut bien imaginer ce que cela pouvait engendrer dans un lieu comme la ZAD, soumis à toutes les pressions politiques, policières et médiatiques. Mais cela n'empêche pas de penser qu'à travers ce livre, il me semble entrevoir aussi comment une tendance de la critique a finalement rendu les armes. Et redonné comme un coup de neuf à la gauche.

Pour conclure, laissons la parole à Mimi Cracra, l'une des rédactrices de ces *Histoires de la ZAD*.

« Bien sûr, la fin de cette lutte est à l'image de bien d'autres. Elle vient rappeler que les profiteurs sont puissants et très divers, qu'ils apparaissent souvent parmi les « élites » de la lutte elle-même. L'État les recherche pour créer un dialogue et les valide pour leur déléguer la pacification de ce qui lui échappe. Puis la porte est ouverte sur une longue carrière.

La petite clique qui a piloté la fin de la lutte est bien issue du mouvement d'occupation. Elle a su saisir l'occasion pour capitaliser l'imaginaire rebelle et indomptable de la ZAD suivant la voie tracée par les organisations citoyennes, agricoles et politiciennes.

[...] Mais c'est surtout la possibilité rare de crier « victoire » qui leur a été offerte. C'est sur cette couronne de laurier que ces quelques stratèges ont pu poser la base de leur « nouveau » modèle de lutte : des alliances politiciennes qui recyclent la gauche réformatrice, des stratégies d'état-major pour des moments spectaculaires appuyés par des clips médiatiques relayés à l'infini.

Les « Soulèvements de la terre » s'imposent donc très vite comme une sorte de syndicat centralisé des luttes écologistes, avec pour fonds de commerce le désastre environnemental et la colère qu'il suscite. »

Jean-Luc Sahagian

Histoires de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, Autoédition, 2024

Ce texte est complété par l'article « La ZAD après les luttes : un autre monde... fade », page 48



IMAGES EXTRAITES DE *NOTRE DAME-DES-LANDES* ! UN DOCUMENTAIRE DE JEAN-FRANÇOIS CASTELL.



Le « jour du dépassement », une foutaise pseudo-savante

« Le 2 août 2023, l'humanité a consommé toutes les ressources que la planète peut régénérer en une année » peut-on lire à droite ou à gauche. Cette affirmation se réfère au concept de « jour de dépassement », ou encore « jour de dépassement de la Terre », *overshoot day* en anglais¹. Sa date avance dans le calendrier puisque, en 2006, elle se situait le 9 octobre.

Pas besoin d'être titulaire d'un doctorat pour en comprendre la stupidité et la pseudo-science.

En effet, que se passe-t-il les cinq mois restants ? Les êtres humains ne cultivent plus, ne produisent plus, ne mangent plus ? Vont-ils chercher leurs ressources sur Mars ou sur Vénus ?

Un concept bidon

Le concept ignore en outre les réelles capacités reproductives de la biosphère : les forêts, les cultures, les poissons, le bétail. Sauf à croire en leur disparition absolue, ce qui n'est pas la réalité.

Cela ne signifie pas absence de surexploitation dans certaines régions du monde. Cela n'empêche pas non plus reconstitution, protection et renouvellement : ici ou ailleurs, selon une vision fine des échelles qu'occultent les pensées obnubilées par la mondialisation.

Il reste à comprendre comment et pourquoi ce concept a obtenu un certain succès.

L'idée remonte à celle de « l'horloge de la fin du monde », ou « horloge de l'Apocalypse » (*doomsday clock*). Cet autre concept a été forgé en 1947 par des physiciens du *Bulletin of the Atomic Scientists*. Leur but : dénoncer le danger pesant sur l'humanité à cause des menaces nucléaires. « Minuit » représentait pour eux la fin du monde, d'où un compte à rebours.

Une histoire douteuse

L'homme qui en fut à l'origine n'est rien moins que l'infâme Robert Oppen-

heimer (1904-1967), l'âme damnée du Projet Manhattan de fabrication de la bombe atomique et président du *Bulletin* en question. Oppenheimer qui a poussé à lâcher la bombe A sur le Japon alors que les dirigeants japonais étaient prêts à négocier la fin de la guerre, ce que l'historiographie pilotée par les universitaires et les politiciens américains s'efforce de masquer depuis 1945. Oppenheimer qui, interrogé en 1958 pour savoir s'il aurait refait la même chose maintenant qu'il connaissait les résultats, a répondu « oui ».

La machine hollywoodienne vient de ripoliner cette crapule de façon ignoble dans un film récent². Sa manipulation a conduit François Gemenne, politologue, catholique, ancien membre du parti belge Ecolo, ancien membre du cabinet du ministre écologiste belge José Darras, co-directeur de l'Observatoire Défense et Climat auprès du ministère français des Armées et membre du GIEC, à réclamer, sans honte aucune, un « projet Manhattan de la transition écologique » en décembre 2023.

La menace de déflagration nucléaire s'éloignant avec « l'équilibre de la terreur », les physiciens nucléaires ont, au fil des ans, ajouté de nouveaux facteurs (énergie, climat, technologie) dans un beau fourre-tout.

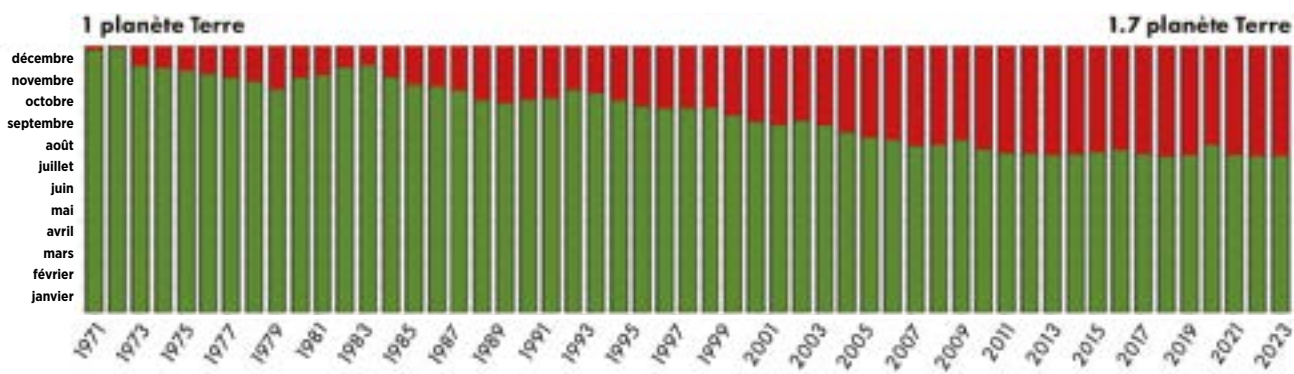
Une reprise problématique

En 2006, un certain Andrew Simms s'empare de « l'horloge de l'Apocalypse » pour fabriquer le « jour de dépassement de la terre ». À la différence de la pre-

mière idée qui se veut métaphorique, la seconde cherche à quantifier les ressources théoriquement possibles. Mais, comme pour les calculs de « biocapacité » et d'« empreinte écologique », elle manque de rigueur scientifique : utilisation de facteurs multiplicatifs arbitraires, comparaison de valeurs sans rapport les unes avec les autres, indicateurs comme remparts de vérité, globalisation a-géographique absurde, impossibilité de quantifier sérieusement les facteurs, obsession du calcul. Sans parler du jugement moral contenu dans la référence à l'overdose des consommateurs de drogue (*overshoot* dans *Overshoot day*).

Né en 1965, Andrew Simms n'est pas un gentil savant un peu égaré. Après des études d'économie à la London School of Economics, il se lance dans la politique et devient le porte-parole du Green Party britannique. Il rejoint la NEF (New Economics Foundation), un *think-tank* fondé en 1986 par les leaders écologistes du TOES (The Other Economic Summit). Grâce à une habile politique de communication, la NEF dispose de fonds confortables et salarie plusieurs personnes. Ses dirigeants multiplient les casquettes et pantouflent dans différentes institutions (universités, Oxfam, etc.).

Leur politique se fonde sur une offensive idéologique qui vise à imposer une nouvelle grammaire conceptuelle, comme le « jour de dépassement de la terre » ou le « Happy Planet Index ». Simms est également un avocat du concept de la « dette écologique », autre notion fumeuse forgée par l'éco-



logiste catholique chilien Manuel Baquedano ³. Il participe au rapport *A Green New Deal* (2008), qui est au capitalisme actuel ce qu'est la domestication du syndicalisme depuis plusieurs décennies : un moyen de survie. Grâce à ses relais dans la presse britannique de gauche, comme *The Guardian*, il peut diffuser la phraséologie du capitalisme vert.

La matrice néo-libérale du concept

Des argumentaires pseudo-critiques s'intègrent dans une matrice néo-libérale qui prétend réduire le fonctionnement du monde à des indicateurs synthétiques et des concepts qui se veulent transgressifs, mais qui ne sont que des chimères. Elle séduit malheureusement des militants probablement sincères, mais naïfs, ignorants, mal formés, qui se reposent sur une analyse erronée du capitalisme.

Celui-ci ne produit pas pour produire, mais pour vendre (plus-value, profit, exploitation salariale, extension du capital). Loin de pratiquer la « fuite en avant », il ne court pas à sa perte. Bien au contraire, ses dirigeants (économiques, politiques, intellectuels) savent qu'il faut dépasser le court terme, innover.

Le fordisme couplé au taylorisme, puis au toyotisme, a enclenché la société de consommation, contribuant à ce que le prolétariat remplace l'idéal révolutionnaire par le caddie du supermarché et la planification des prochaines vacances, du moins dans les pays de la classe moyenne qui exploitent le prolétariat du reste du monde.

L'écologisme assure la nouvelle évolution (gestion mieux raisonnée des ressources, lutte contre les déséconomies externes, énergies renouvelables, relance du nucléaire), dans un cadre qui reste concurrentiel (entre États, entre entreprises, entre secteurs économiques) et étatique (gouvernance écolocratique mondiale y comprise).

Trois origines d'une analyse erronée

L'analyse erronée provient de trois origines.

> **1.** La « théorie de l'effondrement » (*Zusammenbruch*) postule que le système va mourir sous le poids de ses contradictions. Avancée au début du XX^e siècle par la marxiste Rosa Luxemburg, elle est reprise par ses épigones (Josef Weber, Murray Bookchin). Le luxemburgisme ayant été très influent à l'extrême gauche, il a facilité la transition, au cours des années 1970-1980, des anciens gauchistes vers l'écologisme, déteignant même parfois sur l'anarchisme.

> **2.** L'idée de fin du monde est profondément liée au monothéisme, en particulier judaïque et chrétien. Sa philosophie linéaire de l'histoire postule une Création, une Chute, une rédemption, puis une eschatologie annoncée par ses prophètes. La croyance calviniste et puritaine des premiers écologues et écologistes dans le monde anglophone (Thoreau, Muir, Carson...) a renforcé cette vision effondriste.

Les concepteurs nucléocrates de « l'horloge de l'Apocalypse », outre leur référence explicite à l'Apocalypse, sont de culture juive (outre Oppenheimer : Eugene Rabinowitch, Lawrence Krauss, Hyman Godsmith, Morton Grodzins, Max Born...). C'est aussi le cas de Marx et de Luxemburg, ce qui favorise la connexion avec la première origine.

> **3.** La théorie de la « décadence », héritée du nihilisme « fin de siècle », est portée par les fascistes et les proto-fascistes. On la trouve notamment chez Oswald Spengler (*Le Déclin de l'Occident*, 1918) et chez Ludwig Klages (*L'Homme et la Terre*, 1913), celui-ci étant revendiqué par des penseurs écologistes contemporains. De nos jours, circulant chez les « déclinistes », elle alimente les ratiocinations pessimistes du post-fascisme, y compris en connexion avec l'écologisme comme chez Alain de Benoist, partisan de la décroissance.

Paradoxes et contradictions des paléofundi

Les partisans du « jour de dépassement de la terre » ont un rapport paradoxal et contradictoire avec la science. Car leur litanie, quasi religieuse, de tous les phénomènes qui mèneraient au « dépassement », sans examen sérieux des relations de causalité, s'appuie sur des rapports savants et des bilans d'institutions internationales, de façon très scientifique. Mais ils critiquent aussi, à juste titre pour le coup, l'escalade technologique, le monde numérique, l'intelligence artificielle et la géo-ingénierie.

Ils oublient aussi que, contrairement à l'anarchie, l'écologie est d'abord une science, et qu'elle est désormais portée par la sphère techno-scientifique dont les politiciens et idéologues écologistes récitent le catéchisme.

Au cours des années 1980, les *réalos*, ou « réalistes », et les *fundi*, ou « fondamentalistes », s'opposaient au sein des Grünen et des écologistes en Allemagne. Les premiers l'ont emporté. Les seconds sont devenus des *paléofundi*. Nostalgiques de l'écologisme supposément libertaire des années 1970, ils ne voient pas, ou ne veulent pas voir, que l'écologisme a bazaré deux de ses fondements historiques – le pacifisme et l'opposition au nucléaire (civil et militaire) – tandis que le troisième fondement est désormais contrôlé par les scientifiques de tout acabit peuplant les institutions étatiques en tout genre.

Philippe Pelletier
8 janvier 2025.

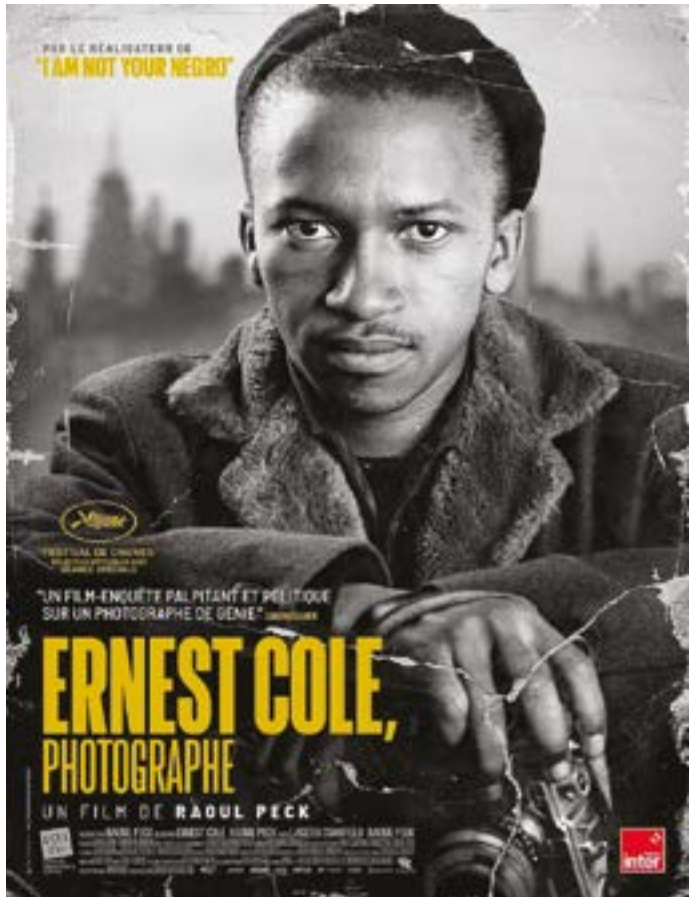
1. Lebeau Boris, « Jour du dépassement (de la Terre) », *Dictionnaire critique de l'anthropocène*, Paris, CNRS Éditions, 2020, p. 500-501.

2. Jodarewski Thomas, *L'Apocalypse selon Nolanheimer, quelques faits de nature à ne pas réhabiliter le père de la bombe atomique*, Renart, 2023.

3. Dont j'ai retracé le parcours idéologique et politique dans *Le Puritanisme vert, aux origines de l'écologisme* (Le Pommier, 2021).



RAMENER À LA LUMIÈRE LES HORREURS DE L'APARTHEID



“De New York au sud des États-Unis, je photographiai ces corps, ces regards furtivement croisés, pourtant une réalité s’est vite imposée. En Afrique du Sud, j’avais peur d’être arrêté, dans le sud de l’Amérique, j’avais peur d’être tué. Mais je n’ai jamais arrêté de photographier un seul instant.”

Voilà ce qu’Ernest Cole pouvait dire de son engagement.

C’est le travail de Raoul Peck sur James Baldwin dans *I Am Not Your Negro*, pour lequel il a reçu le César du meilleur documentaire en 2018, qui a bouleversé les ayants droit du photographe Ernest Cole : ils lui ont alors demandé de ramener à la lumière les images

puissantes de cette figure majeure de la lutte contre l’apartheid. Étudiant marxiste révolté dans les années 1970, Raoul Peck fréquentait déjà les militants de l’ANC en exil.

Un cinéma au service des images fixes

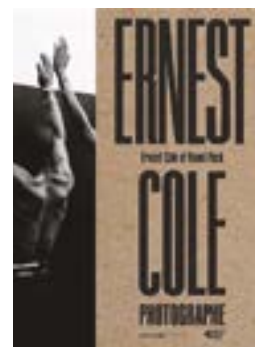
Raoul Peck lit en voix off les paroles d’Ernest Cole dans la version française (*Lakeith Stanfield* en VO). Il met en forme cinématographique les photos d’Ernest Cole en un documentaire passionnant. Et la musique d’Alexei Aigui sublime le jeu des photos dans un film qui nous entraîne au plus profond de l’horreur de l’apartheid. Les clichés semblent s’animer sous nos yeux au rythme de la musique. Ainsi, en salle depuis le 25 décembre 2024, Raoul Peck, cinéaste haïtien, nous fait découvrir ce photographe sud-africain né dans un township en 1940 à Pretoria, le premier à documenter visuellement l’apartheid. Raoul Peck est ainsi récompensé comme colauréat de l’Œil d’or, pour *Ernest Cole, photographe*, meilleur documentaire au Festival de Cannes en 2024. Le documentaire relie l’histoire d’un homme à celle de tous les humains victimes d’inégalité et d’exclusion d’hier et d’aujourd’hui : le film est dédié à tous celles et ceux morts en exil. C’est aussi en lien avec la grande Histoire des spoliations de l’art noir, à travers ce film mystérieux et mélancolique.

« Dans les regards, les gestes, j’ai essayé de trouver du sens là où il n’y en avait plus. Chroniquer la misère, l’injustice, la cruauté était devenu mon quotidien, mais exposer la vérité à un prix, cela s’appelle l’exil, je pensais découvrir un nouveau monde de liberté, d’égalité. »

Photos d’instant volés

En Afrique du Sud, Ernest Cole commence sa carrière comme employé de ménage dans un studio photo, autodidacte, il apprend la photographie puis fixe le quotidien de l’apartheid à l’aide de clichés souvent pris au vol pour ne pas se faire arrêter par la police. Il s’exile aux États-Unis, mais n’y trouve ni liberté ni égalité. Il s’y confronte à la ségrégation raciale persistante. En quittant l’Afrique du Sud en 1966, il ne pensait pas entrer dans une sorte de prison, celle qui le prive, de fait, de la liberté de photographier ce qu’il veut, la condition humaine, et non pas ce qui va lui être imposé, la condition humaine noire, le renvoyant à sa couleur de peau.

En 1968, le régime de l’apartheid lui retire son passeport sud-africain et lui interdit d’être sur le sol sud-africain à perpétuité. Après son travail en Afrique du Sud, principalement



pour le magazine Drum, il est brièvement associé à Magnum Photos et reçoit un financement de la Fondation Ford et de Time-Life. Entre 1969 et 1971, il se rend à plusieurs reprises en Suède, il y expose son travail. À partir de 1972, sa vie bascule, il cesse de travailler en tant que photographe, perdant le contrôle de ses archives et de ses négatifs.

Le mystère des photos retrouvées de l'artiste disparu

Raoul Peck livre un portrait sensible, captivant, et par un surprenant thriller, fascinant avec cette découverte en 2017, dans une banque suédoise, de 60 000 clichés Agfa stockés dans un coffre. Ordonnés, datés, oubliés, sans aucun indice pour expliquer le pourquoi du coffre-fort contenant ce « trésor ». Qui a payé pour leur conservation ? D'autant que 524 clichés, parmi les plus connus, restent encore bloqués en Suède. Et pourtant, ces magnifiques clichés auraient permis à Ernest Cole de vivre, alors que sans argent, il était sans abri, malade. Il meurt, à New York, à 49 ans, le 19 février 1990 sans avoir pu revoir son pays, l'Afrique du Sud, qui pourtant fêtait la libération de Nelson Mandela, le 11 février 1990 après 27 ans, 6 mois et 6 jours d'emprisonnement.

Bain de révélateur pour Ernest Cole

« La cruauté essentielle de la situation n'est pas que tous les noirs sont vertueux et tous les blancs méchants, mais que les blancs sont conditionnés à ne rien voir de mal dans les injustices qu'ils imposent à leurs voisins noirs », écrit-il dans le seul livre paru de son vivant, *House of Bondage*, publié en 1967. Ce livre fut interdit en Afrique du Sud. Il a été republié par les éditions Aperture en 2022. Les éditions Steidl Interart produisent, en 2010, *Ernest Cole The Photographer*, en collaboration avec la fondation Hasselblad. Quant au livre actuellement disponible en français, c'est *Ernest Cole, photographe* de Ernest Cole et Raoul Peck, (éd. Denoël, 2024) : à travers ces extraordinaires photos d'Afrique et d'Amérique, Raoul Peck raconte les errances, les tourments d'artiste et la colère d'Ernest Cole face au silence ou à la complicité du monde occidental devant les horreurs du régime de l'apartheid et de la ségrégation raciale aux États-Unis. Une autobiographie photographique, un témoignage pour l'histoire. « Dans ce régime insensé et déshumanisant [...], Ernest Cole n'avait aucun droit, si ce n'est celui de mourir », écrit le cinéaste en préambule du livre.

Raoul Peck rend un vibrant et salutaire hommage à l'un des grands photographes du XX^e siècle.

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard



LA ZAD APRÈS LES LUTTES

Un autre monde... fade.

J' ai vu ce film dans un cinéma à Marseille, à l'occasion d'une avant-première organisée par l'EHESS locale, et présenté par un docteur en anthropologie. La salle était pleine d'étudiants, d'artistes et de sociologues. Une bonne bourgeoisie de gauche, sans vouloir faire de la discrimination au faciès. La moyenne d'âge ne dépassait pas trente ans. Les seuls vieux dans cette salle bondée étaient quelques personnes d'ATTAC. Après qu'ils eurent comparé leurs agendas militants sur leurs ordinateurs, l'un d'entre eux a piqué du nez un peu après le début du film. Je pense que c'était ce qu'il y avait de mieux à faire. Ou bien se lever et partir. Ce que je fis au bout d'une bonne heure.

J'ai regardé les fiches de présentation des deux réalisateurs : l'un se présente comme un artiste, cinéaste expérimental et curateur (débrouillez-vous pour la définition) l'autre, un artiste aussi, basé à Berlin et « *qui explore de nouvelles manières d'aborder les problèmes politiques et sociaux* ». Bon.

Puisque j'ai commencé...

Je pourrais m'arrêter là. Vous pourriez aussi vous amuser à écrire la critique de ce film, sans même l'avoir vu. Vous voyez d'où ça parle.

Je vous donne quelques éléments quand même, histoire de rire, d'un rire un peu amer.

Le geste artistique d'abord, pour complaire aux petits copains de la gauche culturelle. Filmer des blocs de temporalité en plan séquence de dix minutes, en général des moments de travail, comme si désormais, sur la néo-ZAD (ce qu'il en reste après 2018), on ne fait plus que bosser. On voit donc une séquence de labourage en traction animale, des mains qui fabriquent de la pâte à pain, des menuisiers avec de belles machines taillant des planches et patin couffin. Et une fête d'anniversaire où de jolis marmots mangent des gâteaux avec leurs mamans.

Le premier plan séquence est une vue en contre-plongée du phare de la Rolan-



dière, levé par les futurs vainqueurs de la ZAD un peu avant les expulsions de 2018. Voilà ce qu'en dit l'un des rédacteurs du livre *Histoires de la ZAD* (Voir p. 41) :

« D'un côté, au bord de la D281, on a tiré à plusieurs dizaines les grumes avec du cordage en traversant la route sur un sol boueux, avec des rondes de keufs [c'est après le nettoyage de la route des chicanes] et avec l'hostilité de la tête du mouvement. L'idée est venue de quelques personnes, et quasiment tout le monde

s'est greffé pour le transport et le levage des troncs. Il n'y avait pas de plan de chantier, mais plutôt une immense énergie pour réaliser une construction de 12 mètres qui se voulait plus haute que la nacelle des flics. [...]

De l'autre côté, le phare de la Rolandière, tout un symbole, c'est une structure en métal, un ancien pylône je crois, qui a été ramené sur place. Pour le lever, il a fallu un télescopique ! Chantier mené par un architecte et destiné à recevoir un phare



en haut du pylône. En fait, il s'agit d'une vitrine pour recevoir le gratin universitaire et de l'édition, qui veut bien s'afficher avec des gens propres de la ZAD. Évidemment, ce lieu ne s'est pas fait virer, mais la tour de Lamassacrée est tombée le premier jour des expulsions.

Plus qu'un symbole, une différence de traitement. Tout le monde n'est décidé-ment pas logé à la même enseigne... »

En vrac, quelques flashes

Au début, un gars montrant sur son PC quelques images des expulsions de 2018 où l'on voit une dizaine de personnes assistant à la destruction d'une cabane. Puis, avant les expulsions cette fois-ci, lors d'un rassemblement sur la ZAD avec des milliers de personnes, on voit une voiture au pare-brise explosé et le même gars qui dit avec un demi-sourire que c'est la voiture d'un journaliste de la télé et qu'il fallait gérer ceux qui n'avaient pas les mêmes stratégies. Sous-entendu, c'est désormais du passé, maintenant, *on gère*, et les médias sont accueillis sans problèmes. On peut entendre aussi que ceux qui n'étaient pas d'accord avec la stratégie des vainqueurs et de leurs chefs ne sont plus là.

Le ton est donné.

Je suis resté encore une heure par acquis de conscience. Rien de plus. (Le film dure 3 heures et 32 minutes...)

Cela se termine, paraît-il, avec la bataille de Ste Soline et les *Soulèvements de la terre*. Voilà. C'est bouclé.

La mémoire de ces lieux et des gens qui les ont fréquentés, de ce qui se jouait et se vivait sur ce bout de bocage, se dissipera aussi, si elle n'est pas transmise, dans le brouillard de l'histoire des vainqueurs.ses.

Cette mémoire des vaincus, on la retrouvera plutôt dans le livre « *Histoires de la ZAD* »

Jean-Luc Sahagian

Direct action

documentaire de Guillaume Cailleau et Ben Russel, 2024

Les 8 et 9 février, **Folk à lier** fête son quarantième anniversaire

Folk à Lier est une émission de Radio Libertaire, 89,4 Mhz, diffusée tous les dimanches depuis septembre 1984 de 12 h à 14 h. À cette occasion, **Folk à Lier** organise un grand week-end de festivités les 8 et 9 février prochains au centre culturel breton de Paris, plus connu sous les noms de **Ti ar vretoned** (ou encore mission bretonne) 22 rue Delambre 75014 PARIS.

Folk à Lier est le magazine de la musique traditionnelle. Une musique qui est comme l'univers, vaste et infinie : impossible d'en faire le tour. **Folk à Lier** est devenu, à l'image de Radio Libertaire, l'émission incontournable de celles et ceux qui font vivre et se passionnent pour cette musique.

Folk à Lier est une des plus anciennes émissions de musique traditionnelle du paysage radiophonique français. Depuis le 16 septembre 1984, plusieurs centaines de personnes de tous horizons ont été invitées : des musiciens, des groupes, des conteurs professionnels ou amateurs, des journalistes, des producteurs de disques, de spectacles, des écrivains, des revues et des associations... Sans oublier les métiers, les familles d'instru-

ments et la lutherie... En un mot, tout ce qui touche de près ou de loin à la musique traditionnelle du monde entier.

Pour les 8 et 9 février 2025, les animateurs de **Folk à Lier** vous ont concocté un très beau programme musical.

Venez-y nombreux, pour découvrir, chanter, danser... jusqu'au bout de la nuit !

Tarifs :

Plein tarif : 15 € par jour
Tarif réduit : 10 €, porteurs de la carte RL, adhérents Centres culturels, chômeurs/étudiants
Forfait 2 jours : plein tarif 20 €
Forfait 2 jours : tarif réduit 15 €

Renseignements :

folkulier@free.fr



L'émancipation par les histoires

Benoît Bodlet est philosophe et enseigne la littérature française dans le canton de Genève. Il publie une étude consacrée aux « Histoires » d'Élisée Reclus (1830-1905), le *Ruisseau*, et la *Montagne*, publiées toutes deux chez l'éditeur Pierre-Jules Hetzel en 1869 et 1890. Les deux textes prennent place dans le *Magasin d'éducation et de récréation*, une collection que Hetzel, plus connu pour sa publication des romans de Jules Verne, destine aux jeunes gens. Ces « Histoires » devaient être rejointes par deux autres, dont une *Histoire du feu* que Reclus renoncera à écrire, considérant qu'il fallait pour cela un chimiste.

Le *Ruisseau* et la *Montagne* figurent parmi les textes les plus connus et les plus réédités du géographe et anarchiste français. Les grandes maisons

(Arthaud, Gallimard...) y vont de leurs rééditions préfacées de plumes fameuses, quitte à supprimer quelques chapitres jugés superflus. Les « Histoires » de Reclus y sont présentées sous un jour bien innocent : ni science, ni propagande politique, un livre de vulgarisation, une méditation poétique, une invitation à contempler la nature... Dès lors, le livre de Bodlet vient à point nommé pour nous rappeler l'ambition du projet politique de Reclus.

Benoît Bodlet nous incite à relire les « Histoires » avec un œil nouveau et à redécouvrir combien elles ne sont pas juste le fait d'un « romantique précurseur de l'écologie », mais reflètent au fond tout le projet pédagogique et émancipateur de Reclus. Selon Bodlet, « *l'intention qui guide toute la pratique du géographe libertaire s'enracine dans ce constat partagé de la nécessité de l'émancipation par le savoir contre l'obscurantisme religieux et la*

privatisation de la science. »

Dans un chapitre intitulé *une littérature à la Reclus*, l'auteur pointe la manière très personnelle qu'a Reclus de solliciter l'imagination de son lecteur. Non pas pour l'inciter à se perdre dans des rêveries, mais pour faire de l'imagination une pratique active. « *Si l'imagination nous permet de voir ce qui fut autrefois, elle doit également nous permettre de nous projeter dans le futur. C'est la condition pour transformer l'espace* », et nos vies, sommes-nous tentés d'ajouter.

Les Histoires d'Élisée Reclus constituent donc une belle entrée pour le lecteur qui se demanderait comment aborder le « milieu » tout à la fois littéraire, géographique et intellectuel que constitue l'œuvre de Reclus.

Nicolas Eprendre



BENOÎT BODLET
Les Histoires d'Élisée Reclus

Divulgateur scientifique et émancipation

Presses Universitaires de Lyon, 2024, 160 pages, 16 €

Femme de la fin des années 80, révolutionnaire jusqu'au bout...

Paru tout récemment, *Olinda* est le premier roman de Jean-Michel Rodrigo plus connu habituellement dans nos milieux comme réalisateur de films (*Federica Montseny l'indomptable*, *Villa El Salvador...*). Ayant parcouru l'Amérique latine comme documentariste, il situe la trame de son livre au Pérou à la fin des années 1980, nous entraînant sur les pas de son héroïne, Olinda, révolutionnaire et féministe, dans un pays en pleine ébullition politique et sociale.

Face à l'arrogance du pouvoir en place, à la répression policière et militaire contre le peuple, à la corruption ambiante, la révolte ne pouvait qu'éclater contre ce système, avec parfois – souvent – des excès (assassinats

de dirigeants politiques, mais aussi exécutions de celles ou ceux considéré-e-s comme traîtres à la cause révolutionnaire). L'auteur nous replonge ainsi dans l'histoire de cette guérilla mystérieuse du *Sentier Lumineux*, organisation maoïste de l'époque, qui s'opposa aux forces armées de l'État péruvien, alors que l'industrie du pays s'effondrait, que les mines fermaient et que le trafic de drogue s'imposait comme étant la seule économie croissante.

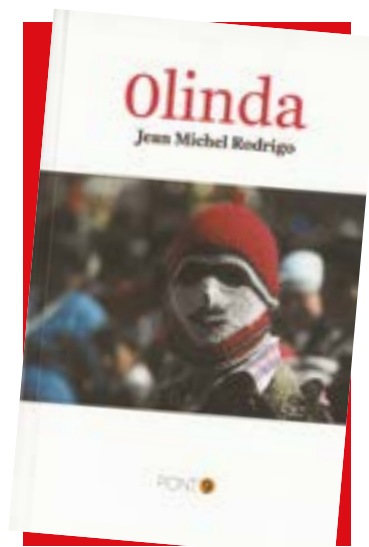
Massacres de paysans, « disparitions » de militants syndicalistes, torture et terreur systématiques ont ainsi plongé le Pérou durant des années dans un bain de sang dont il n'est pas certain qu'il se soit remis aujourd'hui...

Olinda se veut aussi un roman d'amour et d'aventure, tout en rendant compte de façon documentée de la situation politique, économique et sociale du Pérou à la fin des années 80.

Au final, un livre captivant, au

suspense digne d'un thriller ou d'un roman d'espionnage, qui se lit d'une traite grâce au style vif et alerte de l'auteur, qui réussit à nous restituer l'ambiance des luttes qui ont secoué cette partie du continent sud-américain, une période historique que l'on connaît peut-être mal sous nos latitudes. En tout cas, un livre que je vous recommande vivement, et que bien sûr vous pouvez commander à notre librairie Publico.

Ramón Pino
Groupe Salvador Seguí



JEAN-MICHEL RODRIGO
Olinda

Éditions Pont 9, 323 pages, 21,90 €

« À vivre autant exister et à exister autant résister. »

Il y a des auteurs, comme Thomas Vigneau (né en 1978 à Toulouse), dont les écrits résonnent en nous. Libertaire ou non, Vigneau, nous ne nous prononcerons pas, mais son œuvre féconde aborde fréquemment des thèmes ou des sensibilités guère éloignés des préoccupations anarchistes (cf. par exemple *Le Camp des autres*).

« S'intéresse aux choses sans importance et aux trucs qui ne poussent pas droit. Est un ano-

maliste, un brautiganiste et un etc-iste. Écrit des textes courts et des livres petits », dit de lui un de ses éditeurs, les Venterniers.

Témoin, ce dernier opuscle, *Lettre ouverte au cours naturel des choses*, dans lequel Thomas Vigneau avoue sa sidération devant la vie qui va – autrement dit, le « *cours naturel des choses* » – et son impression d'être petit, si petit. Un « fieffé salopard » qui cherche à nous assassiner sous couvert de gentillesse, sous prétexte que la vie n'est pas toujours une partie de plaisir.

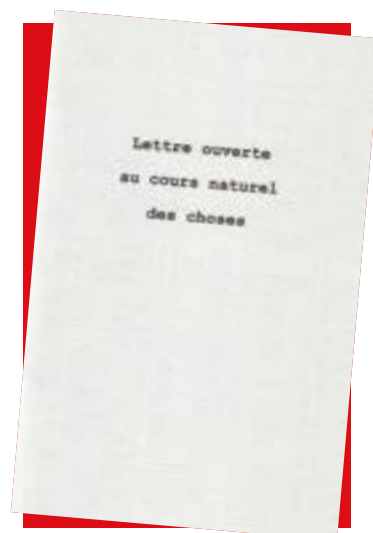
« Et puis si tu regardes calmement, une moitié du monde qui crève de faim pendant que l'autre moitié s'invente de quoi

comblent leurs vies en devenant cake designer, ça fait pas rêver. »

Alors ? Prenons exemple sur les castors, affirme l'écrivain, un animal hier chassé, qui contribue à la régénérescence des cours d'eau et qui possède un comportement qui peut le rapprocher de l'être humain.

« Donc à vivre autant exister et à exister autant résister. »

Thierry Maricourt



THOMAS VIGNEAU
Lettre ouverte au cours naturel des choses
Le Réalgar, 2024, 24 pages, 5 €

Archéologie de la mémoire prolétaire

Bessonneau, père et fils. Une dynastie patronale qui a compté sur la place d'Angers durant près d'un siècle. Au début du XX^e, au firmament de leur entreprise tentaculaire qui occupait un tiers du centre-ville avec ses enfilades d'usines et d'entrepôts, ils exploitaient 10 000 travailleurs et travailleuses dans une ville de 80 000 habitants ! Et toute cette cohorte de prolos qui devait passer devant le manoir du maître afin de rejoindre les métiers à tisser pour s'y casser le dos et s'empoisonner 12 heures par jour contre un salaire de misère... Blafards, les poumons encrassés de produits dégueulasses, les doigts en moins, leurs gamins qui s'y échinaient dès 10 ans... Un peuple enchaîné au milieu des parcs bourgeois, une guerre des classes qui modelait l'espace urbain, avec ses casernes cernant les habitations des classes laborieuses.

Patron (du latin *patronus* issu de « *pater* » – le père – avec comme sens dérivé le « protecteur »)

Gestion paternaliste oblige, les exploités vivaient Bessonneau, travaillaient Bessonneau, faisaient garder leurs enfants dans les crèches de l'entreprise, allaient quémander à la caisse de secours patronale, pratiquaient des activités sportives dans les gymnases Bessonneau ; une emprise économique, sociale et morale qui eut pour conséquence une très faible syndicalisation et par conséquent une grande facilité pour les pompe-la-sueur quand il s'agissait de casser les timides solidarités revendicatrices émergeant parfois. Bien sûr, pendant ce temps, les Bessonneau chopaient les Légions d'honneur, s'empiffraient lors d'agapes municipales, collectionnaient les hôtels particuliers... La presse locale, complètement inféodée au gratin du coin (ce qui n'a guère changé), ne manquait pas de crier à l'anarchiste avec effroi, entretenant une panique morale (et de classe) dès qu'un travailleur relevait la tête pour exiger un peu plus que les miettes tirées de son harassant labeur. Et le clergé, main dans la main avec ces capitalistes voraces, d'expliquer qu'il y a toujours eu des riches et des pauvres et que la collaboration de classe est la clé de la concorde terrestre...

Ils besognaient pour les Bessonneau

Dominique Sureau s'attache à faire revivre la mémoire de ces Goussepains (qui étaient si miséreux qu'ils en étaient réduits à frotter de l'ail pour parfumer leur tartine), leurs combats et leur dignité, occultés par les encombrantes demeures bourgeoises qui prennent toute la place dans la souvenance angevine. L'historien étudie aussi comment et pourquoi ces Bessonneau, qui ont, un temps, régné sur la ville, sont désormais relégués au second plan dans les annales de la cité. Les scandales politico-financiers du fils dans les années 1920 ont probablement aidé à ce pudique oubli tandis que les promoteurs immobiliers se ruaient sur les friches industrielles du groupe, liquidé dans les années 1960. Étayé par un travail de recherches solide, émaillé de citations fort à propos (Émile Pouget, Georges Darien) et d'une riche iconographie, ce bouquin qui laisse affleurer avec pertinence la sensibilité libertaire de son auteur se lit d'une traite.

Julien Caldironi
Individuel FA 49



DOMINIQUE SUREAU,
Les Oublié(s) de Bessonneau
L'Enfer du Décor, un autre regard sur un siècle d'histoire
Éditions du Petit Pavé, 2024



Éducation et émancipation sociale

École et Commune de 1871 à nos jours est une bande dessinée réalisée (texte et illustrations) par Mika, un enseignant du lycée expérimental de Saint-Nazaire. Pour lui, ce long temps de l'éducation fut « *un long parcours vers une révolution sociale inachevée* ».

La BD débute par une belle citation tirée des mémoires de Louise Michel et rappelle les premières revendications ouvrières en faveur de l'éducation formulées dès le milieu du XIX^e siècle. Elle se poursuit par les réalisations de la Commune de Paris en matière d'éducation, toujours sous l'égide de Louise, pour laquelle l'école a, comme pour Pelloutier plus tard, pour but de « *donner au peuple les moyens de se révolter* ». Suit la mise en place d'une école ferryste à deux vitesses, le primaire pour le peuple, le lycée

pour les enfants de bourgeois. École ségréguée qui n'empêche pas la naissance de réflexions et d'expériences pédagogiques innovantes, à l'instar de Dewey ou Robin et beaucoup d'autres pour lesquels la formation de l'esprit critique est un principe fondamental. Puis vint le temps de l'éducation nouvelle qui rependra force après 1914, avec Freinet et al., pour laquelle l'éducation doit s'adapter à l'enfant et non l'enfant à l'école, d'où naîtront les concepts de coopération scolaire et de pédagogie active...

Après la Seconde Guerre mondiale, les projets de réforme de l'éducation se multiplient, mais l'apprentissage demeure toujours « patriotique, patriarcal » d'autant plus que l'enseignement privé fait pression sur les gouvernements, en particulier la loi Debré en 1959. Dans les années 2000, la laïcité fut au centre de tous les débats, les vrais et les faux, l'objet de toutes les manipulations, voire de tous les abandons. Par ailleurs, les inégalités scolaires perdurent :

de plus en plus d'espaces de relégation scolaires émergent, l'enseignement professionnel en premier lieu. Quant aux conditions de travail des enseignant-e-s, elles ne cessent de se dégrader du fait d'un management de plus en plus brutal et libéral.

Le livret dessiné souligne abondamment, et c'est essentiel, que tout projet pédagogique émancipateur doit s'articuler avec un projet sociétal lui-même émancipateur. Sans cela, toute pédagogie, fût-elle libertaire, n'est qu'un outil susceptible de récupération et d'appropriation par les dominant-e-s.

Un travail graphique et iconographique bien léché, une mise en page qui met en valeur les idées émancipatrices qui sont celles des éducateurs épris de liberté et d'égalité.

Hugues

Groupe Commune de Paris



MIKA

École et Commune de 1871 à nos jours

2024

80 pages, prix libre, coût d'impression 5 €

à Publico ou à télécharger :

<https://wikicoop.ouvaton.org/educenlutte/?BdEcole&Commune=>

POÉSIE EN NOIR

Monica Jornet



*Libres pensées
sous licence poétique (2 vol),
Feuilles volantes, Sansonnets - 100 sonnets,
Les Éditions libertaires*

DESSIN C. MOA

L'hiver à la porte frappe,
le très grand froid menace,
cachant sous sa blanche cape
sa glaçante grimace.

Les mal-logés il enlace,
les sans-toit il rattrape,
leurs doigts gourds il violace,
d'un linceul il les drape.

Morts de la rue qui vous happe,
morts dans la rue qui vous glace,
vous passez vite à la trappe
après le coup de grâce.

De l'autre côté, en face,
volets et portes tapent...
Et je mets ma dédicace :
« À ces vies qui s'échappent ».



RÉSEAU MAKHNO

TERRE SAINTE, GUERRE SANS FIN

La création de l'État d'Israël en Palestine, sionisme et utopies

« Le conflit israélo-palestinien »

Depuis le lointain de notre mémoire, nous assistons tout à la fois sidérés et révoltés, aux nouvelles saisons de ce feuilleton macabre.

Mais, de quoi s'agit-il aujourd'hui ? D'un banal conflit militaire pour l'occupation d'un territoire ? D'un nouvel avatar colonial de domination du Nord sur le Sud ? D'un nouvel épisode des guerres de religion ? D'une énième croisade pour la maîtrise de la « Terre Sainte » ? De tous les côtés on nous somme de choisir. Choisir en nommant. Palestine ou Israël ? Dôme du Rocher ou mont du Temple ? Cis Jordanie ou Judée Samarie ?

Choisir en datant. La vieille histoire du premier occupant. En 70, date de la destruction du temple d'Hérode ? En 692, date de la construction du dôme du Rocher ? En 1948,

date de la création de l'État d'Israël ? En ... ? Confrontés à toutes ces sommations, les anarchistes, comme à leur habitude, ont choisi de commencer par le début. En l'occurrence, déconstruire les éléments de langage des uns et des autres. Informer, en reprenant tous les éléments, géographiques, historiques et politiques qui nourrissent une guerre peut-être moins surprenante qu'il n'y paraît. Et, en en-trouvant la porte à quelques explications de fond, du genre la naissance des États Nations. Sérieusement, si voulez faire quelques pas en dehors du commentaire factuel et émotionnel à propos du « conflit israélo palestinien », ce livre va vous étonner.

À ce jour, c'est le SEUL qui donne à réfléchir sur le pourquoi du comment des choses.

Ça ne s'invente pas !



168 p. - 11 x 17 cm - 10 €

À commander à :

Éditions du Monde Libertaire

Publico 145 rue Amelot 75011 Paris

editions@federation-anarchiste.org

**Parce que l'anarchisme
est toujours bien vivant.
Parce que l'anarchisme
se nourrit d'idées,
de réflexions, de débats.
Parce que les temps actuels,
de jour en jour,
nous donnent raison.
Parce que la voix
de l'anarchie est plus
que jamais nécessaire.**

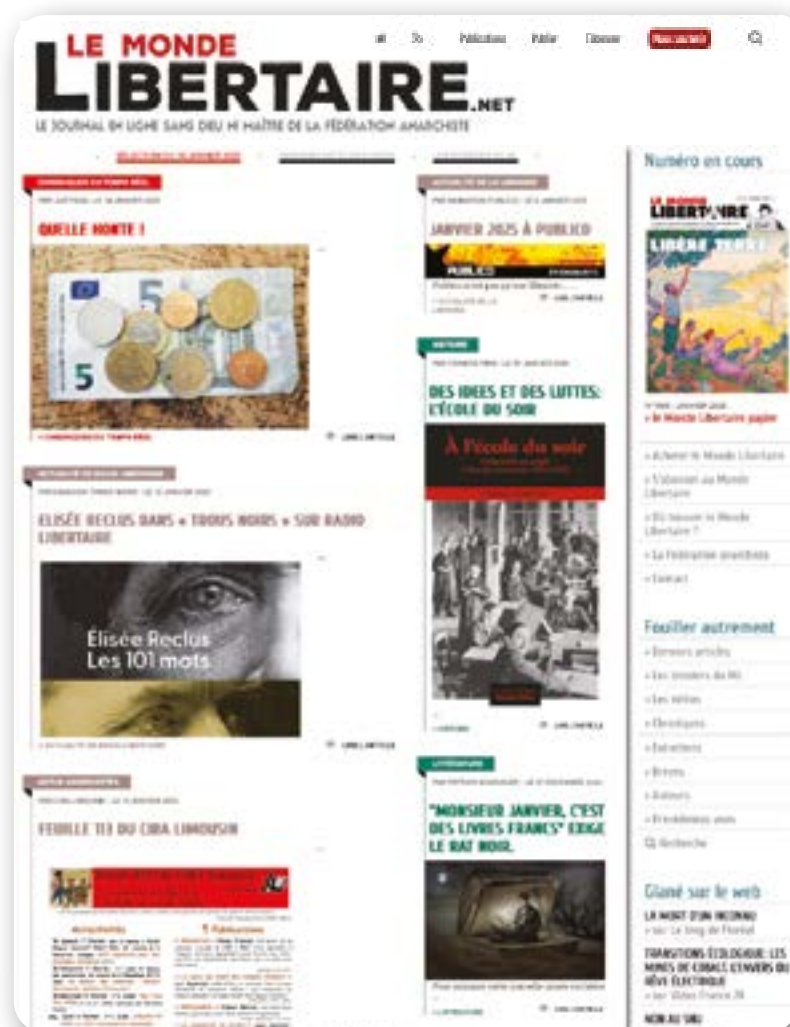
**Lisez et faites lire
Le Monde Libertaire
en ligne**

<https://monde-libertaire.net/>

**Offrez un abonnement
découverte du journal papier
3 mois pour 6 euros**

voir bulletin d'abonnement page 2 ou en ligne

<https://monde-libertaire.net/abonnements/2-accueil>



GRILLE DES PROGRAMMES

29-12-2024

LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI	DIMANCHE
11 h 00 Lundi Matin	10 h 30 Un classique, s'il vous plaît ! (Quinzomadaire)	09 h 30 L'entonnir	11 h 00 Livres en luttés (1er)	11 h 30 Médias et antifascisme (2ème) Des pavés sur les Plages (4ème)	08 h 00 Réveil hip-hop	10 h 00 Un peu d'air frais (1er)
13 h 00 C'est là que ça se passe	12 h 30 Remue-méninges féministe	10 h 30 Un rayon de soleil (2ème 4ème 5ème)	Parcours d'artistes (2ème) Le nucléaire et son monde (3ème) Le temps des poètes (4ème)	14 h 30 Les oreilles libres	10 h 00 La philanthropie de l'ouvrier charpentier (1er 5ème) Longtemps, je me suis couché de bonne heure (4ème)	12 h 00 Folk à lier (2ème 4ème)
14 h 30 Ondes de choc	15 h 00 Dépêchez vous de rester jeune ! (Quinzomadaire)	14 h 00 Flemmardise et réveil mots (1er) Radio Tisto (2ème 4ème) Des cailloux dans l'engrenage (3ème 5ème)	12 h 00 Faites-nous des chansons (1er) Radio cartable	16 h 30 La rage dedans (Quinzomadaire)	11 h 30 Chroniques syndicales	14 h 00 Tempête sur les planches (2ème 4ème 5ème)
16 h 00 Trous Noirs	17 h 00 En veux-tu ? En v'là ! (Quinzomadaire)	16 h 00 Le Ferré Club	14 h 00 Bibliomanie	17 h 30 Radio espéranto	13 h 30 Chroniques rebelles	15 h 30 On a déjà traité le sujet (1er)
18 h 00 Les mangeux d'terre (1er) Sciences en liberté (2ème) La société dans tous ses états (3ème) Le tour du Monde Libertaire (dernier)	18 h 00 Idéaux et débats (Quinzomadaire) Pas de Quartiers (Quinzomadaire)	17 h 00 Au fil des pages... (2ème 4ème) Soul Power (3ème)	15 h 30 Et pourtant elle existe cette Littérature... (3ème)	19 h 00 Des Droits et des hommes (1er 5ème) Au-delà du R.L. (2ème) L'antenne du social (3ème)	15 h 30 Wild Side (2ème) Des mots, une voix (3ème) Micro-ondes 94 (5ème)	17 h 00 Le mélange (Quinzomadaire)
19 h 30 Le monde merveilleux du travail (1er 3ème 5ème) Chroniques d'ailleurs (2ème)	19 h 30 Paname's not dead (1er 2ème 4ème 5ème) Le grand soir du mardi (3ème) 20 h 30 Radiolibertaria : ETPREC 75 (1er) Radiolibertaria : EDUC 93 (2ème) Radiolibertaria : PTT RP (3ème) Radiolibertaria : Sévices publics (4ème) Radiolibertaria : des syndicats CNT (5ème)	18 h 30 Femmes libres (1er 3ème) 20 h 30 Carapatage (1er 3ème) Orage mécanique (2ème)	18 h 00 Si vis pacem (1er 3ème) 19 h 30 Jazzlib' (première partie) (1er 3ème) Jeudi noir (2ème 4ème) 20 h 30 Jazzlib' (seconde partie) (1er 3ème) Gabriel, Maurice, Claude et les autres (2ème) Musiques en lutte (4ème)	21 h 00 Les amis d'Orwell (Quinzomadaire) The post non radio show (Quinzomadaire) 22 h 30 Radio X (1er 3ème)	19 h 00 Tribuna latinamericana (Quinzomadaire) Contre-bandes (Une semaine sur 4) 21 h 00 Tormentor (Quinzomadaire)	17 h 00 Détruire l'ennui (2ème 4ème 5ème)
21 h 00 Les musés s'amusent (1er) Le proton se rebiffe (3ème) La Rue Cause (4ème)	22 h 30 Nuit noire (1ère partie) (Quinzomadaire) 00 h 30 Nuit noire (2ème partie) (Quinzomadaire)	22 h 30 Blues en liberté	22 h 00 Epsilonia	00 h 00 Sure shots (1er) Nuit Léo (2ème 4ème) Radio X (3ème)	20 h 30 Rudie's back in town (Quinzomadaire) Seppuku (Quinzomadaire)	22 h 00 Seppuku (Quinzomadaire)

<https://radio-libertaire.org>
Tél. studio : 01 43 71 89 40

Siège social : Publico - 145 rue Amelot 75011 Paris

ANNUAIRE DES GROUPES ET LIAISONS DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Si un groupe n'a pas d'adresse postale, merci d'écrire à la Librairie Publico/RI FA, 145 rue Amelot, 75011 Paris

les adresses mails
@federation-anarchiste.org
sont abrégées en
@fede...

00 NOMADES

Groupe La Roulotte Noire
groupe-nomade@fede...

01 AIN

Liaison Saint-Julien-sur-Reyssouze
divad427@gmail.com

02 AISNE

Groupe Kropotkine
kropotkine02@riseup.net
http://kropotkine02.org/

- Le Loup Noir
8, rue Fouquerolles
02000 Merlieux
03-23-80-17-09
- L'Étoile Noire
5, rue Saint-Jean 02000 Laon
09-75-55-47-06
Ouverture tous les jours
13 h-19 h sauf le dimanche.

03 ALLIER

Liaison Étoile Noire
etoile-noire@fede...

07 ARDÈCHE

Groupe d'Aubenas.
fa-groupe-daubenas@
wanadoo.fr

Groupe la Chèvre noire
groupe-lachevrenoire@fede...

09 ARIÈGE

Liaison Ariège
ariège@fede...

12 AVEYRON

Liaison Sud-Aveyron
sud-aveyron@fede...

13 BOUCHES-DU-RHÔNE

Groupe Germinal
loran@w-n-e.net
www.groupegerminal.
lautre.net

Groupe Oaï
oaï@federation-anarchiste.org

17 CHARENTE-MARITIME

Groupe « Nous Autres »
35 allée de l'Angle, Chaucré
17190 Saint-Georges-d'Oléron
nous-autres@fede...

20 CORSE

Liaison Corsica
corse@fede...

22 CÔTES-D'ARMOR

Liaison Jean Souvenance
souvenance@no-log.org

Groupe L'émancipation sociale
emancipation-sociale@fede...

Groupe l'Entraide.
lentraide@fede...

24 DORDOGNE

Groupe Emma Goldman Périgueux
perigueux@fede...
http://fa-perigueux.blogspot.fr

25 DOUBS

Groupe Proudhon
CESL - c/o Librairie l'Autodidacte
5 rue Marulaz 25000 Besançon

- Librairie l'Autodidacte
ouverte du mercredi au samedi
de 15 h 00 à 19 h 00
groupe-proudhon@fede...

28 EURE-ET-LOIR

Groupe Le Raffût
fa.chartres@free.fr

29 FINISTÈRE

Groupe Le Ferment
leferment@fede...

Liaison May Piquera
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

Liaison Audierne
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

30 GARD

Groupe Delgado Granado
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
gr.delgado-granado@proton.me

31 HAUTE-GARONNE

Groupe Libertad de Toulouse
c/o Les Chats Noirs Toulousains
270 avenue de Muret
31300 Toulouse
libertad@fede...
http://libertad-fa.org

32 GERS

Liaison Anartiste 32
anartiste32@fede...

Liaison Henri Bouyé
henri-bouye@fede...

33 GIRONDE

Cercle Barrué
http://cerclelibertairejb.
wordpress.com
www.facebook.com/cljb33
cerclelibertairejb33
@riseup.net

Groupe Nathalie Le Mel
nathalie-le-mel@fede...

34 HERAULT

Groupe Son of anarchy 34
sunofanarchy34@fede...

Groupe Michel la Louise
ganges@fede...

35 ILLE-ET-VILAINE

Groupe La Sociale.
c/o local « La Commune »,
17 rue de Châteaudun
35000 Rennes
contact@falasociale.org
Groupe Lacinapse
liaison-lacinapse@fede...

37 INDRE ET LOIRE

Liaison Tours
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

42 LOIRE

Groupe Makhno
Bourse du Travail Salle
15 bis Cours Victor Hugo
42028 Saint-Étienne cedex 1
groupe.makhno42@gmail.com

44 LOIRE-ATLANTIQUE

Liaison anarcho-syndicaliste
Fernand Pelloutier
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

50 MANCHE

Groupe Manche
famanche@riseup.net
www.facebook.com/famanche

51 MARNE

Liaison Reims-Ardenne
reims@fede...

56 MORBIHAN

Groupe René Lochu
c/o Maison des associations
31 rue Guillaume Le Bartz
56000 Vannes
groupe.lochu@riseup.net
groupe libertaire Francisco Ferrer (GLFF)
glff-lorient@proton.me
https://www.facebook.com/
FA.Lorient/

57 MOSELLE

Groupe de Metz
groupedemetz@fede...

58 NIÈVRE

Liaison Pierre Malézieux
pierre.malezieux@fede...

59 NORD

Groupe ô Rage Noire
o.rage.noire@fede...

60 OISE

Liaison anarcho-syndicaliste
L'éponge noire
lepongenoire@riseup.net

63 PUY-DE-DÔME

Liaison Combrailles
liaison.Combrailles@fede...

Groupe « Enza Siccardi »
Cournon-Auvergne
enza-siccardi63@fede...

66 PYRÉNÉES ORIENTALES

Groupe John Cage
vente du Monde libertaire
au 13 El Taller Treize
13 rue Sainte-Croix
66130 Ille-sur-Tet
john-cage@fede...

67 BAS-RHIN

Liaison Bas-Rhin
liaison-bas-rhin@fede...

69 - RHÔNE

Liaison Commune de Lyon
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

70 HAUTE-SAÔNE

Liaison Haute Saône
liaison.haute-saone@fede...

71 SAÔNE-ET-LOIRE

Liaison « La vache noire »
399 quai Jean Jaurès
71000 Mâcon
lavachenoire@le-local-liber
taire.com

74 HAUTE-SAVOIE

Groupe Alp'Anar
lamotte-farinnet@fa74.org

75 PARIS

Groupe Salvador Segui
groupesalvadorsegu
@gmail.com

Groupe « Commune de Paris »
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

commune-de-paris@fede...

Groupe Louise Michel
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
groupe-louise-michel@fede...

Groupe La Révolte
la-revolte@fede...

Groupe Pierre Besnard

vente du Monde libertaire
le dimanche de 10 h 30 à 12 h 00
place des fêtes Paris XIX^e
pierre-besnard@outlook.fr

76 SEINE-MARITIME

Groupe de Rouen
rouen@fede...

78 YVELINES

Groupe Gaston Leval
gaston-leval@fede...

80 SOMME

Groupe Georges Morel
amiens@fede...

81 TARN

Groupe les ELAFF
elaf@fede...

85 VENDÉE

Groupe Henri Laborit
henri-laborit@fede...
www.fa85.org

86 VIENNE

Liaison Poitiers
poitiers@fede...

87 HAUTE-VIENNE

Liaison 87
LiaisonFA87@proton.me

92 HAUTS-DE-SEINE

Liaison Fresnes-Antony
fresnes-antony@fede...

93 SEINE-SAINT-DENIS

Groupe Henri Poulaille
c/o La Dionysité
4 Place Paul Langevin
93200 SAINT-DENIS
groupe-henry-poulaille
@wanadoo.fr

94 VAL-DE-MARNE

Groupe Élisée Reclus
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
faivry@no-log.org

95 VAL-D'OISE

Liaison 95
liaison95@fede...

BELGIQUE

Groupe Ici et Maintenant
groupe-ici-et-maintenant
@fede...

SUISSE

Fédération Libertaire des Montagnes (FLM)
rue du Soleil 9
92300 La Chaux-de-Fonds
Suisse
flm@fede...



Le site de la Fédération anarchiste
une mine d'informations
sur ces groupes, sur leurs blogs,
leurs sites, leurs librairies,
leurs activités
www.federation-anarchiste.org



Commandes à adresser à Librairie PUBLICO 145 rue Amelot 75011 Paris
Chèque à l'ordre de PUBLICO (Frais de port : 15 %, minimum 3 €)
ou <https://www.librairie-publico.com>
Contact : 01 48 05 34 08 librairie-publico@sfr.fr



L'ÉDUCATION INTÉGRALE. PAUL ROBIN
Hugues Lenoir, Éditions du Monde
libertaire, 123 p., 10 €

Ce livre permet de découvrir Paul Robin au travers d'un texte peu connu, enrichi par les articles « pédagogie » et « éducation » de Paul Delaunay, instituteur révolutionnaire, parus dans l'encyclopédie anarchiste dite de Sébastien Faure, qui fut par ailleurs à l'origine de la Ruche.



NOYAUX DE PÊCHE
Monica Jornet, Les Éditions libertaires,
140 p., 13 €

Monica Jornet poursuit son exploration sans frontières : un conceptisme virtuose riche de sens et de sentiments dans sa recherche de correspondance entre idée et émotion. Les thèmes sont variés dans une gamme de tons du ludique au mélancolique. Le philosophique se mêle au lyrique.



PARIAS. HANNAH ARENDT ET LA «TRIBU» EN FRANCE (1933-1941)
Marina Touilliez, L'Échappée, 500 p., 24 €

Fuyant la Gestapo, Hannah Arendt arrive à Paris en octobre 1933. Fruit d'une enquête minutieuse, réalisée notamment à partir d'archives et de témoignages inédits, voici le récit palpitant des huit années françaises qui marqueront profondément sa vie et son œuvre.



MISÈRE DE L'ANTI-INTELLECTUALISME. DU PROCÈS EN WOKISME AU CHANTAGE À L'ANTISÉMITISME
Éric Fassin, Textuel, 218 p., 19.90 €

Les mêmes qui dénonçaient la cancel culture s'en prennent non plus seulement aux libertés académiques, mais aussi désormais à la liberté d'expression. L'enquête reconstitue l'histoire de cette actualité.



RÉVOLUTION ÉLECTRONIQUE
William S. Burroughs, Allia, 64 p., 6.50 €

“Le message, c'est le médium”, disait Marshall McLuhan. Mais quand on brouille le médium, que devient le message ? “De la dynamite”, répondrait Burroughs ! *Révolution électronique* porte un projet d'envie : la destruction en règle des mass media avec les moyens qui sont les leurs.



TERRE SAINTE, GUERRE SANS FIN. LA CRÉATION DE L'ÉTAT D'ISRAËL EN PALESTINE. SIONISME ET UTOPIES
Réseau Makhno, Éditions du Monde
libertaire, 168 p., 10 €

Nous assistons tout à la fois sidérés et révoltés aux nouvelles saisons de ce feuilleton macabre. Ce livre est pour faire quelques pas en dehors du commentaire factuel et émotionnel.



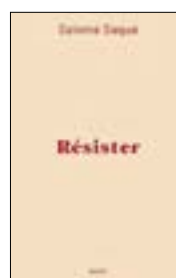
PETIT TRAITÉ D'ATHÉISME EN 35 CHRONIQUES
Dominique Delahaye,
Les Éditions libertaires, 100 p., 12 €

Toutes les idées, toutes les chimères, toutes les certitudes, toutes les indécisions, toutes les vérités raisonnablement établies, toutes les opinions, toutes les croyances ont droit de cité. Tant qu'elles acceptent de reconnaître la fragilité de leur essence humaine...



CRITIQUE DE LA SOCIÉTÉ TECHNOLOGIQUE AVANCÉE
Herbert Marcuse, Etérotopia Editions,
135 p., 17 €

Les thèmes développés par Marcuse sont d'une grande actualité, tels que les implications sociales de la technologie moderne, la liberté et le rôle de l'individu dans la société industrielle avancée.



RÉSISTER
Salomé Saqué, Payot, 142 p., 5 €

L'extrême droite est aux portes du pouvoir. Dans les urnes comme dans les esprits, ses thèmes, son narratif et son vocabulaire s'imposent. Il est encore temps d'inverser cette tendance, à condition de comprendre les rouages de cette progression et de réagir rapidement. Un appel à l'indignation et à la résistance.



GENDER TECH. COMMENT LA TECHNOLOGIE CONTRÔLE LE CORPS DES FEMMES
Laura Tripaldi, Lux éditeur, 157 p., 18 €

Chaque fois que la science s'est emparée du corps féminin, elle l'a réifié et neutralisé, le rendant parfois même invisible. Loin d'être de simples instruments, les outils fournis par les technologies de genre restent imprégnés de la culture patriarcale qui les a produits.